



XXI^e SÉFOR
Bujumbura 2012



Rapport final du SÉFOR

Bujumbura, BURUNDI
06.11 – 09.11.12

Organisé par le
Conseil International des Radios-Télévisions d'Expression Française aisbl (CIRTEF)
et l'**Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)**

A l'invitation de
La Radio-Télévision Nationale du Burundi (RTNB)

en partenariat avec
Canal France International (CFI)
TV5MONDE

et le soutien de
Wallonie-Bruxelles International (WBI)

SOMMAIRE

PROGRAMME GÉNÉRAL	05
THÈME GÉNÉRAL : CULTURE NUMÉRIQUE : QUELLES STRATÉGIES POUR LES MÉDIAS PUBLICS ?	06
TEXTES DE RÉFÉRENCE POUR LES ATELIERS	
<i>Faire du SÉFOR un forum de coproduction ?</i>	<i>07</i>
<i>Quels contenus pour les médias publics à l'heure de la culture numérique ?</i>	<i>10</i>
<i>Internet et l'information du service public.</i>	<i>11</i>
LES ATELIERS	12
SYNTHÈSE DES TRAVAUX EN PLÉNIÈRE	
<i>Cérémonie Officielle d'ouverture</i>	<i>13</i>
<i>Les Conférences Introductives</i>	<i>15</i>
<i>Projection de « La Parole est au Sud »</i>	<i>17</i>
<i>Plénière des Ateliers « Stratégie », « Contenus et Programmes », « Information et Pluralisme »</i>	<i>18</i>
<i>Plénière de Clôture</i>	<i>19</i>
RAPPORTS DES TRAVAUX EN ATELIER ET RECOMMANDATIONS ISSUES DES ATELIERS ET ACTIVITÉS DU SÉFOR	
<i>Atelier Stratégie : Recommandations</i>	<i>22</i>
<i>Atelier Information et Pluralisme : Rapport et recommandations</i>	<i>25</i>
<i>Atelier Contenus et Programmes : Recommandations</i>	<i>26</i>
<i>Groupe d'experts techniques pour la migration : Recommandations des Responsables Techniques des Radios et Télévisions Africaines</i>	<i>28</i>
<i>Radio SÉFOR : Radio SÉFOR, une expérience réussie</i>	<i>29</i>
<i>Bourse aux Coproductions : Recommandations</i>	<i>31</i>
<i>Formations Radio et Télévision au profit de la RTNB</i>	
➤ <i>Rapport sur la formation-initiation à TitleBox</i>	<i>32</i>
➤ <i>Rapport sur la formation Radio</i>	<i>35</i>
➤ <i>Rapport sur la formation « Réseaux numériques : exploitation maintenance & développements »</i>	<i>40</i>

DISCOURS, CONFÉRENCES ET EXPOSÉS

Cérémonie officielle d'ouverture

<i>M. Chanel Nsabimbona, Directeur général de la Radio-Télévision Nationale du Burundi</i>	50
<i>M. François Guilbeau, Directeur de France 3 (France Télévisions) et Président du CIRTEF</i>	51
<i>M. Pierre Barrot, Responsable de programmes chargé de l'audiovisuel et de la promotion de l'image (Organisation Internationale de la Francophonie)</i>	53
<i>Mme Concilie Nibigira, Ministre des Télécommunications, de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement</i>	56
<i>S.E.M. Térance Sinunguruz, Premier Vice-président de la République du Burundi</i>	58

Conférences introductives.

<i>M. Gérard Mfuranzima, Représentant au Burundi de l'Association des Parlementaires Européens Partenaires de l'Afrique (AWEPA)</i>	61
<i>M. Pierre Barrot, Responsable de programmes chargé de l'audiovisuel et de la promotion de l'image (Organisation Internationale de la Francophonie)</i>	67

Conférence en plénière

<i>M. Gilles Marchand, Directeur de la Radio Télévision Suisse : « Intégration Radio-TV-Web »</i>	69
---	----

Exposés

<i>M. Roger Roberts, (Radio Télévision Belge de la Communauté Française) à l'Atelier « Information et pluralisme » en sa séance du 7 novembre</i>	78
<i>M. Gilles Trenel, Rédacteur en chef, (France Télévisions) : « L'information à l'heure du numérique »</i>	81

PARTICIPANTS

86

REMERCIEMENTS

92

PROGRAMME GÉNÉRAL

Samedi 03.11	Dimanche 04.11	Lundi 05.11		Mardi 06.11	Mercredi 07.11	Jeudi 08.11	Vendredi 09.11			
	9h00 -> 18h30	9h00 -> 18h30	9h00 -> 18h30	Ouverture SEFOR 9h -> 10h	Ateliers 9h00 -> 11h00	Plénière 9h00 -> 11h00	9h00 -> 11h00			
	REUNION Fonds OIF - CIRTEF chambre Télévision du Fonds francophone de production AV du Sud	REUNION Fonds OIF - CIRTEF chambre Télévision du Fonds francophone de production AV du Sud	REUNION CFI Production et circulation de l'informa- tion en Afrique	Pause 10h -> 10h30	- Stratégies - Information et Pluralisme - Contenus et programmes	Conférences plénières	Conférence générale Extraordinaire			
Plénière 10h30 -> 13h00 - Conférences introductives -Projection PAROLE EST AU SUD				Pause 11h -> 11h30	Pause 11h -> 11h30			Pause 11h -> 11h15		
				Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner
Rencontre 14h30 -> 16h30 OIF - producteurs privés et cinéastes Burundi							Ateliers 14h30 -> 16h30 - Stratégies - Information et Pluralisme - Contenus et programmes	14h30 -> 16h30 - Commission Radio session 1 - Commission TV session 1	Ateliers 14h30 -> 16h00 - Stratégies - Information et Pluralisme - Contenus et programmes	14h30 -> 16h30 Commission TV sess.3 <i>si nécessaire</i>
							Pause	Pause	Pause	Réunion RFP
							Ateliers 17h00 -> 18h30 - Stratégies - Information et Pluralisme - Contenus et programmes	17H->18h45 - Cons.coop TV5MONDE Afrique Bourse aux coproductions	16h30 -> 17h30 Lecture recommandations Plénière 17h30 -> 18h00 Séance de clôture	Fin des travaux
				Réception d'ouverture			Réception de clôture			
Toute la journée	Toute la journée	Toute la journée	Toute la journée	Toute la journée	Toute la journée	Toute la journée	Toute la journée			
- accueil secrétariat	- accueil secrétariat	- accueil Secrétariat	- accueil secrétariat	- accueil secrétariat	- accueil secrétariat	- accueil secrétariat	- accueil secrétariat			
-Formation Radio	- Formation Radio	- Formation Radio	- Formation Radio	- Formation Radio	- Formation Radio	- Formation Radio	- Formation Radio			
-Formation Télévision	- Formation Télévision	- Formation Télévision	- Formation Télévision	- Formation Télévision	- Formation Télévision	- Formation Télévision	- Formation Télévision			
	- coordination 19h00	- coordination 19h00	- coordination 19h00	- coordination 19h00	- coordination 19h00	- coordination 19h00	- coordination ?			
	- Radio SEFOR	- Radio SEFOR	- Radio SEFOR	- Radio SEFOR	- Radio SEFOR	- Radio SEFOR	- Radio SEFOR			
		- Espace Virtuel	- Espace virtuel	- Espace virtuel	- Espace virtuel	- Espace virtuel	- Espace virtuel			

Participants concernés	

Membres	SEFOR

THÈME GÉNÉRAL : Culture numérique : quelles stratégies pour les médias publics ?

L'appropriation par le plus grand nombre d'usagers francophones de tout pays, âge, genre, profession, intérêt et talent, des outils numériques en permanente innovation, est une ambition que poursuit la Francophonie depuis 1995. L'OIF, dans les instances internationales de la société de l'information, défend, entre autres, la diversité culturelle sur internet, notamment en soutenant la production de contenus en français ainsi que la numérisation des ressources et du patrimoine.

Les médias francophones, notamment de service public, ne peuvent être absents de cette mobilisation pour la maîtrise des réponses face aux enjeux de la culture numérique.

Et sur le plan stratégique, l'on ne peut avoir une approche d'ensemble et occulter les différents niveaux de développement des moyens en la matière, qu'en mettant en avant l'échange et le partage d'informations sur les défis communs de la société de l'information ou de la culture numérique, ainsi que la restitution d'expériences et des bonnes pratiques notamment pour la promotion de la diversité culturelle, du pluralisme, de la liberté des choix technologiques et des transferts technologiques. Rappelons par exemple que cette année, l'Afrique doit faire le choix important d'une norme pour la TNT.

Donc définir ensemble les orientations stratégiques pour mieux entrer dans la culture numérique, mais aussi les bonnes pratiques pour répondre aux défis en matière d'information et de son traitement, de créations de contenus et d'offres pertinentes dans les grilles ou les nouveaux outils de distribution.

Cela passera probablement, comme l'indique l'OIF pour d'autres acteurs, par la sensibilisation aux nouveaux outils et à leur maîtrise, par des pratiques collaboratives et par la créativité numérique.

L'installation de la culture numérique bouleverse nos habitudes et développe la tendance au partage et à la création ; aussi bien pour les acteurs traditionnels de production de contenus culturels que pour les publics, les usagers. Une entité de partage, un réseau de solidarité comme le CIRTEF, ne peut être absente de ce débat.

En fait, cette culture autorise des nouveaux services avec un potentiel pour la création, le pluralisme et la préservation de la diversité.

Comment avec ces nouveaux moyens préserver nos missions de service publics, continuer à servir nos publics et l'intérêt général et surtout comment dans les phases de transition, qui en sont à des niveaux différents pour les uns et les autres, poursuivre le développement du secteur des médias, améliorer les capacités des personnels, la qualité des contenus offerts, l'échange, le partenariat, les coréalizations ?

Comment assurer l'accès de tous à tous les contenus, notamment culturels, véhiculés sur les réseaux de façon transparente et non discriminatoire ? Comment garantir le pluralisme et la liberté d'information et de communication ?

Comment concilier le respect des missions de service public avec la nécessité de partenariats, public-public bien sûr, mais aussi public-privé en termes de coproductions ?

Quelle adaptation de nos structures, quelles synergies entre les organes (Radio, Télévision, Internet) ? Quelles stratégies de développement de notre offre, avec le potentiel passage d'un canal à plusieurs, avec l'arrivée du numérique terrestre ? Quel marketing des antennes et quels moyens de financement induits des grilles et de l'activité dans un cadre qui facilitera de plus en plus la concurrence ?

Les réponses à ces questions devraient nous permettre d'identifier les orientations et les actions pour :

- Consolider notre rôle et maîtriser la stratégie dans l'avènement de la culture numérique et des migrations associées ;
- Préserver la qualité et le besoin de l'information que nous offrons ;
- Produire, coproduire, voire offrir, des contenus de service public, préservant, entre autres, la diversité culturelle dans l'ère de la culture numérique.

TEXTES DE RÉFÉRENCE POUR LES ATELIERS

FAIRE DU SÉFOR UN FORUM DE COPRODUCTION ?

En matière de production et d'achats de programmes locaux par les télévisions du sud, le SÉFOR 2011 a été l'occasion d'un diagnostic : manque de moyens pour la production de programmes de stock en interne ; rareté des achats à des producteurs locaux indépendants ; absence quasi-totale de coproductions avec ces mêmes producteurs ; insuffisance de la production indépendante, en qualité et en quantité ; d'où des achats massifs par les chaînes publiques et privées de programmes extérieurs à la Francophonie et, en particulier, de feuilletons latino-américains ou indiens. Ces achats se font le plus souvent à bas prix car ils s'appuient sur le système du bartering qui se traduit par des pertes considérables de recettes publicitaires pour les chaînes qui choisissent cette formule. L'un des résultats est le manque de moyens disponibles in fine pour investir dans la production ou les achats de programmes locaux. Comment sortir de ce cercle vicieux ?

Il ne sert à rien de déplorer le manque de moyens si l'on n'essaie pas de trouver d'autres moyens ou si l'on ne cherche pas à utiliser plus efficacement le peu qu'on a. Le SÉFOR étant un rendez-vous dédié à la coopération internationale, voyons si des solutions peuvent être trouvées de ce côté-là.

Que chacun cesse de pleurer sur le débit insuffisant de son petit ruisseau et que tous réfléchissent aux grandes rivières que l'on peut obtenir parfois en mettant en commun des moyens.

En matière de production de programmes, ce type de mise en commun, cette coopération, s'appelle coproduction. Le mot coproduction est tellement galvaudé, tellement accommodé à toutes les sauces que l'on finit par perdre de vue sa véritable signification et son intérêt. Coproduire, c'est se mettre ensemble pour produire. Se mettre ensemble parce qu'on y gagne, parce qu'on ne pourrait pas obtenir les mêmes résultats autrement.

S'agissant des télévisions membres du CIRTEF, trois formes de coproductions sont possibles (et à mon avis souhaitables, voire nécessaires) :

- Les coproductions Sud-Sud
- Les coproductions Nord-sud
- Les coproductions entre chaînes de télévision et producteurs indépendants (partenariats public/privé).

Mon intention n'est pas de m'engager dans un plaidoyer abstrait en faveur de ces trois formes de coopération. Je préfère citer des exemples concrets, illustrer l'intérêt de chacune de ces formules à partir de projets qui pourraient parfaitement être mis en chantier dès demain (sous cette forme ou sous une autre) si une volonté commune se dégageait, par exemple à l'occasion du SÉFOR.

Les coproductions Sud-Sud

Les coproductions Sud-Sud suscitent généralement peu d'enthousiasme. On se dit « *L'addition de nos médiocrités ne donnera jamais rien de grandiose.* » Mais il est temps d'arrêter de se focaliser sur ce qui manque et de parler plutôt de ce qu'on a. Prenons les archives des télévisions du Sud : elles sont ce qu'elles sont, négligées, pas assez bien conservées ni cataloguées. Parfois, on n'y trouve que les journaux télévisés qui ont la réputation d'être institutionnels, voire insipides. Nous ne sommes pas devant une bijouterie où il suffirait de se servir, loin de là. Mais nous avons une mine où il faut creuser.

Alors, creusons et retenons ce qu'il y a de meilleur. Inventons un programme quotidien intitulé, par exemple « *Il était une fois* » ou « *Nostalgie* » ou encore « *Rétroviseur* ». Chaque jour, en deux ou trois minutes, on traite un événement du passé récent, lointain, peu importe. Faisons avec ce que nous donnent les archives. On y trouvera les grands événements de portée historique mais bien d'autres choses peuvent être exploitées : un match de telle équipe nationale de football ; une visite d'un chef d'État étranger, l'inauguration d'un édifice (qui n'a pas besoin d'être la basilique de Yamoussoukro ou la grande mosquée de Casablanca pour être intéressant). Avec le temps, ce qui pouvait paraître banal, voire ennuyeux devient parfois mémorable. Le recul apporte une dose de nostalgie. La multiplication des pays concernés produit de l'exotisme. Ajoutons à chaque fois une brève interview d'un témoin. La plus pauvre des télévisions du Sud n'aura aucun mal à produire deux ou trois éléments de ce type par mois. Ne gardons que la meilleure moitié de ce qui est produit. Multiplions par vingt pays engagés dans un tel projet. Chacune des télévisions concernées, moyennant un investissement minime, disposera de près de vingt heures de programmes par an. Avec un format propice à une programmation quotidienne, propre à fidéliser les téléspectateurs et donc à attirer les annonceurs. Certes, il faut une coordination éditoriale, une centralisation des éléments, une mise en forme finale et un service de distribution. Le CIRTEF pourrait s'en charger (avec l'appui de CFI ?) ou confier cette tâche à un producteur indépendant. L'un comme l'autre pourra trouver les moyens de financer son travail auprès de sponsors ou de fonds d'aide et il y parviendra grâce à l'affichage d'un grand nombre de partenaires et d'une diffusion continentale.

Voilà un exemple de coproduction Sud-Sud où chacun donne peu et reçoit beaucoup. On pourrait en trouver bien d'autres.

Coproductions Nord-Sud : pourquoi pas les fictions ?

Parlons maintenant des coproductions Nord-Sud. Elles sont rares mais elles ont existé ou existent encore dans le domaine des magazines ou des documentaires. Dans le champ de la production indépendante, le réseau Africadoc permet de faire aboutir chaque année une vingtaine de projets de documentaires de 52'. Du côté des télévisions publiques, le magazine 5 sur 5 Afrique a été un bon exemple de coproduction Nord-Sud, avec l'implication de Radio-Canada. Mais il y a un domaine où ce type de coproduction est totalement absent, où on ne l'envisage même pas, c'est celui de la fiction. C'est pourtant sur les fictions que les pays francophones du Sud sont les plus déficitaires, les plus dépendants des offres extérieures. L'Afrique sub-saharienne est la région la plus concernée par ce déficit et par l'invasion des grilles par les téléromans en particulier. Les productions propres de cette région du monde sont insuffisantes, pas assez compétitives et inexporables. La coproduction Nord-Sud peut apporter des réponses face à ce type de situation. Pourquoi ne pas impliquer une chaîne de télévision du Nord ? Rappelons que, même si elles ne l'ont pas coproduite, France 3 et la RTBF ont acheté la série d'animation « *Le Monde de Pahé* » (auteur gabonais, production française). On peut imaginer d'autres projets. Quel est l'œuvre de fiction africaine la plus populaire en France ? Réponse : la série de bande dessinée « *Aya de Yopougon* » de Marguerite Abouet. Cette série a déjà donné naissance à un long-métrage d'animation. Elle se prêterait à merveille à une série télévisée. Contrairement à un film d'animation, un projet comme celui-là ne peut pas être mené intégralement dans un pays du Nord. Pourquoi pas une coproduction entre une chaîne de France Télévision et la Télévision ivoirienne ? Utopie ? Peut-être mais ce sont les grandes utopies d'hier qui donnent les modestes progrès d'aujourd'hui. Qui aurait cru, il y a quelques années qu'Omar Sy pourrait attirer plus de 40 millions de spectateurs dans le monde ? Certes, France 2 a décidé d'arrêter cette année la série « *Un flic* », seule série française avec un acteur noir (Alex Descas) dans le rôle principal. Mais la série avait démarré en 2009 et a connu des audiences supérieures à 5 millions de téléspectateurs. On peut rappeler aussi le succès d'audience de Toussaint Louverture, produit par France 2. Pourquoi ne pas imaginer l'implication d'une télévision française (ou belge, ou suisse, ou canadienne) dans un projet africain.

Rappelons que la série de bande dessinée « *Aya de Yopougon* » a été vendue à 250 000 exemplaires en français et traduite dans 15 langues.

Coproductions public/privé

Enfin, je voudrais aborder une troisième forme de coproduction qui me paraît non seulement souhaitable mais inévitable : celle qui fait appel à des producteurs indépendants. Quand bien même les télévisions publiques auraient la capacité de gérer elles-mêmes la production de tous leurs programmes (ce qui est invraisemblable), ce type de fonctionnement en autarcie aboutirait à un gaspillage de ressources. Les télévisions en effet, sont mal placées à la fois pour mobiliser des fonds et pour vendre leurs programmes à d'autres diffuseurs. Lorsqu'elles produisent seules, elles se contentent de leurs propres moyens et de leur réseau de diffusion. Alors que le métier d'un producteur indépendant est de trouver ailleurs l'argent qu'il n'a pas et de multiplier les possibilités de diffusion. Les avancées en matière de programmes de télévision se sont souvent faites sur la base de coproductions public/privé, en particulier en Afrique. La première sitcom africaine, « *A nous la vie* » était une coproduction avec la télévision burkinabè. La première série historique d'Afrique francophone, « *Les rois de Ségou* » est également une coproduction entre la télévision malienne et la société privée Brico Films. Mais le plus souvent, les relations entre télévisions publiques et producteurs indépendants sont difficiles. Les complémentarités sont d'autant moins évidentes que les télévisions annoncent qu'elles n'ont pas d'argent ou répugnent à investir de l'argent dans un projet mené par un privé. De leur côté, les privés ont une réticence légitime quand on leur propose seulement un apport en industrie. Bien souvent le matériel de tournage des télévisions ne les intéresse pas. Ils ont leur propre matériel ou préfèrent louer pour avoir la garantie d'une disponibilité complète des équipements. Pour ce qui est de la post-production, le matériel des télévisions est trop sollicité par les émissions de flux, ce qui ne permet pas de travailler sereinement sur des programmes de stock. Pourtant, les télévisions ont des équipements qui pourraient permettre une alliance mutuellement profitable avec des privés. D'abord, les studios. Parmi les faiblesses des fictions africaines figurent le son et la lumière. Le tournage en studio, pour les scènes d'intérieur, peut permettre d'améliorer la qualité technique. Une qualité à laquelle le public est sensible car il plébiscite les téléromans qui sont tournés en grande partie en studio. Par ailleurs, les télévisions ont des cars-régies qui donnent des possibilités auxquelles aucun producteur indépendant ne peut prétendre. En raisonnant en fonction des avantages comparatifs qu'ont les télévisions d'une part et les producteurs indépendants d'autre part, on peut imaginer des programmes plus ambitieux, susceptibles de s'attaquer à l'hégémonie des fameuses téléromans.

Un exemple : quels sont les programmes les plus populaires à la télévision ? La fiction et le football ; Imaginons une fiction autour du football. Avec de vrais matches filmés avec car-régie. Et des scènes d'intérieur (école, famille, vestiaires) tournées en studio. On peut imaginer de mettre à contribution plusieurs chaînes de télévision et plusieurs studios. Avec ces moyens inédits, le niveau d'ambition monte d'un cran ; la possibilité d'intéresser un diffuseur du Nord devient moins utopique (le thème s'y prête : les plus grands footballeurs africains partent jouer en Europe un jour ou l'autre). Un projet de ce type se prête à la coproduction, à la fois Sud-Sud et Nord-Sud. Ces types de coproductions coûtent cher mais ils permettent aussi d'accéder à des budgets beaucoup plus importants ; par exemple ceux du Fonds ACP-Films qui privilégie ces types de coproduction (appel à propositions fin 2012).

Orienter la production en définissant les cahiers des charges des programmes souhaités

Au-delà de cet exemple, où il s'agit d'aller vers des projets ambitieux, donc difficiles, les télévisions africaines peuvent améliorer leurs relations avec le secteur de la production indépendante en rendant plus claire leur demande. Beaucoup de responsables des programmes se plaignent de l'inadéquation de l'offre en provenance des producteurs indépendants.

Mais peut-on reprocher à ces derniers de ne pas répondre à une demande qui n'est ni précisée ni formulée ? Imaginons que cinq ou six télévisions publiques africaines s'entendent sur le type de programmes qu'elles souhaitent diffuser ; qu'elles se mettent d'accord sur des éléments de cahiers des charges (format, genre, nombre d'épisodes) définis d'un commun accord. Même si elles n'investissent pas un sou, le simple fait qu'elles s'entendent sur leurs besoins prioritaires permettra à des producteurs privés d'obtenir du financement plus facilement auprès des fonds d'aide (locaux ou internationaux) et auprès de sponsors.

Si, en plus ces mêmes télévisions affichent clairement ce qu'elles peuvent offrir (des journées de studio, par exemple ; des équipements non disponibles dans le secteur privé – grues, etc.), elles pourront susciter des projets à la fois adaptés à leurs besoins et propices à des coproductions, ce qui leur permettra d'obtenir les programmes avec un minimum d'apport financier (voire sans apport financier pour les plus démunies).

Au-delà des coproductions, l'affichage de priorités en matière de programmes, avec des cahiers des charges clairs et précis, permettra aux télévisions de s'engager dans des politiques d'acquisition de programmes cohérentes et favorables à la progression des contenus locaux.

L'OIF, à la fois en tant que partenaire du CIRTEF et opérateur du Fonds d'aide à la production audiovisuelle du Sud souhaite que les quelques pistes de réflexion ébauchées ici puissent aboutir à des débats constructifs, voire opérationnels lors des différents ateliers « Stratégie » et « Contenu et programmes » du prochain SÉFOR. Si un accord de principe entre plusieurs télévisions membres sur de nouveaux programmes menés en coopération, si un consensus sur l'intérêt de la formulation de cahiers des charges communs, pouvait être obtenu, ce serait une première étape vers la reconquête des grilles de programmes par des productions francophones du Sud plus abondantes et de meilleure qualité.

Pierre Barrot

OIF

QUELS CONTENUS POUR LES MÉDIAS PUBLICS À L'HEURE DE LA CULTURE NUMÉRIQUE.

Dans l'univers du web, des blogs et des réseaux sociaux, de la 3G et de la télévision connectée la concurrence n'a plus de frontière. Les médias ne sont plus nationaux et le consommateur de contenu n'est plus nécessairement présent sur le « territoire national ».

Le lointain est instantanément accessible sur son ordinateur, son Smartphone ou sa tablette, quand les plateformes de distribution sont opérationnelles, ce qui est désormais le cas dans la plupart des grandes villes des pays émergents (notamment via la technologie Wimax pour les portables) à condition que les utilisateurs aient les moyens de s'offrir ces services.

Pour les autres, la majorité dans de nombreux pays, la consommation des médias numériques se traduit surtout par la présence sur l'écran de télévision d'une offre de plus en plus importante de chaînes de TV, à la fréquentation des cybercafés et à l'achat de crédit téléphonique à l'unité.

Mais la technologie s'impose ou s'adapte, et les coûts deviennent de moins en moins prohibitifs. Nous sommes entrés dans l'ère digitale poussés non pas par internet mais par son adoption massive par le public. Trois millions de foyers français sont équipés d'une TV connectable (Smart TV) et 28% des abidjanais se connectent à internet « tous les jours ou presque ». En Europe, le consommateur moyen passe chaque semaine 14 heures devant la télévision et 14 heures à surfer sur Internet (Rapport EIAA). Les publics se retrouvent sur Facebook, twittent, visionnent n'importe quel contenu

à n'importe quel moment, se mettent eux-mêmes en ligne sur des plateformes pour échanger, se faire connaître ou faire la révolution...

Le foisonnement sans limites de l'offre rend plus aigu la prise en compte des attentes du consommateur de « multimédia », devenu, pour l'éditeur, un acteur souvent insaisissable de sa propre exposition. Les téléspectateurs/auditeurs sont devenus émetteurs, récepteurs, connecteurs d'information et de contenu...

Pour s'adapter à la multiplication des supports et à la multiplicité des contenus, au-delà de la simple déclinaison sur un site web des contenus diffusés sur les signaux analogiques, les médias traditionnels doivent proposer sur un site « multiplateformes » des contenus attractifs, susciter l'interactivité, le débat, l'échange, multiplier les liens vers les réseaux sociaux qu'ils doivent investir et animer.

Si le public s'approprié très vite les nouvelles formes de consommation et d'interaction proposées par les nouveaux médias, il recherche des contenus en affinité avec sa culture, ses centres d'intérêts et notamment des informations « nationales », où qu'il soit dans ou hors de son pays.

C'est une chance pour les médias nationaux, mais c'est une carte que les « services publics » ne sont plus les seuls à maîtriser. Dans l'univers du web, les médias publics sont en concurrence directes avec des sites privées, installés parfois à l'autre bout du monde, qui proposent des contenus nationaux, avec souvent plus d'attractivité et de réactivité.

Le service public pas d'autre solution que de développer une offre toujours plus abondante, attractive et multiforme, dans un environnement ouvert. L'autre défi qu'il doit relever est celui de la communication et de la promotion des supports.

Le marketing des chaînes et des marques est lui aussi entré dans l'ère du numérique.

Les annonceurs s'invitent dans la vie des gens et ne se limitent plus à interrompre leur fiction du soir. Les revenus publicitaires dépendront de la capacité des éditeurs à s'adapter à ce nouveau modèle.

Jean-Marc Belchi

RFI

INTERNET ET L'INFORMATION DU SERVICE PUBLIC.

La Culture numérique induit inévitablement la convergence dans l'exercice des métiers de l'Information. Plusieurs radiodiffuseurs ont décidé de regrouper les journalistes radio, télévision et internet dans la même rédaction. Comment cela s'est-il déroulé, quels sont les résultats, est-ce un exemple à suivre ?

Comment les journalistes collaborent-ils dans la même rédaction mais en travaillant pour des médias différents ?

Cette convergence engendre-t-elle des coûts supplémentaires ou, au contraire, des économies ?

La Culture numérique peut-elle améliorer les notions de pluralisme et de débat démocratique dans le journalisme politique en période d'élections ? Est-ce que l'Info sur Internet « forme l'opinion » ? Quelle influence a-t-elle sur les internautes-consommateurs-électeurs ?

Les « radiodiffuseurs » doivent continuer à assurer la conformité de leurs informations, y compris sur internet, à la réalité. Il faut mettre en œuvre des moyens efficaces permettant de maintenir cette exigence. Comment les radiodiffuseurs de service public maintiennent-ils la crédibilité de leur information et les exigences de rapidité de l'information sur internet ?

La nature de l'information est modifiée profondément par l'accès aux nouveaux médias tels que l'internet. La nature, la fonction et la présentation de l'information dans les différents médias doivent donc être modifiées. Comment les journalistes sont-ils préparés à ces changements ?

« L'enquête participative » (le journalisme participatif), très pratiqué sur et grâce à Internet est une nouvelle forme de journalisme (on utilise le savoir des internautes pour recueillir des informations). Comment s'assurer que le journaliste collecte et traite l'info et ne devienne pas un simple *animateur* ?

Jacques Briquemont

RTBF

LES ATELIERS

STRATÉGIE

PARTICIPANTS : PDG, DIRECTEURS GÉNÉRAUX, DIRECTEURS D'ORGANES

SUJETS D'ÉCHANGES ET DE DÉBATS :

- ✓ Échanges sur les conférences introductives sur le thème général : **Culture numérique : quelles stratégies pour les médias publics ?**
- ✓ Les coproductions et le partenariat
- ✓ Le financement et la production
- ✓ La migration numérique et ses conséquences sur les structures
- ✓ La diversification et les plates-formes

Rédaction des recommandations

INFORMATION ET PLURALISME

PARTICIPANTS : DIRECTEURS D'ORGANES, DIRECTEURS DE L'INFORMATION, JOURNALISTES

SUJETS D'ÉCHANGES ET DE DÉBATS :

- ✓ Échanges sur les conférences introductives sur le thème général : **Culture numérique : quelles stratégies pour les médias publics ?**
- ✓ La couverture des élections – Le traitement de l'information en temps de crise
- ✓ L'information à l'ère du numérique
- ✓ La synergie Radio/Télévision/Web

Rédaction des recommandations

CONTENUS ET PROGRAMMES

PARTICIPANTS : DIRECTEURS D'ORGANES, DIRECTEURS DES PROGRAMMES, PRODUCTEURS

SUJETS D'ÉCHANGES ET DE DÉBATS :

- ✓ Échanges sur les conférences introductives sur le thème général : **Culture numérique : quelles stratégies pour les médias publics ?**
- ✓ Les productions locales et la coproduction
- ✓ Les échanges – Le financement – Le marketing
- ✓ L'évolution des grilles de programmes

Rédaction des recommandations

SYNTHÈSE DES TRAVAUX EN PLÉNIÈRE

Par Guila THIAM, Secrétaire général du CIRTEF

C'est à l'aimable invitation de la Radiodiffusion Télévision Nationale du Burundi (RTNB) que s'est tenu du 06 au 09 novembre 2012 à Bujumbura, le 21^{ème} SÉFOR organisé par le CIRTEF et l'OIF.

Depuis 1991, date de sa première édition, le Séminaire de Formation du CIRTEF demeure un cadre d'échange d'expériences entre professionnels de l'audiovisuel francophone des cinq (5) continents.

Ce sont plus de deux cent dix (210) participants, composés de responsables d'organismes de radiodiffusion et de télévision, de Directeurs Généraux, de Directeurs Radio, de Directeurs de Télévision, de Directeurs techniques, de Directeurs de programmes, de Directeurs de l'Information et de réalisateurs, quelques-uns venant de structures privées, qui ont échangé pendant ces quelques jours, leurs expériences et leurs préoccupations devant les nouveaux défis qui se posent aujourd'hui à l'audiovisuel de service public. Ils ont pu également visiter des stands d'exposants et rencontrer des partenaires pour mieux s'informer sur le développement de la technologie, en vue de trouver des réponses aux multiples interrogations qui se posent aux médias publics. Ceci dans le contexte du thème général « Culture numérique : quelles stratégies pour les médias publics ? »

Cérémonie officielle d'ouverture

C'est dans le cadre de l'hôtel ROYAL PALACE de Bujumbura que s'est déroulée le mardi 06 novembre 2012 la cérémonie officielle d'ouverture du 21^{ème} SÉFOR sous la présidence du Premier Vice-Président de la République du Burundi **S.E.M. Térence SINUNGURUZA** qui a rehaussé de sa présence l'ouverture des travaux de la XXI^e édition du SÉFOR au Burundi.

Dans son allocution, Térence SINUNGURUZA a porté à la connaissance des participants que le Gouvernement de la République du Burundi a déjà inscrit dans son agenda de la politique sectorielle de l'audiovisuel, la réalisation de la migration de la radiodiffusion télévisuelle analogique au numérique, la restructuration des entreprises publiques de presse à l'ère de la convergence, la revitalisation des organes de régulation des télécommunications et des médias ainsi que l'élaboration d'un cadre légal et réglementaire subséquent.

Et pour y arriver, selon le Premier Vice-Président, « *notre Gouvernement a déjà bénéficié, de la part de la Banque Mondiale, un appui financier dont une partie est entrain de servir pour la réalisation d'une étude de faisabilité technique du passage de la radiodiffusion télévisuelle analogique au numérique au Burundi tandis qu'une autre sera affectée au financement de l'élaboration du cadre légal et réglementaire encadrant la transition vers la radiodiffusion télévisuelle numérique de terre* ».

Aussi, a-t-il dit, l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) vient également de nous faire part de son accord de principe pour accompagner le Gouvernement dans ce secteur sur certains aspects et le Bureau Régional de l'Afrique de l'UIT sera sous peu à pied d'œuvre.

Auparavant, les personnalités suivantes avaient pris la parole, le Directeur général de la RTNB, monsieur **Chanel NSABIMBONA**, le Président du CIRTEF, monsieur **François GUILBEAU**, le Représentant de l'OIF, monsieur **Pierre BARROT** et madame la Ministre des Télécommunications, de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement, madame **Concilie NIBIGIRA**.

Monsieur **Chanel NSABIMBONA**, Directeur Général de la RTNB, s'est réjoui de la tenue de cette édition au Burundi sur un thème important. Il a d'abord exprimé le grand honneur pour lui de s'exprimer en présence de Son Excellence Monsieur le Premier Vice-Président de la République et de très hautes personnalités en provenance des 4 coins du monde, pour d'abord lui souhaiter la bienvenue dans cette salle et aux honorables invités à cette grande manifestation de l'audiovisuel public francophone. Il poursuit en disant « *Soyez donc les bienvenus au Burundi, dans cette terre africaine des pays des Grands Lacs ; je salue particulièrement le Président et le Secrétaire général du CIRTEF, les délégués de l'Organisation Internationale de la Francophonie, TV5, RFI, CFI, qui ont bien voulu confirmé le choix du Burundi comme pays hôte de cette 21^{ème} édition SÉFOR 2012, et la Radio-Télévision Nationale du Burundi (RTNB) pour le volet organisation. Nous réitérons notre ferme engagement à vous servir et notre vœu étant celui de faire en sorte que ces travaux se déroulent dans un cadre magnifique, qui au finish restera gravé dans les annales du CIRTEF et dans la mémoire de nous tous, comme étant un SÉFOR réussi avec éclat* ».

Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, il a déroulé sa vision du sujet et l'approche de la RTNB qui s'y prépare déjà depuis un an. Après avoir remercié les autorités pour leur soutien ainsi que le CIRTEF pour la tenue de cette réunion à Bujumbura, il a souhaité un excellent séjour au Burundi, cette terre africaine des pays des Grands Lacs, et de bons travaux aux participants.

Prenant la parole à son tour, monsieur **François GUILBEAU**, Président du CIRTEF et Directeur de France 3, a remercié au nom des participants les plus hautes autorités du Burundi qui malgré leurs calendriers chargés, ont voulu honorer de leur présence cette cérémonie. Il a également remercié la RTNB pour l'accueil plein de chaleur et la parfaite organisation qui a permis la tenue de ce 21^{ème} SÉFOR.

Il a indiqué que le thème qui nous rassemble - **Culture numérique : quelles stratégies pour les médias publics ?** - revêt une importance particulière.

L'une des manifestations principales de cette migration numérique est en effet le passage à la TNT, planifiée pour 2015 en Afrique. Depuis notre dernier SÉFOR à Niamey, où nous avons tracé les étapes de cette transition, je me réjouis de constater que la dynamique est lancée dans de nombreux pays.

Dans ce contexte de migration numérique, la mission des médias publics s'avère plus importante que jamais : s'adresser à tous les publics, dans tous les genres de programmes, livrer une information de qualité, plurielle et objective, instruire, distraire, soutenir les valeurs et les cultures locales, participer à la satisfaction des besoins démocratiques, sociaux et culturels de nos pays respectifs. Dans une offre abondante, nous devons être garants de la qualité, du pluralisme et nous devons défendre nos cultures nationales, en accueillant tous nos créateurs sur nos antennes.

Le SÉFOR doit également être l'occasion de réfléchir et d'avancer sur nos opérations communes, initiées et coordonnées par le secrétariat général du CIRTEF et décidées au sein des commissions spécialisées, dans les domaines de la formation, des productions ou des échanges de programmes. D'une manière plus générale, ce SÉFOR est aussi l'occasion d'enrichir les liens entre les membres : comment nourrir nos partenariats ? Développer nos échanges ? Quelles besoins en formation ? Comment mieux rendre compte des actions menées par les membres et par le CIRTEF ?

Ce fut au tour de monsieur **Pierre BARROT** de l'OIF de remercier pour leur accueil nos hôtes burundais et leur transmettre les salutations du Président Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie.

Après avoir rappelé que l'idéal de la Francophonie, c'est à la fois la protection de la diversité culturelle et la défense d'une langue et de valeurs communes à vocation universelle, il indique que le numérique facilite aussi bien la production des œuvres que leur diffusion et leur conservation

Mais, comme tout bouleversement technologique, la révolution numérique permet tout et son contraire, le meilleur comme le pire. Le pire, c'est la domination des réseaux de diffusion, désormais

planétaires, par quelques opérateurs hégémoniques. Mais le meilleur est parfois possible aussi et il n'y a pas de fatalité à la domination des plus puissants car, comme dit un proverbe haoussa, une petite cola vaut mieux qu'une grosse pierre et comme dit un autre proverbe, malien celui-là, une petite fourmi peut terrasser un éléphant pour peu qu'elle vienne le chatouiller à l'intérieur de la trompe. Or, dans le monde des technologies numériques, les petites colas et les petites fourmis peuvent avoir des effets étonnants.

C'est une chance pour la diversité, pour les pays non dominants, pour les stratégies fondées sur l'inventivité plutôt que sur la puissance. C'est donc une chance pour les pays francophones qui sont si nombreux mais si petits et, pour beaucoup d'entre eux, si faibles économiquement même s'ils sont forts culturellement.

Enfin, madame la Ministre en charge de la communication, madame **Concilie NIBIGIRA**, qui, en rappelant le thème du SÉFOR, a indiqué que S.E.M. le Président de la République vient de mettre sur pied un Comité National de Pilotage de la Migration de la Radiodiffusion Télévisuelle Analogique au Numérique par Décret du 24 septembre 2012.

Et aussi qu'elle portait à la connaissance de l'assemblée qu'une Étude de Faisabilité Technique pour le Passage de la Radiodiffusion Analogique à la Radiodiffusion Numérique a été financée par le Secrétariat Exécutif des Technologies de l'Information et de la Communication, un Projet de la Banque Mondiale logé au sein de son Ministère. Et que les conclusions de l'étude sont attendues pour la fin de cette année 2012.

Elle a de témoigné de sa profonde gratitude à l'endroit du CIRTEF pour avoir choisi son pays pour abriter cet important événement sous le thème « **Culture Numérique: quelles stratégies pour les medias publics** » au moment où le processus de migration de la Radiodiffusion Télévisuelle Analogique vers le Numérique vient d'être enclenché au Burundi.

Les conférences introductives

La plénière du mardi 06 novembre 2012 a été présidée par monsieur **François GUILBEAU**, Président du CIRTEF et avec pour modérateur monsieur **Guila THIAM**, Secrétaire général du CIRTEF, pour traiter du thème général : « Culture numérique : quelles stratégies pour les médias publics ? ».

Pour introduire le thème, trois conférenciers ont été invités : monsieur **Gérard MFURANZIMA** du Burundi, monsieur **Louis De BROISSIA** de la France et monsieur **Pierre BARROT** de l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Le modérateur a introduit et présenté chaque conférencier avant son intervention et en a fait la synthèse comme il suit.

Monsieur **MFURANZIMA** est présenté comme le Représentant au Burundi de l'Association des Parlementaires Européens partenaires de l'Afrique (AWEPA).

Ancien journaliste de la Radio-Télévision Nationale du Burundi, il a à deux reprises occupé le poste de Directeur de la Radio Nationale et celui de Chef de cabinet du Ministre de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement. Il a été correspondant de Radio France Internationale et de Radio Vatican à Bujumbura.

Gérard MFURANZIMA a une Licence en Histoire de l'Université du Burundi et un diplôme en journalisme radio passé à l'Institut International de Journalisme de Berlin Friedrichshagen. **Gérard MFURANZIMA** est aussi un consultant en communication et a été membre du Conseil National de la Communication du Burundi.

En résumé, **Gérard MFURANZIMA** a déroulé une approche pour définir des orientations stratégiques pour entrer dans la culture numérique.

Ceci d'abord en établissant : Un état des lieux pour le numérique, les problèmes communs, la vision du service public et les défis et les opportunités ; avant d'arriver aux orientations stratégiques.

Il a aussi passé en revue les difficultés de gestion, la nécessité de préserver la mission de service public dans l'ère du numérique par le biais, entre autres, d'une approche de démocratie pluraliste et de service au citoyen, sans oublier l'obligation d'amélioration des contenus.

Il a dégagé des pistes qui sont : Le développement technologique - Le développement éditorial - La réorganisation interne - La pratique du multi-support - Le renforcement des partenariats.

Pour la deuxième conférence introductive, monsieur **THIAM** a présenté monsieur **Louis de BROISSIA** Ambassadeur chargé de l'audiovisuel extérieur de la France.

Louis De BROISSIA a été Président de Conseil Général, Député, Sénateur, Conseiller Général, Président de Communauté de Communes, Conseiller Municipal et Adjoint au Maire.

Dans le domaine qui nous réunit, il a présidé le Groupe de travail « Nouvelles Technologies, Média et Société », Il est membre du Conseil d'Administration de France Télévisions, de Public Sénat, de la Commission supérieure du service public des postes et communications électroniques.

Il préside le Groupe d'intérêt Public France Télé Numérique.

Louis De BROISSIA est diplômé de HEC France (promotion Tocqueville).

En résumé, dans sa conférence, monsieur **De BROISSIA** a d'emblée indiqué que l'arrivée du numérique se pose en termes politiques d'enjeu de souveraineté et de remise à plat de l'environnement de la communication audiovisuelle pour chaque pays.

Il a aussi indiqué l'enjeu conséquent du financement de l'audiovisuel en faisant le lien, toutes proportions gardées, avec la nécessaire valorisation du dividende numérique (qui a rapporté en France 3,575 milliards d'euros).

Il fera la restitution de l'expérience française en la matière en pointant les nœuds importants comme, entre autres, la coordination aux frontières, la coordination entre tous les acteurs (télécommunications, opérateurs de TV, public, vendeurs d'appareils, fabricants, etc.), la communication vers les téléspectateurs, les professionnels et les autres. Il soulignera que la France soutiendra la coopération sous régionale.

Le troisième conférencier, **Pierre BARROT** est introduit tel qu'il suit.

Écrivain, auteur, producteur, monsieur **BARROT** est un journaliste diplômé de l'École Supérieure de Journalisme de Lille et un homme d'images.

Aujourd'hui Responsable de la coopération audiovisuelle à l'Organisation internationale de la Francophonie, Direction de la langue française et de la diversité culturelle et linguistique, il a été Attaché culturel d'Ambassade pour la France, en Algérie et au Nigéria, auteur et producteur de série TV (Taxi Brousse) et de magazine (Baobab)

Il a été correspondant de l'agence de presse SYFIA et journaliste au siège de SYFIA, rédacteur en chef adjoint du mensuel Courrier de la planète et auteur de reportages télévisés (magazine « Intertropiques »), ainsi que responsable des publications périodiques au Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques, (GRET).

En résumé, dans son intervention **Pierre BARROT** s'est voulu complémentaire du conférencier le précédant en insistant sur la nécessité de mettre les ressources dégagées par l'arrivée du numérique au service de la production de contenus.

Il fera part de sa constatation de la montée en puissance de l'offre de contenus en Afrique et de la nécessité de confirmer cela dans l'espace francophone.

Il a abordé l'alliance avec les partenaires extérieurs et a souligné des pistes pour tous les types de coproduction (Sud-Sud, Nord-Sud, public-privé).

Après les conférences introductives, le Président a ouvert les débats qui ont permis des échanges autour des questions de respect des engagements internationaux pour l'arrivée de la TNT, les risques liés à la non observations, la sensibilisation des États, l'approche de valorisation du dividende numérique, la coordination de tous les niveaux de régulation, le soutien à la production de contenus, les besoins de formation et le soutien au renforcement de capacités, le partenariat public-privé, la meilleure approche pour intégrer le public dans le processus de la migration, etc.

Après les précisions des conférenciers, le Président renverra les débats approfondis aux sessions d'ateliers dont les sous-thèmes abordent les différents aspects du thème général.

Projection de « La Parole est au Sud »

Monsieur **Guila THIAM** indique que nous allons, à présent, procéder à la projection de « **La Parole est au Sud** » qui est un aggloméré d'extraits des productions soutenues par le fonds francophone de production audiovisuelle du Sud, cogéré par l'OIF et le CIRTEF, des séries du CIRTEF ainsi que ses productions propres ou aidées par son fonds interne de renforcement de la production audiovisuelle des organismes membres du Sud.

Ce montage de 26 minutes présente un florilège des productions depuis le dernier SÉFOR :

A. Documentaires du Fonds CIRTEF

« *La sauvegarde des Oasis* » (Maroc) d'Abdelalj Baidaoui

« *Gishwati : le dilemme rwandais* » (Rwanda) de H. Atangana et E. Munyarukumbuzi

« *Des pierres, des tombes et des vies* » (Madagascar) de Zo Raharivony

« *La portée et le flingue* » (Bénin) de Claude da Sylva

« *Cette couleur qui me dérange* » (Sénégal) de Kadiata Pouye

B. Séries

Quoi de neuf Doc ?

Tendance A

« *La santé par les plantes au Niger* » (Libero Films/ TV5/CIRTEF)

« *Le voile mauritanien* » de Demba Seck (Idée production/ TV5/CIRTEF)

Franc Parler

« *Alaa El Aswany* »(Egypte), Essayiste et romancier

« *Yaovi Siko Kokouvi* » (Bénin), Historien

de Katy Léna Ndiaye et Wendy Bashi

C. Courts métrages

« *Tiga guérisseur* » (Burkina Faso) de Rasmane Tiendrebeogo.

« *Laan* » (Djibouti) de Lula Ali Ismail

D. Documentaires du Fonds OIF CIRTEF

- « *Hercule contre Hermès* » (Maroc) de Mohamed Ulad
« *Paris mon paradis* » (Burkina Faso) d'Éléonore Yaméogo
« *Laïcité Inch'Allah* » (Tunisie) de Nadia El Fani.
« *Akpema* » (Togo) de Gentille Assih.

E. Longs Métrages

- « *Sur la planche* » (Maroc) de Leïla Kilani
« *Tey* » (Sénégal) d'Alain Gomis
« *Beyrouth Hotel* » (Liban) de Danielle Arbid.

Plénière des ateliers « Stratégie », « Contenus et Programmes », « Information et Pluralisme »

Après les travaux en ateliers à la suite des conférences introductives, une plénière commune aux ateliers Stratégie, Contenus et Programmes, Information et Pluralisme, a été constituée pour écouter les exposés d'approfondissement de Messieurs **Gilles MARCHAND**, Directeur de la RTS Suisse, **Jaco Du TOIT** de l'UNESCO et **Salvator NIZIGIYIMANA**, Président du Conseil d'Administration de la RTNB.

Cette plénière présidée par monsieur **François GUILBEAU**, Président du CIRTEF, a eu pour modérateur monsieur **Guila THIAM**, Secrétaire général du CIRTEF, qui a introduit brièvement les intervenants comme il suit.

- **Gilles MARCHAND**, Directeur de la Radio-Télévision Suisse, membre du Conseil d'administration de TV5MONDE et de divers autres organes de communication en Suisse, spécialiste de la Communication ; Il nous entretient de l'aspect « **Convergence Radio-Télévision-Multimédia** ».

- **Jaco Du TOIT**, Conseiller pour la Communication et l'Information (UNESCO-Nairobi) qui nous parle des « **Relations Diffuseurs/Audiences dans une culture numérique** » en exploitant le Document UNESCO/CIRTEF « PRODUIRE PLUS ET MIEUX » qui avait été distribué aux membres et disponible sur le site du CIRTEF et dont l'annexe traite des « *Principes directeurs destinés aux Radiodiffuseurs pour la promotion du contenu généré par l'utilisateur et de l'éducation aux médias et à l'information* ».

- **Salvator NIZIGIYIMANA**, Président du Conseil d'Administration de la RTNB, Directeur Général de l'Agence de Régulation et de Contrôle des Télécommunications du BURUNDI (ARCT), Secrétaire du Comité National de pilotage de la migration ; il nous fait part du rôle du régulateur dans le contexte de la migration.

Le Secrétaire général du CIRTEF, **Guila THIAM**, fera apparaître ce qui suit dans la synthèse des exposés.

Monsieur **Gilles MARCHAND** présente l'intégration Radio – Télévision - Web comme un projet dont il a indiqué les étapes et les ponts de validation. Il a mis en avant le fait que c'est une démarche pour peser pour la culture francophone et pour une marque d'un service public fort dans un environnement multi concurrentiel.

Il a montré qu'une seule entreprise peut fonctionner parfaitement en multi sites grâce au travail en réseau.

Pour lui, le projet qu'il mène est un rassemblement des forces par l'intégration pour mieux agir et répondre à sa mission dans un environnement commercial, de régulation, d'offre et de financement, difficile et fragile pour le service public.

Il a dégagé aussi les pistes pour mener à bien cette intégration.

Monsieur **Jaco DU TOIT** a rebondi sur la notion de société de conversation utilisée par ailleurs par **Gilles MARCHAND** et a insisté sur les défis du contenu généré par l'utilisateur (CGU).

Il s'est demandé comment prendre en compte le CGU et en faire une ressource, après validation, dans un contexte où se posent les questions, qu'il a développées, de : Modernisation - Régulation et nouveaux médias – responsabilité : aux niveaux économique et socio-culturel - service public et plateforme d'interactivité avec le citoyen - audience : comment conserver et converser avec en tant que service public dans l'immédiateté – la liberté.

Ses réponses peuvent être résumées au fait qu'il faut des lignes directrices et il renvoie au manuel UNESCO/CIRTEF publié sur la question.

Monsieur **Salvator NIZIGIYIMANA**, après avoir rappelé son rôle dans le comité de suivi de la migration, s'est penché sur le rôle du régulateur dans le contexte de la migration. Partant de la révolution de la convergence, il indique que le nouvel environnement va changer les acteurs traditionnels et en révéler de nouveaux (aux niveaux infrastructures, contenu, gestion plateforme de diffusion, etc.)

Selon lui, il faut se pencher sur les relations entre le régulateur technique et le régulateur du contenu pour se pencher, entre autres, sur les services à valeur ajoutée, répondre aux besoins de la mobilité, etc.

Son développement se termine par des avis pour que le service public soit gestionnaire de sa plateforme de multiplex, pour un renforcement des capacités des ressources humaines, pour la coopération et la régionalisation dans l'approche de ces questions.

Les débats ouverts par le Président, monsieur **GUILBEAU**, amèneront à des échanges sur les arguments techniques et économiques de la convergence, l'évolution technologique et la sauvegarde de la diversité culturelle, les moyens de gérer la validation de l'information face à l'instantanéité, quelle logistique, quels moyens, quel appui externe au service public pour la migration et quel sort pour le personnel dans ce contexte. Les échanges approfondis sont renvoyés aux travaux d'ateliers qui suivent la plénière.

Plénière de clôture

À la fin du SÉFOR, les travaux en plénière se sont conclus avec la lecture des rapports et/ou des différents ateliers (Stratégie, Contenus et Programmes, Information et Pluralisme), des formations Radio et Télévision au profit de la RTNB, de Radio SÉFOR et des deux innovations de ce SÉFOR, la Bourse aux Coproductions et la réunion du groupe d'experts techniques pour la migration.

L'échange d'expériences et d'idées a été permanent au cours de ce SÉFOR. Les recommandations ont été soumises aux participants et ont également été transmises aux membres des commissions spécialisées du Cirtef (Formation, Radio et Télévision) qui se sont réunies par la suite.

Le **Secrétaire Permanent du ministère** des Télécommunications, de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement, a lu le discours de clôture au **nom de madame la Ministre**.

Il a réitéré, au nom de madame la Ministre, leurs remerciements à l'égard de tous ceux qui ont, de près ou de loin, contribué à l'organisation de cette importante manifestation dans le contexte de la transition vers le tout numérique. Il poursuit en disant « *Je pense notamment au CIRTEF, à l'OIF, au CFI, à TV5 Monde et à la RTNB qui ont mobilisé les moyens tant logistiques humains que financiers nécessaires pour l'organisation réussie de cette manifestation. Je ne manquerais pas de féliciter les panelistes et tous les participants pour leurs communications et contributions riches d'enseignements* »

Il rappelle les échanges aussi bien en plénière, en ateliers qu'en commissions en disant que « *la production des contenus locaux, la transparence dans la gestion des projets de coproduction, le renforcement des capacités des intervenants, l'appui aux producteurs des contenus, la préservation de l'identité des médias à l'ère de la convergence, l'interopérabilité des systèmes et infrastructures, la préservation des valeurs culturelles face à la révolution des technologies, la réglementation et régulation à l'ère de la convergence et la modernisation des studios de diffusion sont autant de défis qui ont suscité un intérêt et une grande curiosité chez pas mal de participants et méritent, par conséquent, une attention particulière de la part des pouvoirs publics dans nos pays respectifs* ».

Après avoir rassuré que « *le Gouvernement du Burundi a apprécié vos réflexions et commentaires et ne manquera de s'en inspirer dans la mise en œuvre de notre agenda de la politique sectorielle de l'audiovisuel tel que consigné dans la Politique Nationale de Développement des TIC adopté en juillet 2011 et la Politique Nationale de Communication en cours de finalisation. Il s'agit des contributions sans doute utiles pour conduire avec succès le processus de transition vers le numérique au Burundi* ».

Il poursuit en disant que « *à l'issue des débats parfois contrastés mais toujours fructueux, vous êtes revenus sans cesse sur la nécessité pour tous les pays d'adopter des stratégies et actions pour le déploiement de la Télévision Numérique de Terre, d'adopter un plan de communication sur la migration, d'user à bon escient le dividende numérique, de mettre en place un fonds de développement de l'audiovisuel, d'établir une distinction entre les distributeurs de signaux et les producteurs de contenus et de préserver la liberté de presse.*

Je voudrais tout simplement vous exhorter à capitaliser, chacun en ce qui le concerne, l'entièreté de vos échanges au profit de la modernisation des entreprises de presse dont vous avez la charge.

J'appelle également le CIRTEF à faire sienne autant que l'OIF tous les défis mis en exergue et accompagner dans la mesure du possible le processus de mise en œuvre des recommandations formulées » Il a terminé en souhaitant aux participants un bon retour dans leurs pays respectifs.

Le président, **François GUILBEAU**, a remercié le Secrétaire permanent et lui a demandé de transmettre notre reconnaissance à madame la Ministre pour ce discours de clôture.

Ensuite **Guila THIAM**, Secrétaire général du CIRTEF, a présenté un bilan succinct en déclarant ce qui suit.

*« Je commence par souligner un bilan satisfaisant pour l'accueil, l'organisation et le cadre de travail. Remercions-en à nouveau le Directeur général de la RTNB, monsieur **Chanel NSABIMBONA**, et le Comité d'organisation, sans oublier son Président et son Vice-Président respectivement Directeurs de la Radio et de la Télévision de la RTNB. Nous félicitons la RTNB pour le niveau élevé de parrainage de la manifestation et en sommes reconnaissants aux autorités.*

Associons à ces remerciements l'OIF notre partenaire dans l'organisation et CFI, la Fédération Wallonie-Bruxelles et TV5Monde qui nous apportent leur soutien. Soulignons aussi le soutien matériel de la RTBF dont les portes-badges.

Je voudrais marquer aussi un remerciement particulier pour les intervenants des conférences introductives et des conférences en plénière ; sans oublier les Présidents d'Atelier et de la Plénière, les panélistes et les rapporteurs pour le travail accompli. Merci aussi à la Secrétaire générale des RFP d'être là.

Nous pouvons aussi nous satisfaire de la participation du ministère des Affaires Étrangères de la France.

Je voudrais en votre nom remercier aussi mes collaborateurs du Comité éditorial et du Comité d'organisation du CIRTEF.

Je ne peux oublier toute l'équipe d'organisation du secrétariat général du Cirtef sur place qui a abattu un travail important depuis plusieurs mois, dont le coordonnateur général, M. Ronald THEUNEN ; sans oublier les autres membres de la délégation du secrétariat, Angélique, Isabelle, Mafarma et Rudi, qui chacun joue son rôle, et les formateurs de la RTBF, Roger et Bertrand ainsi que le formateur Jacques MOLITOR. Je n'oublie pas notre Commissaire aux comptes qui s'y met aussi. Merci aussi à Jean-Luc de Radio France pour l'encadrement de Radio SÉFOR.

Je veux aussi remercier le Comité éditorial du SÉFOR dont j'ai eu l'honneur, en tant que Secrétaire général, de présider l'unique séance en mai 2012 avec la participation de l'OIF, la RTBF, France Télévisions, CFI, RFI, le secrétariat général et une contribution écrite de Radio Canada. Le secrétariat général ayant depuis lors pris la suite pour l'organisation éditoriale du SÉFOR en sous-thèmes, ateliers, panels et plénières.

Pour le bilan chiffré, 28 pays sur les 31 ont eu des représentants ; 38 organismes membres sur 44 ont participé ; de même que 9 structures privées et 5 organisations internationales (OIF, UNESCO, UAR, UEMOA, RFP). Nous avons noté 140 participants venant de l'étranger et près de 67 professionnels du Burundi.

Merci aux exposants au nombre de 6 qui ont voulu s'associer à l'environnement technologique de cette manifestation.

Je n'oublie pas les encadreurs des formations et des séries harmonisées : RFI, MBC, CFI, TSR, nos Centres de Yaoundé, de Niamey et de Cotonou.

Enfin vous tous, je vous remercie de votre participation et de vos contributions à nos résultats.

Pour terminer, je remercie aussi le personnel de soutien technique, les hôtesse, les secrétaires et les chauffeurs pour leur disponibilité.

Nous espérons pouvoir toujours compter sur votre engagement, en particulier quand nous nous retrouverons l'année prochaine pour notre 22^{ème} édition du SÉFOR ».

Puis ce fut autour de **François GUILBEAU**, Président du CIRTEF, de remercier le Directeur Général de la RTNB, son personnel et tout le comité d'organisation, les participants pour leur disponibilité pendant la tenue de ce 21^{ème} SÉFOR. Il adresse à nouveau ses remerciements à S.E.M. le Premier Vice-Président de la République pour avoir présidé l'ouverture de nos travaux et pour l'accueil au Burundi.

Enfin le Président a passé la parole à monsieur **YAHYA MOHAMED MOUSSED**, représentant du Directeur général de la RTD qui lance une invitation pour la tenue du 22^{ème} SÉFOR à Djibouti. Cette annonce est accueillie par les applaudissements de la salle.

Le Président remercie la RTD pour son invitation et indique que le travail sera mené en rapport avec le secrétariat général pour la tenue du 22^{ème} SÉFOR à Djibouti.

RAPPORTS DES TRAVAUX EN ATELIER ET RECOMMANDATIONS ISSUES DES ATELIERS ET ACTIVITÉS DU SÉFOR

Atelier Stratégie : recommandations de l'atelier.

- **Thème n°1- coproduction et partenariat**

- Les coproductions et partenariats Sud - Sud.

Considérant que l'enrichissement des antennes des partenaires du Sud passe aussi par le développement de coproduction sud-sud, l'atelier recommande :

- de mettre à profit toutes les rencontres entre les partenaires (SÉFOR, Rapaf ou autres...) pour mettre ce thème à l'ordre du jour et échanger sur les projets en cours. À cette occasion, l'atelier se félicite de l'initiative du CIRTEF de créer une bourse de projets qui doit tenir sa première réunion en marge de ce Séfor et encourage tous les membres à y participer activement ;
- d'identifier des sujets d'intérêts communs pouvant susciter des projets. À titre d'exemple, la valorisation des archives de chaque organisme pourrait être une source de projet;
- si nécessaire, d'utiliser le CIRTEF, l'OIF ou CFI comme instance de coordination, en les invitant à être attentif dans leur soutien financier à ce type de projets sous régionaux ;
- de revitaliser le système d'échange exploité par le CIRTEF en alimentant régulièrement la banque de programmes (il est suggéré que les DG des chaînes soient systématiquement mis en copie des échanges de mails entre le CIRTEF et leurs directeurs des programmes afin qu'ils assurent le suivi de cette recommandation). La mise en œuvre de ces échanges reposant sur l'utilisation du réseau CFI, l'atelier recommande aux membres de respecter les conditions contractuelles de CFI, pour maintenir opérationnel leur dispositif de réception;
- de demander aux organismes membres d'établir un catalogue de leurs productions disponibles pour des échanges bilatéraux et de le mettre à jour annuellement ;
- de professionnaliser la fonction de producteur au sein des chaînes publiques, notamment à travers l'accompagnement et la formation par les partenaires (CFI, CIRTEF, OIF, RFI, université France Télévisions).

- Les coproductions nord - sud

Considérant la réduction des écarts de niveau professionnel entre les partenaires du sud et du nord, constatant l'influence des cultures du sud sur les sociétés du nord découlant de l'immigration et du métissage, ce qui doit permettre d'identifier des thématiques intéressantes les publics du nord comme ceux du sud, l'atelier considère que les conditions du développement de projets nord - sud sont réunies et recommande :

- d'encourager les partenaires du nord à initier des projets de cette nature ;

- d'obtenir un accompagnement de CFI, du CIRTEF ou de l'OIF pour la valorisation des apports du sud et l'organisation de leur participation à ces projets.

- Le partenariat public - privé

Considérant que les réalisateurs internes aux chaînes publiques ne peuvent remplir par leur seules productions les grilles de programmes, que le public est demandeur de production nationale, qu'il existe un secteur de la production privée qui de plus possède la souplesse pour accéder à des financements extérieurs et qui peut être développé, l'atelier encourage les chaînes publiques à un plus grand recours aux producteurs indépendants privés.

Considérant que le développement de ces partenariats public - privé doit contribuer à la création d'un véritable marché des programmes audiovisuels, l'atelier recommande :

- que les chaînes apporte un financement en amont de ces productions de préférence au système de bartering actuellement en vigueur (voir aussi le point 2.1) ;
- que les chaînes accompagnent leurs producteurs nationaux pour la commercialisation de leurs production, par exemple en les mettant en relation avec les chaînes des pays voisins ;
- qu'elles privilégient la mise en production de séries plus facilement valorisables sur les marchés que des unitaires, que cela soit en fiction ou en documentaire.

- **Thème n°2: financement et production.**

- L'atelier a entendu plusieurs contributions présentant les modes de financement généralement basé sur des ressources d'origine publique (largement dominantes) et complétées par des recettes commerciales diverses.

Sur la base des différentes expériences examinées, l'atelier recommande :

- de professionnaliser l'activité marketing et commerciale dans les organismes publics, ce qui peut conduire à leur externalisation ou leur filialisation, pour permettre de disposer d'équipes professionnelles spécialisées et dédiés à cette fonction ;
- de privilégier le contrôle direct par les chaînes de la commercialisation des espaces publicitaires et donc de renoncer aux systèmes actuels de bartering, ce qui implique d'acquérir les droits de diffusion des programmes auprès des producteurs (voir aussi le point 1.3 ci-dessus) ;
- de favoriser les regroupements de chaîne pour procéder à des achats de programmes en commun.
- S'agissant des financements publics, l'atelier recommande qu'ils soient basés sur des dispositifs de type redevance ou de taxes parafiscales affectées afin d'en assurer la pérennité. Cela peut conduire à une évolution des statuts des organismes leur offrant plus d'autonomie et de souplesse dans la gestion de la migration numérique.

- **Thème n°3: préparer l'arrivée du numérique terrestre**

Considérant que la migration numérique sera le chantier prioritaire d'ici juin 2015, qu'il va concerner de nombreux acteurs et que le calendrier impose une accélération des actions dans plusieurs pays, l'atelier a émis tout d'abord une série de recommandations s'adressant aux organismes membres :

- favoriser une appropriation collective du passage au numérique au sein des organismes, impliquant toutes les catégories professionnelles et pas uniquement les équipes techniques ;
- assurer au sein de chaque organisme le suivi des actions qui la concerné ;
- accompagner le processus par des formations ;
- faire évoluer les outils de production pour qu'ils soient en adéquation avec l'objectif de diffusion.

Considérant que le calendrier de la migration a été fixé en 2006, et constatant que certains pays ne sont encore que dans les phases préliminaires de préparation du passage, l'atelier recommande aux responsables nationaux :

- d'arrêter leur stratégie nationale, d'identifier les actions à conduire et les responsables en charge de les réaliser ;
- de mettre en place une instance de pilotage à haut niveau gouvernemental chargé de prendre toutes les décisions relatives au passage et une instance de coordination plus technique associant tous les parties concernées telles que: instances de régulation des télécommunications et de l'audiovisuel, opérateurs publics et privés de télévision, importateurs et distributeurs d'équipements TV, antennistes, représentants des consommateurs, etc...
- d'établir un état des lieux sur le parc des récepteurs TV et des infrastructures de diffusion existante ;
- d'entériner au niveau gouvernemental le choix des normes de diffusion et de codage des signaux numériques, et de prendre les dispositions réglementaires pour imposer aux distributeurs de téléviseur de ne mettre sur leur marché que des équipements compatibles ;
- de favoriser la création d'opérateurs techniques de diffusion afin de pouvoir bénéficier de la mutualisation des infrastructures et des économies de coût générées par le regroupement des chaînes par multiplex ;
- de préparer le plan d'action en direction du grand public comprenant notamment un plan de communication de grande envergure pour expliquer aux populations le déroulement du passage et ses enjeux, et éventuellement des dispositifs d'aide à l'acquisition des équipements pour les populations les plus fragiles.

Considérant que le passage au numérique permet la libération de fréquences par la télédiffusion, fréquences pouvant être affectées aux services de télécommunications mobiles (dividende numérique) au terme d'une vente de licence, et ayant pris connaissance de l'expérience française (3,5 milliards d'euros de gain pour un coût de passage de 150 millions), l'atelier recommande aux États :

- de préparer la valorisation du dividende avec le souci de garder la maîtrise de ce processus en recourant à une mise en concurrence des opérateurs mobiles par le biais d'appel d'offres ouverts, qui permettront une valorisation maximale ;
- l'enjeu de cette migration étant notamment de permettre le développement de nouveaux contenus audiovisuels, l'atelier recommande qu'une part significative des gains résultant de ce dividende numérique soit consacrée au développement de ces contenus.

L'atelier considère que la coordination internationale au niveau de l'Afrique et des sous régions est indispensable pour une conduite optimisée du processus, elle suggère que ce sujet soit inscrit à l'ordre du jour d'un prochain sommet de l'OUA.

Structure de l'atelier

Président d'Atelier : François GUILBEAU

Participants : PDG, DIRECTEURS GÉNÉRAUX, DIRECTEURS D'ORGANES

Sujets d'échanges et de débats :

- Échanges sur les conférences introductives sur le thème général : Culture numérique : quelles stratégies pour les médias publics ?
- Les coproductions et le partenariat
Panélistes : Amadou VAMOULKE, Directeur général (CRTV) - Pierre BARROT (OIF) - Hervé MICHEL (FTV)
- Le financement et la production
Panélistes : Pierre BARROT (OIF) - Pitalounani TELOU, Directeur (Radio Lomé) - Chanel NSABIMBONA, Directeur général (RTNB)
- La Migration numérique et structures : préparer l'arrivée du numérique terrestre
Panélistes : Loïc CRESPIN, Directeur général (ORTN) - Louis DE BROISSIA, Ambassadeur (MAEE France)
- La Migration numérique : évolution des médias et de leur environnement avec la TNT
Panélistes : Loued CHOKRI (TV TUNISIE)) - Soondaree Devi SOBORUN, Directeur général adjoint (MBC)
- La diversification et les plates-formes - Interaction Web-antennes
Panélistes : Gilles MARCHAND, Directeur (RTS Suisse) - André DE MARGERIE (ARTE)

Atelier Information et Pluralisme

Conformément au programme arrêté par l'organisation du **SÉFOR 2012**, la commission **Information et pluralisme** s'est réunie dans la salle 1, dans les enceintes de **ROYAL PALACE HOTEL**, avec la facilitation de Monsieur **Nestor BANKUMUKUNZI** (RTNB). Pendant ces trois jours, **5 sous-thèmes** ont été abordés.

Mardi, le 6 novembre 2012.

- « **La couverture des élections** », c'est le premier sous-thème qui a retenu l'attention des participants pendant deux heures. Trois panélistes étaient là pour donner le ton, à savoir : **Robert MINANGOY** (FTV et CFI), **Yves LAPLUME** (Fondation Hirondelles) et **Athanase NTIYANOGEYE** (RTNB)
- « **Le traitement de l'information en temps de crise** », c'est le second sous-thème qui a été abordé, toujours avec comme panélistes **Robert MINANGOY** (FTV et CFI), **Yves LAPLUME** (Fondation Hirondelles) et **Jacques BUKURU** (RTNB).

Mercredi, le 7 novembre 2012.

- « **L'information à l'ère du numérique** », c'est le troisième sous-thème tant attendu par les participants par le fait qu'il cadre bien avec le thème général de ce SEFOR 2012 (**culture numérique : quelles stratégies pour les médias publics ?**). Les panélistes, **Roger ROBERTS** (RTBF) et **Gilles TRENEL** (France 2) ont partagé leurs expériences sur les tenants et les aboutissants de l'ère numérique.

Jeudi, le 8 novembre 2012.

- « **L'information à l'ère du numérique : relations diffuseur/audiences dans une culture numérique** », c'est l'avant dernier sous-thème que **Jaco DU TOIT** (UNESCO) et **Roger Roberts** (RTBF) ont développé et qui a poussé les participants à réagir.
- « **Synergie Radio-Télévision-Web** », dernier sous-thème qui a été présenté par **Hélène PARENT** (Directrice RCI) et **Moïse GAHUNGU** (Consultant Burundais en Journalisme-Synergie des médias)

Après les échanges, les participants ont formulés des **recommandations** et voici les principales qui ont été retenues :

- Que les médias publics se dotent d'une charte permanente dans laquelle on retrouve ces grands principes directeurs ainsi que les valeurs qui guident ces choix éditoriaux.
- Que les médias publics se dotent d'une charte spécifique qui encadre ces pratiques en période électorale ou en temps de crise.
- Que les principes d'impartialité, d'équilibre, d'équité et de neutralité soient considérés comme des principes sacrosaints,
- Que le CIRTEF appui les initiatives des médias publics en matière de formation et de renforcement des capacités pour les aider à affronter l'ère numérique,
- Que les médias publics améliorent la qualité de l'information et des programmes qu'ils fournissent aux citoyens,
- Que les médias publics adaptent leurs structures organisationnelles en fonctions de nouvelles exigences de l'environnement numérique.
- Promouvoir l'utilisation du contenu généré par l'utilisateur dans le strict respect des principes journalistique.

PARTICIPANTS : DIRECTEURS D'ORGANES, DIRECTEURS DE L'INFORMATION, JOURNALISTES

Atelier Contenus et Programmes : recommandations de l'atelier

L'atelier Contenus & Programmes a été l'occasion de riches débats pour chacune des thématiques inscrites à l'ordre du jour. Il a surtout été l'occasion d'aborder les problématiques de manière concrète, dans la continuité des échanges du précédent SEFOR.

Avec l'aide précieuse des deux rapporteurs, MM. **Kokou AGBEMADON** de la Télévision Nationale Togolaise et **Gaby BUGAGA** de la RTNB – le choix des membres de l'atelier a été de formuler nos recommandations de manière également concrète.

1- Concernant la production locale, son financement et les modalités de son développement

Face au constat commun de l'insuffisance de la production locale, en qualité comme en quantité, les débats ont tout d'abord porté sur la recherche et l'analyse des causes de cette situation, avant d'envisager des pistes de solutions possibles, et d'en souligner les difficultés de mises en œuvre.

Les constats suivants ont été dressés :

- l'absence de financements pérennes dédiés à la production (certains organismes n'ont pas de budget production identifié) ;
- l'absence d'expériences des personnels des chaînes nationales dans le domaine de la gestion de la production et la recherche de financements ;
- la méconnaissance des télévisions nationales du métier de producteur, parfois même l'existence d'une méfiance à l'encontre des producteurs privés, qui ne favorise pas le travail commun. Cette méfiance peut être liée :
 - o à l'importance des coûts affichés et des prestations proposées ;
 - o à l'inadéquation entre les programmes proposés par certains producteurs et les lignes éditoriales des chaînes.

Autre difficulté pour le développement d'une production locale générée par les chaînes : le recours important au bartering, système par lequel les chaînes acquièrent des programmes gratuits ou à bas coûts auprès des producteurs ou distributeurs, mais par lequel elles se privent, au moins en partie, de ressources publicitaires précieuses et par lequel elles renoncent à la détention de droits sur le programme.

L'atelier adresse à l'assemblée les recommandations suivantes :

- aider à la professionnalisation des métiers de la production :
 - o en réservant une demi-journée de formation aux notions juridiques et financières de la production dans le cadre de l'atelier programmes et contenus du prochain SEFOR ;
 - o mais également en organisant des sessions de formation à l'administration de la production dans le cadre des sessions de formation organisée par le CIRTEF.
- développer le recours aux producteurs privés, dont l'expertise permet et facilite la recherche et l'imagination de nouveaux financements extérieurs ;
- solliciter ces producteurs sous la forme d'appels à projets, afin de mieux répondre aux besoins éditoriaux des chaînes ;
- développer les coproductions bilatérales, au-delà des apports en programmes via le CIRTEF, l'OIF, etc. ;
- pérenniser la bourse des projets en marge du SEFOR.

2- Concernant les échanges

Les membres de l'atelier ont entendu le message déjà rappelé à Niamey sur l'insuffisance des retours des chaînes nationales pour l'alimentation en programmes frais de la case « *Reflets Sud* » gérée par le CIRTEF.

Les membres ont également déploré l'insuffisance des échanges de programmes entre chaînes francophones, malgré l'existence d'une plateforme d'échange de programmes sur le site du CIRTEF.

L'atelier adresse à l'assemblée les recommandations suivantes :

- diffuser plus largement l'information sur les initiatives et projets du CIRTEF ;
- développer les possibilités d'échanges à travers le site web CIRTEF ;
- renforcer la communication auprès des directeurs de programmes sur les possibilités offertes par ce dispositif et en améliorer la convivialité.

3- Concernant la convergence des médias et l'arrivée de la TNT

Les directeurs de programmes ont conscience des enjeux liés à la migration numérique et souhaitent instaurer les conditions de son accompagnement dans les chaînes nationales publiques.

À cette fin, les membres de l'atelier programmes et contenus souhaite :

- la mise en place de plans de formation et des structures permettant de s'y préparer ;
- une évolution des budgets de programmes adaptée à l'émergence d'une concurrence nouvelle.

Structure de l'atelier

Président d'Atelier : Bertrand SCIRPO

Participants : DIRECTEURS D'ORGANES, DIRECTEURS DES PROGRAMMES, PRODUCTEURS

Sujets d'échanges et de débats :

- Échanges sur les conférences introductives sur le thème général : Culture numérique : quelles stratégies pour les médias publics ?
- Production locale et Coproduction : gestion de la production – le métier de producteur
Panélistes : Valérie KABORÉ (OIF) - Emmanuel NGENDANZI (RTNB)
- Production locale et Coproduction : production extérieure – relations chaînes/producteurs
Panélistes : Valérie KABORÉ (OIF) - Célestin BOTEN OTHON (CRTV) – lecture texte de Gnagna SIDIBÉ, (RTS Sénégal) par Issa TOURE - Hervé MICHEL (FTV)
- Les échanges
Panélistes : Idi DAN BADAOU (ORTN) - DO Van Loan (VOV) - Mafarma SANOGO (CIRTEF) - Ronald THEUNEN (CIRTEF)
- Financement des programmes pour plusieurs canaux - Marketing
Panélistes : Pierre BARROT (OIF) - Jean-Marc BELCHI (AEF/RFI)
- Évolution des grilles : adaptation des éditeurs de programmes à l'arrivée de nouvelles chaînes, de plateformes numériques et de nouvelles habitudes du public.
Panélistes : Jaco DU TOIT (UNESCO)

Groupe d'experts techniques pour la migration

Recommandations des responsables techniques des Radios et Télévisions africaines

Les responsables techniques de quelques pays francophones, réunis le mercredi 07 novembre 2012 en marge des réunions conventionnelles du SÉFOR, ont échangé leurs expériences sur le passage de l'audiovisuel analogique à l'audiovisuel numérique. Au terme de leurs échanges, les constats ci-après se sont dégagés :

- La plupart des pays d'Afrique francophone présentent des niveaux d'avancement très divers, en ce qui concerne la mise en place de la TNT, mais sont globalement en retard par rapport au calendrier recommandé par les différentes instances internationales (UIT, UAT), lors des réunions de Bamako et de Kampala, consacrées à la transition de la Télévision analogique vers la télévision numérique ;

- Les instances politiques de ces pays ne maîtrisent pas les concepts et encore moins les enjeux liés à la migration, ce qui entraîne une incompréhension des propositions formulées par les opérateurs ;
- Le niveau d'appropriation des concepts de la télévision numérique au sein des opérateurs tant publics que privés de télévision, reste faible ;
- La participation des représentants techniques des opérateurs de télévision dans les instances et les forums internationaux consacrés à la migration est largement insuffisante ; cette participation étant souvent réservée aux administrations et aux opérateurs de télécommunications ;

Au vu de ces constats, les responsables techniques des opérateurs de radio et télévision francophones présents au SÉFOR 2012 à Bujumbura **recommandent** :

1. la création, au niveau africain, d'un réseau d'experts techniques des opérateurs de télévision ;
2. La sensibilisation des responsables politiques sur les enjeux de la transition vers le numérique ;
3. L'organisation par le CIRTEF de sessions de formation à l'intention des opérateurs de télévision sur la migration vers le numérique ;
4. La création au sein des organes audiovisuels tant publics que privés, d'un comité chargé de la transition vers le tout numérique.

Félicitent le CIRTEF pour avoir associé les responsables techniques aux échanges sur la question de la transition vers le numérique au SEFOR 2012 et l'encouragent à formaliser ce type d'atelier pour les prochaines sessions du SEFOR.

Groupe présent au SÉFOR

1	Daniel TANGMO NGAMY	CRTV	Cameroun
2	Moussed YAYA MOHAMED	RTD	Djibouti
3	Armand Michel BIAO	ORTB	Bénin
4	Émile WENGA NAHIGEJEJE	RTNB	Burundi
5	Ferdinand MBIRIGI	Ministère des TIC /RP	Burundi
6	Patrice BARANKENJUJE	1 ^{ère} Vice-présidence de la République	Burundi
7	Ibrahim MOUMOUNI	ORTN	Niger
8	Mathurin KADJE	RTI	Côte d'Ivoire

Radio SÉFOR

Radio SÉFOR : une expérience réussie

Comme le SÉFOR s'organisait pour la première fois au Burundi, ce fut aussi une première pour la RTNB, une première en termes d'expériences. Une expérience qui n'a pas déçu, bien au contraire. Elle a été enrichissante, formatrice et inspirera certainement le rafraîchissement de la grille des programmes de la Deuxième Chaîne de Radio Burundi. Managers, journalistes et auditeurs ont apprécié et éprouvé du plaisir, il serait dommage de ne pas pérenniser l'expérience.

Radio SÉFOR : tout se prépare... ..

Radio SÉFOR n'a laissé aucune place à l'improvisation. Tout se prépare, tout a été conduit avec méthodologie et de façon méticuleuse. C'est cela que les « anciens » ont compris. Par anciens, je parle de ceux qui avaient vu comment avait été organisé Radio SÉFOR ailleurs, je parle aussi des vétérans du métier qui joignaient l'expérience et le savoir –faire. Le gros du travail a reposé sur eux. Eux c'est **Jean Luc APLOGAN** de Radio France, **Schola BIGARANYA** et **Mathias NDAYIRAGIJE** de la Radio Nationale, **Kerstin CLAEYS** du CIRTEF. Leurs échanges de courriers électroniques ont permis de débayer le terrain dès les premières heures et d'éclairer ceux qui en étaient à leur première Radio SÉFOR.

Plusieurs interrogations ont trouvé des réponses précises: contenu, site d'implantation de Radio SÉFOR, tranche horaire, équipe et répartition des tâches. Bref ? Tout savoir pour bien faire.

Radio SÉFOR : l'équipe aux commandes... ..

14 personnes ont préparé et assuré l'antenne de Radio SÉFOR pendant 4 jours, du 06 au 09 Novembre 2012. Parmi eux, des journalistes, des animateurs, des techniciens. Tous, ensemble pour un même pari : « Réussir ». Il s'agit de :

1. Jean Luc APLOGAN : Coordinateur Principal
2. Mathias NDAYIRAGIJE : Coordination, reportage et logistique
3. Schola BIGARANYA : Coordination, reportage
4. Nadine MUHORAKEYE : Animatrice principale
5. Valéry MUCO : Animateur des débats
6. Anick NDIKUMANA : Journaliste- présentatrice
7. Stany NGENDAKUMANA : Journaliste - reporter
8. Bellarmin BACINONI : Animateur – reporter
9. Melchiad NKESHIMANA : Réalisateur
10. Théodore NIYOKINDI: Coordination technique
11. Mathieu KAMWENUBUSA : Technicien
12. Bède HABONIMANA : Technicien
13. Dismas NAHIMANA : Technicien
14. Benoît BIZINDAVYI : Technicien

L'équipe a travaillé de façon soudée et dans un climat très détendu malgré le rythme inhabituel.

Radio SÉFOR : Contenu... ..

Un contenu riche et varié : de l'information, du divertissement, des débats et des jeux.

Radio SÉFOR démarrait ses émissions à partir de 16 heures pour deux heures de direct.

L'antenne était décentralisée, les studios installés sur le lieu de la conférence.

Le site choisi était visible et accessible. Les « Séforistes » nous ont rendu visite, très nombreux.

Il y avait deux journaux par jour, deux débats, deux invités quotidiens, des recettes de cuisine, des cartes postales sur le Burundi, des artistes qui se produisaient en « live » et des jeux sur la francophonie avec les élèves du secondaire sélectionnés parmi les collèves d'excellence de Bujumbura. Les productions du catalogue du SÉFOR ont été largement diffusées.

C'était une antenne très dynamique et tous les invités ont assuré le job avec brio.

La contribution de Jean Luc APLOGAN a été ici très appréciée car il ne s'est jamais lassé de courir pour trouver les bons clients. Radio SÉFOR lui en sait gré.

Au passage, précisons que 8 thèmes ont alimentés les débats :

1. La coproduction. Action satisfaisante ? Pourquoi tant d'hésitations autour de la diffusion des produits ?
2. La nouvelle loi sur la presse au Burundi : Pourquoi est-elle si controversée ?
3. L'Afrique est-elle mal vue dans les médias occidentaux ? Parle-t-on assez des trains africains qui arrivent à l'heure ?
4. Le numérique : le calendrier sera-t-il tenu ?
5. L'anglais menace-t-il le français dans les pays francophones ? Pourquoi tant d'engouement pour l'anglais ?
6. L'immigration des jeunes.
7. Les femmes et la démocratie.
8. Le journalisme en période de crise.

Il faut enfin signaler que les cérémonies d'ouverture et de clôture de la 21^{ème} édition du SÉFOR ont été retransmises en direct.

Radio SÉFOR: que retenir ?

Simplement une expérience à ne pas enterrer vivant, un exemple d'un travail réussi d'équipe. Tout n'est pas rose, les journalistes ont besoin d'être formés en écriture avec quelqu'un qui sait joindre les notions théoriques aux exercices pratiques. Jean Luc APLOGAN aura démontré qu'on peut progresser rapidement et sortir des sentiers battus.

Aussi faudra-t-il un équipement approprié d'enregistrement et de montage car le rythme de travail exige une autonomie de matériel.

Bourse aux Coproductions

Recommandations issues de la Bourse aux coproductions

35 professionnels ont pris part à cette première édition de la bourse aux coproductions et ont approuvé l'unique projet présenté à cette occasion, « Archives d'Afrique ».

Ce projet consiste à amener les télévisions à mettre en commun des archives pour alimenter une série d'émissions déclinée selon deux formats distincts :

- Des programmes courts de 2 à 3' abordant tous les thèmes possibles (culture, sport, politique, économie, société, etc.) et qui seraient diffusables sur un rythme quotidien
- Des émissions de 26' produites sur un rythme mensuel (au moins dans un premier temps) et dont le concept pourrait s'inspirer d'un format de la RTBF intitulé « Ce jour-là » (chaque émission comportant des apports de trois pays, à partir d'événements survenus à une date donnée).

La production de ces éléments pourrait être assurée (ou coordonnée) par le CIRTEF et devrait aboutir à une émission pérenne.

Chaque télévision sera d'autant plus incitée à contribuer que chaque minute d'archives apportée au projet permettra d'obtenir un temps de programme dix à vingt fois supérieur (selon le nombre des pays participants).

Ce projet de production peut également devenir un système de mise en commun d'archives. Chaque télévision pourra exploiter pour ses propres besoins (journaux télévisés, programmes nationaux) les

archives ainsi rassemblées. Cette mise en commun signifie également une mise en valeur des archives et permet d'envisager des ventes à l'extérieur des télévisions (pour des projets de producteurs indépendants) et même à l'extérieur du continent africain. Le produit de ces ventes se fera au profit des télévisions concernées.

Les participants à la bourse aux coproductions ont souhaité que la programmation des programmes courts issus du projet « Archives d'Afrique » soit gérée librement par chaque télévision. L'exploitation des archives des radios (en plus de celles des télévisions) a été recommandée dans le cadre de ce projet.

L'utilisation de la technologie FTP (téléchargement d'images sous forme de fichiers) a été suggérée à la fois pour la transmission d'archives vers le CIRTEF et pour la récupération par chaque télévision des éléments prêts à diffuser. Ce mode de transmission a été jugé préférable à la diffusion en bande C, tout au moins pour les programmes courts. Il nécessitera la mise en place d'un site de partage.

Formations Radio et Télévision au profit de la RTNB

Rapport sur la formation-initiation à TitleBox

Avant-propos

À mon départ, je disposais de peu d'informations sur le système TitleBox disponible à la RTNB.

Combien d'unités disponibles ? TitleBox était-il déjà utilisé quotidiennement ? Combien de personnels étaient aptes à utiliser ce système et dans quelles conditions ?

Un état des lieux a été réalisé le jeudi 01 novembre. Il a été relevé que le système PlayBox en activité à la RTNB était le suivant :

- Service Vidéothèque : 2 CaptureBox et 2 ListBox
- Service Programme : 1 ListBox
- Service Info : 1 ListBox
- Service Réseaux Numériques : 3 ListBox
- Régie de Diffusion : 1 AirBox et 1 CaptureBox
- Studio de Production : 1 TitleBox et 1 TitleBox démo
- Régie du JT : 1 AirBox et 1 CaptureBox

Les différents logiciels sont d'une génération ancienne et n'ont pas été mis à jour, du moins ne sont pas des versions actuelles. Tous les logiciels tournent sous Windows XP.

La formation était basée sur la dernière version du logiciel TitleBox, donc une adaptation a été nécessaire pour « coller » à la réalité PlayBox de la RTNB.

Les fonctionnalités de TitleBox étaient réduites, parce qu'il manquait des « ingrédients » tels que des fichiers .jpeg, .gif, une connexion internet, une connexion directe à AirBox ...

Le Titlebox RTNB est 'isolé' et non connecté à l'Airbox d'antenne sauf via le mélangeur vidéo de la régie production.

Le matériel informatique disponible était en bon état de fonctionnement et le service informatique de la RTNB a été efficace pour « réparer » certaines anomalies.

Quant à la formation sur DataBox, elle a sombré dans l'oubli, vu qu'il n'existe aucune base de métadonnées à la RTNB ! Une courte introduction aux métadonnées a cependant été effectuée.

La formation-initiation à TitleBox.

La mise en place logistique et l'évaluation du matériel et du travail a été effectuée le jeudi 01 novembre.

La formation-initiation à TitleBox a débuté le vendredi 02 novembre.

La formation-initiation a été dispensée à 12 stagiaires provenant de divers services de la RTNB.

1. Yvette IRAMBONA, service des Informations.
2. Eddy NGENZWANAYO, service Montage Vidéo.
3. Salvator NTAMATUNGIRO, service Montage Vidéo.
4. Mathias YAMUREMYE, service des Programmes.
5. Siméon NDORICIMPA, service des Programmes.
6. Eric Nadin MANIRAKIZA, service des Programmes.
7. Lin BIGIRIMANA, service des Programmes.
8. Issa BIGIRIMANA, service Exploitation TV.
9. Abraham MUSABA, service Exploitation TV.
10. Eustache SITAKI, service Vidéothèque.
11. Innocent BIRATUNGANYE, service Vidéothèque.!
12. Serges HAGABIMANA, service Informatique.!

Le programme a été le suivant :

Vendredi 02/11 (09:00 à 12:30 et de 14:30 à 17:30)

Prise en mains des stagiaires, petite évaluation du niveau.

Description du système Playbox (AirBox, TitleBox, DataBox, ...)

Les interfaces, les mots, les principes de travail.

Samedi 03/11 (09:00 à 13:00)

TitleBox, compréhension de l'interface.

Lundi 05/11 (09:00 à 15:30)

TitleBox, l'interface.

Mardi 06/11 (09:00 à 15:30)

TitleBox, le travail.

Mercredi 07/11 (09:00 à 15:30)

Travail pratique en régie de production.

Jeudi 08/11 (09:00 à 15:30)

Travail pratique en régie de production.

Vendredi 09/11 (09:00 à 15:30)

Finalisation de travaux pratiques susceptibles d'être utilisés à l'antenne.

Total : 40,30 heures de cours

À ce stade, la majorité des stagiaires étaient capables de créer des textes roll, crawl, incrustes, etc. ...

L'intérêt rencontré lors de cette initiation à TitleBox a été très positif.

J'ai pu constater une évolution dans la participation à la formation : présence assidue, plus d'interactivité, un questionnement accru, une meilleure connaissance des nouvelles techniques et de l'équipement par les stagiaires.

Notes

Pour que le système TitleBox soit utilisé efficacement à la RTNB, il faudrait qu'au niveau des directions, un certain nombre de points soient établis.

- 1) Installation de TitleBox dans la régie de diffusion, directement connecté à AirBox.
- 2) Définition des modalités d'utilisation.

- Un nouveau logo RTNB, peut être utilisé dans le coin inférieur de l'image à la place de l'ancien logo généré actuellement et placé dans le coin supérieur gauche de l'écran.

- Quels genres de titres seront utilisés? Infos déroulantes, avis généraux, incrustes au JT, génériques, en direct ou en différé ?

- Qui sera responsable de la mise sur antenne des titres ? Les réalisateurs, les journalistes ?

- Quel sera le format du texte ? Police, taille, arrière-plan ?

Pour ma part, j'ai conseillé d'utiliser la même police que celle utilisée pour les sous-titres des films et reportages, c-à-d Verdana, taille 20, noir sur fond gris clair.

- 3) Pour utiliser pleinement TitleBox, il faudrait que la RTNB constitue un fichier images permettant d'augmenter la capacité d'utilisation du système. Un tel fichier .jpeg ou .gif est actuellement inexistant. Une banque d'image couvrant tous les aspects du Burundi serait un avantage certain.
- 4) Il existe dans le studio de production une version « DEMO » de TitleBox qui pourrait servir à continuer à former et à maintenir à niveau le personnel. Cela pourrait se faire sous la supervision d'Abraham MUSABA.

Jacques MOLITOR, formateur.

Intervention de Jacques MOLITOR lors de la clôture du SÉFOR 2012 à Bujumbura.

Mesdames, Messieurs,

Du premier au 10 novembre, trois formations se sont tenues à la RTNB, radio-télévision nationale, en parallèle du SÉFOR.

La première de ces formations consistait à une « Introduction au Son numérique » par **Bertrand VANVAREMBERGH**. **Roger ROBERTS** a initié les stagiaires à « L'évolution technologique » alors que moi-même j'assurais une formation à l'utilisation de l'outil graphique TitleBox intégré à l'outil de diffusion PlayBox.

Merci à Monsieur **Emile WENGA**, directeur technique de la RTNB qui en a été l'instigateur. Sept (7) membres du personnel ont participé à la formation Son, vingt-deux (22) à celle de « L'évolution technologique » et onze (11) à la formation à l'utilisation de l'outil graphique TitleBox.

Les formations se sont déroulées à la radio-télévision nationale et ont été suivies de façon intensive par des techniciens, journalistes, informaticiens, monteurs et réalisateurs d'antenne.

L'intérêt rencontré a été très positif.

Nous avons pu constater une évolution dans la participation aux formations : présence assidue, plus d'interactivité, un questionnement accru, une meilleure connaissance des nouvelles techniques et de l'équipement.

Au-delà de la formation, ces contacts avec différentes personnes ont favorisé la connaissance des problèmes de formation continue à la radio et télévision burundaise.

Au terme de la formation PlayBox, la RTNB télévision, sera apte à utiliser de nouveaux éléments graphiques dans la diffusion d'information continue (infos déroulantes) et de l'habillage graphique de l'antenne.

Rapport sur la formation radio

Contexte

En parallèle au SÉFOR 2012 à Bujumbura, le CIRTEF a organisé une série de formations à la RTNB (Radio Télévision Nationale du Burundi). Dans un premier temps, il était prévu deux formations en télévision, mais aucune en radio. Une formation radio a donc été initiée quelques semaines avant le début du SÉFOR, et a pu se tenir du 1^{er} au 9 novembre 2012. Le thème de cette formation était axé sur l'audionumérique, avec une volonté de s'attarder sur le côté pratique de l'utilisation du numérique dans le quotidien de la radio, à travers les outils disponibles sur place (logiciels de montage et de diffusion, matériel de reportage et de studio). La difficulté principale résidait dans le peu de temps disponible avant le démarrage (à peine trois semaines), donc également peu de temps de préparation. Autre difficulté, le peu d'information dont nous disposions à propos des stagiaires eux-mêmes (nombre, fonction, connaissances), et à propos du matériel utilisé.

Il était donc évident que la formation allait se préciser une fois arrivé sur place, quand un contact direct serait établi.

Dans ce contexte, et sur base de mes expériences précédentes, j'ai préparé un grand nombre de modules, sur une série de thèmes qui sortaient largement du thème de base, l'audionumérique, ce afin d'être prêt à répondre à tout questionnement des stagiaires concernant le son, numérique ou pas. J'ai pu également obtenir de Kerstin CLAEYS (CIRTEF) une série d'émissions produites par la RTNB pour le deuxième programme radio (Escale Culturelle). En les écoutant, j'ai pris note de quelques défauts techniques, qui pourraient servir d'exemples lors de la formation.

Mon idée de base était d'alterner les séances d'utilisation pratique de leur matériel avec des séances où nous aborderions une théorie simplifiée. Pour les parties théoriques, je partirais sur une base de questions-réponses afin d'évaluer les connaissances, avant de développer la théorie. Pour la partie pratique, je commencerais par une courte démonstration avant de laisser la place aux stagiaires pour un exercice pratique correspondant à leur méthode de travail, chacun à son tour.

Quelques jours avant le départ, j'ai appris que trois stagiaires participeraient, tous techniciens à la radio. J'ai demandé à la direction d'obtenir un local dans lequel se trouverait un poste de montage.

Déroulement de la formation

Judi 1er Novembre - Prise de contact à la RTNB

Les trois formateurs (Roger ROBERTS -RTBF, Jacques MOLITOR -ex BRF et moi-même) ont été accueillis par Euphémie MBONYINGINGO (responsable du secteur informatique) dans les locaux de la RTNB (en l'absence de M. WENGA, directeur technique à la RTNB). Elle nous a fait visiter les lieux, rencontrer la direction, des personnes ressource dont nous pourrions avoir besoin. Nous avons décidé des horaires, des dates de formation, des locaux que nous pourrions utiliser. En ce qui concerne la formation radio, la présence de trois stagiaires fut confirmée, et la formation aurait lieu dans les cabines de montage de la radio, équipées (comme je l'ai appris sur place) des logiciels Protools 7 (peu utilisé pour diverses raisons) et Adobe Audition 1.5 (utilisé fréquemment). Les horaires seraient 9h-12h30 et 14h30-17h. On travaillerait tous les jours sauf le samedi après-midi et le dimanche.

Vendredi 2 novembre (9h-17h) - premier jour de formation

Première surprise, le local dans lequel nous devons travailler n'était pas disponible, nous avons reçu un grand local vide, sans ordinateur, ni aucun autre matériel (haut-parleurs et micro par exemple). Nous avons pu trouver une paire de hauts parleurs et y installer mon ordinateur portable.

Deuxième surprise, les stagiaires étaient au nombre de 6. Après m'être présenté, je leur ai demandé de se présenter à leur tour et de me détailler les thèmes qu'ils souhaitaient aborder. En voici la liste (qui compte 7 stagiaires, M. NDAYIRAGIJE s'étant ajouté le deuxième jour) :

Nom et prénom	Fonction	Thèmes qu'il aimerait aborder
HABONIMANA Bède	Technicien de maintenance	Notion de montage sur ordinateur, stéréophonie
NAHIMANA Dismas	Technicien d'exploitation radio	Différence entre mp3 et Wav (format de meilleure qualité ?), problèmes liés à l'acoustique, téléphone à l'antenne (Pb de qualité de ligne et de retour)
RUKUKUYE Adèle	Technicien d'exploitation radio	Notion de montage sur ordinateur, stéréophonie
BARUTWANAYO Désiré	Technicien de maintenance	Qualité des différents formats numériques, comment atteindre la meilleure qualité de son, stéréophonie-monophonie, participation à radio SEFOR
BIZINDAVYI Benoit	Chef de section maintenance	Qualité des lignes téléphonique (comment les améliorer, les mesurer), utilisation de faisceaux hertzien localement, numérisation, différences entre son numérique et analogique
KAMWENUBUSA Mathieu	Technicien d'exploitation radio	Sonorisation (larsen, retour de scène), reportage (position du micro), différence entre niveau ligne et niveau micro
NDAYIRAGIJE Onésphore	Technicien de montage radio (chef de section des cabines de montage)	M. Ndayiragije s'est ajouté à la formation le deuxième jour et je ne lui ai pas demandé les thèmes qu'il aimerait aborder.

On voit à travers ce premier contact que les thèmes couvrent un champ assez vaste.

Je décide d'aborder un premier sujet :

Le son aérien

Définition du son, onde sonore, fréquence, amplitude, réverbération, écoute de différentes fréquences, écho naturel.

Le deuxième sujet abordé découle du premier, c'est la première étape où intervient le technicien son, la transformation du son aérien en un signal électrique, qui se fait à travers :

Le microphone

Transducteur, principe de base du microphone, différents types de microphones (dynamique et électrostatique), directivité (omnidirectionnel, cardioïde, hyper-cardioïde, fusil), effet de proximité, choisir son micro en fonction des circonstances, plosives, sifflantes. Cette partie théorique a été complétée par des tests de divers micros parmi lesquels des micros prêtés par la RTBF, et pour la plus grande majorité, des micros appartenant à la RTNB. Étant donné la densité de ce module, il n'a pu être terminé vendredi soir et s'est prolongé samedi matin.

À l'issue de cette journée, j'ai demandé au service informatique de la RTNB d'installer le logiciel « Adobe Audition 1.5 » sur mon ordinateur portable. De cette manière, j'ai pu mettre à profit le weekend pour apprendre à me servir de ce programme de montage/mixage. J'ai également pu continuer à écouter les émissions « Escalade Culturelle » afin de trouver des illustrations pour les thèmes des jours suivants.

Samedi 3 novembre (9h-12h30) - deuxième jour de formation

Rappel de la séance précédente. Ensuite, nous avons terminé le module « microphone » commencé vendredi après-midi et parlé assez brièvement des différents étages que l'on rencontre dans une table de mixage, c'est-à-dire préamplification micro, égalisation, mélange, bus de sortie, bus auxiliaire.

À l'issue de cette journée de samedi, nous avons discuté des jours de formation de la semaine suivante. La grande majorité des stagiaires participant à Radio SEFOR, nous avons dû revoir notre programme. Le lundi 5/11, la quasi-totalité des stagiaires étaient concernés par l'installation du studio de Radio SEFOR à l'hôtel Royal Palace, le cours fut donc supprimé. Mardi, étant donné la cérémonie d'ouverture du SEFOR, ou ma présence était requise, et la présence de la majorité des stagiaires à Radio SEFOR l'après-midi, le cours fut également supprimé. Étant donné l'implication de 4 des stagiaires dans radio SEFOR, nous ne pourrions plus rassembler le groupe au complet que les matinées de mercredi, jeudi et vendredi.

Mercredi 7 novembre - troisième journée de formation - Matinée

J'ai décidé de scinder le groupe, en consacrant les matinées au groupe 1, c.-à-d. à Bede, Mathieu, Benoit et Dismas (les stagiaires participant à Radio SEFOR) et les après-midi au groupe 2 c.-à-d. Adèle, Désiré et Onésphore. J'ai également décidé de me concentrer uniquement sur l'audio numérique, avec un maximum de temps sur l'utilisation du logiciel « Adobe Audition 1.5 ». Cette matinée serait donc la dernière matinée avec le groupe au complet.

Après un rappel de la matière vue durant la séance précédente, j'ai mis à profit cette dernière séance avec tous les stagiaires pour aborder le thème suivant :

L'audio numérique

Pourquoi numériser, échantillonnage, fréquence d'échantillonnage, quantification, bits, calcul binaire, saturation numérique versus saturation analogique, outil de mesure en numérique, CD, formats numériques, différence entre format linéaire et format compressé, qualité du mp3, effet de masque (caractéristique de l'oreille exploitée dans la compression mp3) avec exemple sonore, quand travailler en mp3/quand travailler en linéaire, mise en évidence des défauts liés à la compression en mp3 par des exemples puisés dans les émissions de la RTNB « Escalade Culturelle » et par une série de passages de wav à mp3 et inversement.

Ce thème nous a menés au-delà de la matinée et la matière restante fut reportée à la séance suivante.

Mercredi 7 novembre - troisième journée de formation - Après-midi

Groupe 2

Le reste de la formation serait donc consacré au logiciel Adobe Audition. J'ai demandé à ce que nous disposions d'un enregistreur Tascam DR-07 (utilisé en reportage) afin de coller au maximum à leur manière de travailler.

Durant cette première séance, j'ai présenté les possibilités du logiciel, ses différents outils (organiseur, vue édition, vue multipiste, vue projet cd). Dans la foulée, nous avons commencé l'utilisation pratique. Nous avons enregistré une interview avec l'enregistreur Tascam, que nous avons importée dans Audition, montée et finalisée pour en faire un son prêt à diffuser.

Chacun des stagiaire à pu faire l'exercice. J'ai particulièrement insisté sur le format du fichier utilisé pour l'exportation (bien choisir mp3 ou Wav et vérifier la qualité/débit du format mp3).

Durant cette séance, je me suis rendu compte que M. NDAYIRAGIJE connaît et utilise Adobe Audition au quotidien. Il est en effet responsable des cabines de montage de la radio. J'ai décidé de l'impliquer dans la formation en lui demandant de réaliser le premier les exercices tout en expliquant à ses collègues sa méthode de travail avec ses mots à lui. Étant donné la bonne efficacité de cette méthode, j'ai demandé à M. NDAYIRAGIJE d'être présent lors des séances du groupe 1 également, ce qu'il a accepté.

Jeudi 8 novembre - quatrième journée de formation -Matinée

Groupe 1

Même programme que mercredi après-midi

Jeudi 8 novembre - quatrième journée de formation - Après-midi

Groupe 2

Rappel de la séance précédente. Ensuite, nous avons continué l'exploration de l'outil Adobe Audition. Nous avons importé de la musique burundaise et réalisé un montage multipiste dans l'outil "vue multipiste" avec une de ces musiques et l'interview montée la veille.

La procédure demandée était de :

- Importer l'interview et une musique
- Mettre un bout d'interview
- Vers la fin de l'interview, faire entrer la musique en tapis sonore
- Remonter la musique à la fin de l'interview
- Au bout de quelques secondes, fondre la musique.

Ensuite, exporter le montage sous forme de mp3 de bonne qualité et retrouver son montage dans l'ordinateur. Chacun a pu réaliser cet exercice.

Vendredi 9 novembre - Cinquième jour de formation - Matinée

Groupe 1

Même programme que jeudi après-midi

Vendredi 9 novembre - Cinquième jour de formation - Après-midi

Groupe 2

Rappel de la séance précédente. Étant donné qu'il nous restait du temps, j'ai demandé à M. NDAYIRAGIJE de nous montrer les astuces qu'il utilise lors de son utilisation quotidienne du programme « Adobe Audition 1.5 ». Il nous a surtout montré des pièges à éviter pour ne pas se retrouver bloqué dans le travail (comment retrouver un outil caché par erreur par exemple). Pour ma part, j'ai pu leur montrer des fonctions plus poussées comme l'égalisation, la table de mixage, l'ajustement du niveau d'un élément, les fonctions « solo » et « mute.

Conclusion

Malgré le temps qui était compté et qui fut revu à la baisse vu les circonstances, malgré qu'un seul ordinateur était disponible pour les stagiaires, je pense que cette formation est une réussite.

M. NDAYIRAGIJE excepté, aucun des stagiaires n'avait utilisé Adobe Audition auparavant. À la fin des ateliers, ils sont capables de monter une interview, de faire un montage/mixage multipiste simple, et de l'exporter dans le format nécessaire.

Ils ont également acquis une meilleure compréhension de ce qu'est le travail de technicien radio, grâce à l'approche théorique. En particulier, ils ont conscience de la dégradation du son lors d'une conversion d'un format audio linéaire au format mp3 et peuvent choisir la qualité du mp3 en connaissance de cause.

J'ai tenté également de les sensibiliser à l'écoute, donc à l'utilisation de l'outil principal de tout technicien son, l'oreille. Si le manque de connaissance théorique est évident, le manque de sensibilité au son est aussi une carence majeure rencontrée quasiment systématiquement.

Un autre facteur de réussite est l'intérêt pour l'informatique, en particulier pour la jeune génération et ce grâce à l'attrait d'internet. D'autre part, je remarque que l'ordinateur est de plus en plus répandu, donc accessible. Aucun des stagiaires n'était complètement novice en termes d'informatique.

Il faut enfin souligner l'assiduité des stagiaires. Il n'y a eu aucune absence à déplorer et chacun était attentif et à l'écoute.

Recommandations

Pour éviter les surprises en début de stage et pouvoir mieux préparer la formation, il aurait été nécessaire de communiquer plus d'informations au préalable, c'est à dire une liste complète et définitive des stagiaires, ainsi que leur fonction et une auto-évaluation de leurs connaissances. Pour aider l'organisme hôte à constituer cette liste, je recommande l'envoi d'un document dans lequel figureraient : les dates du stage, les horaires, un descriptif de la matière abordée, les prérequis, le public visé, le nombre maximum de stagiaires, le matériel à fournir sur place (ordinateur, projecteur, etc.) et toute autre information utile. Le but de ce document ne serait pas de figer les choses, on sait qu'il faut pouvoir s'adapter aux conditions et changements qui surviennent toujours sur place.

En vue de familiariser au mieux le personnel de la RTNB à l'informatique, je recommande de mettre à disposition du personnel un ou plusieurs ordinateurs, connectés à internet.

Vu le peu de temps que nous avons eu ensemble, nous n'avons pu faire beaucoup d'exercices. De plus, tout le monde sait que si on ne s'exerce pas régulièrement, on oublie rapidement. Afin de ne pas perdre le bénéfice de la formation, je recommande, pour l'ensemble des stagiaires, de leur donner accès rapidement et régulièrement à un ordinateur équipé du logiciel « Adobe Audition 1.5 ». Éventuellement, les programmer par deux autour d'une machine, pour qu'il y ait une mise en commun des connaissances et des notes prises durant les cours.

Suite à ma bonne expérience avec M. NDAYIRAGIJE, je recommande pour de futures formations d'inclure au groupe une personne qui est déjà formée et qui pourra assister le formateur en lui apportant son expérience de terrain spécifique à l'organisme, le langage commun entre collègues et compatriotes ainsi qu'un éventuel prolongement de la formation une fois celle-ci terminée.

Je recommande également de constituer à l'avenir des groupes de stagiaires mélangeant jeune génération et anciens, afin de profiter du dynamisme et de la vivacité des jeunes mêlés à l'expérience des anciens. En outre, je pense qu'il faut profiter de l'intérêt de la jeune génération pour l'informatique pour les former à l'audio numérique au plus vite.

Remerciements

Je tiens à remercier la RTNB pour son accueil, en particulier M. le DG NSABIMBONA, M. WENGA et M. NGENDANZI. Merci également aux sept stagiaires que j'ai eu plaisir à rencontrer. Merci à Kerstin CLAEYS qui a été à la base de cette formation. Merci enfin au CIRTEF et à M. THIAM en particulier de m'avoir à nouveau fait confiance.

Bertrand VANVAREMBERGH

Ingénieur du son Musiq'3, RTBF

Formation « Réseaux numériques : exploitation - maintenance & développements »

Direction : Emile Wenga NAHIGEJEJE (Directeur Technique de la RTNB)

Formateur : Roger ROBERTS

Le cahier des charges de la formation SÉFOR 2012 a été établi par le Directeur Technique de la RTNB, monsieur Emile Wenga NAHIGEJEJE :

« Les services "Réseau Numérique, Maintenance Informatique et Maintenance AV" font face à beaucoup de problèmes techniques, et la plupart du temps, ces problèmes sont liés à l'exploitation des équipements. Pour les services de maintenance informatique et celui des équipements (AV) qui sont appelés à remettre en bon état les équipements en arrêt, il est obligatoire avant toute chose, pour le technicien qui va intervenir sur la machine, de connaître les principes de fonctionnement de l'équipement en arrêt, ce qui n'est pas toujours le cas ».

De plus :

« Une grande partie de ces techniciens ne sait pas comment se fait le traitement d'un signal vidéo et sonore dans une chaîne de production (et diffusion). En outre, pour intervenir sur une machine, il faut nécessairement savoir comment fonctionnent les équipements AV. Il faudrait également pour tous les techniciens du service savoir le fonctionnement des équipements AV de production utilisés actuellement parce que la technologie évolue très rapidement ».

Cette formation complémentaire traite de la transformation et du traitement des signaux analogiques/numériques dans un univers virtuel.

Formation 2 : Formation Évolution technologique : (module deux jours)

La mise en place logistique et l'évaluation du matériel et du travail a été effectuée le jeudi 1er novembre. Les formations-initiations ont débuté le vendredi 2 novembre.

Conformément aux souhaits du formateur, cette formation a regroupé des fabricants (cameramen, réalisateurs, monteurs), des exploitants (radio/tv) et les métiers technologiques en vue d'une approche multidisciplinaire de l'univers numérique. Pour des raisons d'efficacité, les participants ont été répartis en deux équipes.

Équipe 1 : vendredi 2 et lundi 5 novembre :

1. Déo RVUZUMWAMI
2. Serge BADOGOMBA
3. Marius NTIRUSHWA
4. Désiré BUKEYENEZA
5. Simplicie BIGIRIMANA
6. Désiré BARUTWANAYO
7. Jules HATUNGIMANA
8. Jean Claude NAHIGEJEJE
9. Nina ININAHAZWE

Équipe 2 : samedi 3 (matin), vendredi 9 et samedi 10 novembre (matin) :

1. Apolinaire NIYOKURU
2. Mariette SINDAYIKENGERA
3. Jean-Claude BIZIMANA
4. Joachim BIZIMANA
5. Pamphile MPAWENIMANA
6. Rémy NTAKARUTIMANA
7. Hilaire MAGAGI
8. Euphémie MBONYINGINGO

Conformément au plan de travail, cette formation a porté sur 4 axes majeurs :

- **De l'analogique à ... l'analogique** : la première étape a comme objectif d'expliquer en profondeur des concepts comme Media, Information, les relations particulières entre technologie analogique et numérique (par exemple toutes les opérations d'acquisition comme le cadrage, l'aspect image, l'échantillonnage, ... qui s'effectuent dans l'analogique)
- **De la numérisation des essences** : principes de numérisation (quantification, échantillonnage), le codage source (compression numérique) et le codage de canal (modulation). Le système de représentation des couleurs en télévision, les différents modes d'échantillonnage des images, les différentes compressions (spatiale et temporelle), les algorithmes de compression (DCT, Ondelettes, fractales, ...), les normes ISO de compression numérique spatiales des images (JPEG, JPEG2K), les normes ISO de compression numérique hybrides des images (MPEG 1 – 2 – 4) et une introduction à la TVHD.
- **La compréhension des langages de l'internet** : les langages de balisage de l'internet représentent une classe de langages spécialisés dans l'enrichissement d'information. L'inclusion de balises permet de transférer à la fois la structure du document et son contenu. Cette structure est compréhensible par un browser internet, ce qui autorise un affichage personnalisé selon des règles préétablies.
- **La mise en œuvre de ces concepts au sein d'une chaîne de production audiovisuelle** : Une introduction à la sémantique ? Les approches Informatique - Video – ICT d'un média. La modélisation d'un média. La fabrication d'un encapsuleur AV pour l'échange : une modélisation d'un conteneur audiovisuel est tenue d'offrir une vue globale des composants du document audiovisuel et favoriser ainsi la réutilisation dans un processus collaboratif, interprétable par des machines. Sans cette dernière couche sémantique, il est difficile d'archiver et d'interconnecter des sujets dans des structures de base de données en réseau (Linked Open Data). C'est un point particulièrement négligé aujourd'hui même dans les technologies les plus avancées en Europe.

Introduction

Le premier objectif de cette formation consistait à essayer de formuler une représentation efficace des relations entre un producteur de contenu et son audience dans un univers neuf. Pour se faire, les participants ont étudié le modèle IASA (International Association for Audiovisual Archival) qui offre l'avantage d'une scission claire entre les activités de production et d'exploitation.

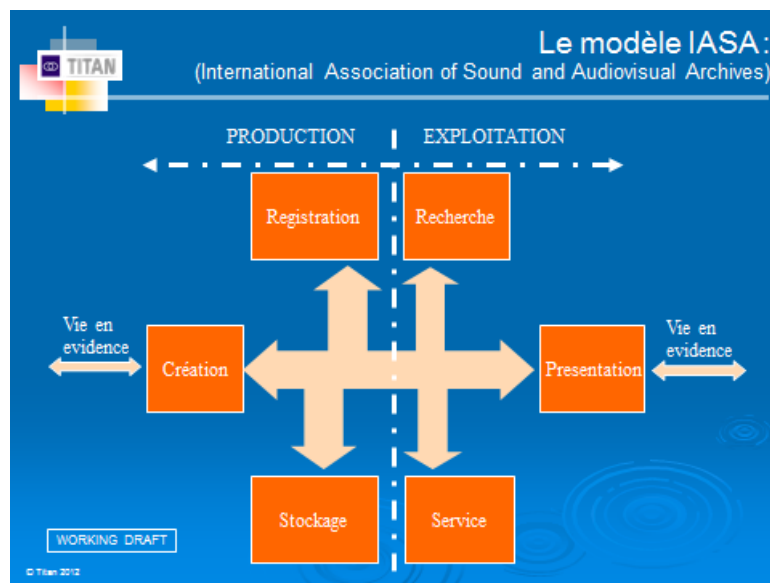


Figure 1 : de l'évidence de l'événement vers une représentation pour le spectateur.

Du point de vue production, il y a donc bien deux éléments stratégiques qui sont d'une part les outils de production et de stockage, et d'autre part toute l'ingénierie documentaire indispensable à la maîtrise du contenu produit.

Sur le plan de l'exploitation, le modèle distingue bien :

- une couche «présentation» : l'interface homme machine du consommateur,
- une couche «recherche» pour tout ce qui concerne l'interactif,
- et enfin une couche «services associés» qui concerne tous les éléments d'informations graphiques ou intégrés à une distribution de programmes (sous-titrage, télétexte, logo, EPG, pilote, ..)

Sur la base de ce modèle, il est possible de construire un circuit de production et de distribution pour les prochaines années. Manifestement les tendances lourdes du point de vue consommation privilégient à moyen terme une consommation de média délinéarisée. A partir du moment où le consommateur cesse de consommer en ligne, l'indexation des objets audiovisuels produits prend une valeur nouvelle puisque ce sont à terme des outils de recommandation et des publicités virales qui vont peser sur le choix des spectateurs.

1. De l'analogique à l'analogique, voilà le premier paradoxe d'un travail sur le numérique !

En effet notre réalité humaine est analogique, nous ne comprenons que de l'analogique.

«L'analogie suppose un modèle et son imitation régulière. Une forme analogique est une forme faite à l'image d'une ou plusieurs autres d'après une règle déterminée». F. DE SAUSSURE, *Cours de linguistique générale*, p. 221.

Le dictionnaire ROBERT précise bien le concept : « Un calculateur analogique (opposé à numérique) dans lequel un phénomène physique est représenté par un signal électrique continu (opposé au codage numérique, discontinu) »

Il va de soi qu'en tant qu'êtres humains, nous ne sommes susceptibles de comprendre que des signaux analogiques (une image et un son) et que l'univers numérique se situe clairement entre l'événement qui fait l'objet d'une décision éditoriale de traitement, et le résultat proposé aux téléspectateurs en fin de chaîne.

Pour chaque manipulation au sein d'une chaîne de production, il est indispensable de représenter les différents fichiers sous un mode manipulable par un humain et donc analogique. Ce principe a des conséquences non négligeables en termes de consommation de ressources nécessaire à l'encodage et au décodage pour chacune des tâches de production et/ou d'exploitation.

Mais le processus qui prend en charge l'ensemble des tâches indispensables à la chaîne de production est resté artisanal ou imbriqué dans différentes applications informatiques propriétaires.

Les radiodiffuseurs affichent des objectifs de production collaborative en réseaux ou encore des workflows en parallèle. Ce type de processus de production a comme implication de générer du contenu interprétable par la machine. Dès lors il devient indispensable de procéder à une analyse minutieuse de l'ensemble des processus afin de pouvoir formuler des modèles logiques génériques disposant de couches d'abstractions totalement indépendantes des technologies informatiques utilisées au jour le jour.

Les besoins nouveaux impliquent la maîtrise d'un modèle logique (accessible par la machine) et qui se charge de la gestion des couches physiques (les images et les sons) afin de :

- pouvoir dès la conception d'un programme décrire dans un formulaire ad hoc l'intention du projet et l'ensemble des informations relatives au sujet proposé
- pouvoir à chaque stade de la conception et de la fabrication du sujet afficher les métadonnées relatives à l'intention des auteurs et rajouter des métadonnées spécifiques à l'aide de formulaires ciblés
- assurer durant le processus de fabrication une collecte cohérente de l'ensemble de ces données et métadonnées
- permettre à la personne en charge de l'archivage de valider l'ensemble des informations recueillies et de les mettre en forme en vue d'une réutilisation

Tout cela dans le cadre d'une « sémantique formelle » dont l'approche est toujours en cours de validation dans l'univers broadcast !

2. Le codage et la transmission numériques des essences :

La numérisation accélérée des années 90 visait essentiellement la transformation des images et des sons dans des formats facilement accessibles et manipulables par des outils informatiques (fabrication d'essences).

Lorsqu'il est question de codage et de transmission numérique, il faut distinguer trois opérations différentes et successives :

- L'échantillonnage et la quantification : le signal est numérisé par un convertisseur analogique / numérique. La numérisation implique deux opérations : un découpage temporel du signal (un échantillonnage) et une quantification (le signal est quantifié et le résultat est converti en valeurs binaires).
- Le codage de source concerne exclusivement le traitement de l'image vidéo, la compression numérique est une technique de codage source.
- Le codage de canal concerne les systèmes de modulation requis pour diffuser via les différents supports (câble, satellite, hertzien, lignes téléphoniques).

Ce sont des opérations relativement simples et qui sont maîtrisées pour toute une série d'applications (téléphonie, images de synthèse, transmission via modem, transmission de données sur le réseau Internet.)

L'essentiel de la présentation se situait au niveau des normes ISO MPEG 2/4 et JPEG2K SD/HD. Cette dernière norme de compression de la vidéo est caractérisée par l'exploitation des ondelettes, ce qui la rend à la fois plus flexible et plus performante que ses cousines MPEG 2 et MPEG 4.

3. Comprendre les langages de l'internet.

Depuis quelques années c'est l'Internet et tout ce que ce vocable peut comporter de flou, d'excessif et d'évanescence, qui guide une stratégie média. Différents langages normalisés de fait au niveau mondial ont contribué à accréditer cette plateforme technologique comme outil moteur :

- Le **HTML** (Hyper text Mark-up language) est le langage à balises standard dans lequel sont écrites les pages web. Il repose sur une série de balises prédéfinies qui contrôlent l'édition d'une page (comme les caractères gras ou italiques d'une police, les listes numérotées ou non, les ruptures de ligne, etc.)
- *Syntaxe utilisée : < ...> : ouverture d'une balise et </ ...> : fermeture d'une balise*

Html est le langage qui décrit la mise en forme de la page (position, police, couleur, ...)

- *Le langage XML (eXtensible Mark-up Language) repose également sur la même syntaxe pour l'enrichissement du contenu web. Ce langage permet aux utilisateurs de qualifier leurs propres balises en encapsulant une valeur entre deux attributs.*
- *Exemple XML : <nom>Wenga</nom>*

<prénom>Emile</prénom>

XML distingue le contenu de sa mise en forme, une caractéristique bien utile pour déterminer différentes présentations et vues avec des données (contenu) identiques. XML est utilisé pour l'exportation de données sous la forme d'une représentation dite «plate», sans explicitation des relations et propriétés !

- *La recommandation XSLT offre un outil pour la transformation d'un document XML vers un autre schéma ou d'autres formats (XHTML, XSL-FO, HTML, format texte ou dans un format binaire.)*

Conscient des limites de ces langages, le W3C a proposé au début des années 2000 des langages supplémentaires (**RDF**, **OWL**, ..) en vue de contribuer à un traitement sémantique des masses de données accessibles par le web !

L'idée maîtresse du web sémantique est de rendre le contenu (attribut et valeur) accessible et assimilable non plus seulement à l'humain mais aussi à la machine. Ceci ouvre la voie au développement d'outils sophistiqués susceptibles d'apporter un niveau bien supérieur de fonctionnalités pour assister les activités humaines dans les différents processus de la chaîne de fabrication comme par exemple du contenu interprétable par des moteurs de recherche.

Le web sémantique intègre de nouvelles dimensions :

- les métadonnées explicites : elles permettent aux pages web d'inclure leur signification dans leurs balises. Par exemple, pour la page web d'un enseignant, les métadonnées peuvent identifier le nom, la fonction, l'affiliation, les études, les publications, etc.
- les ontologies : il s'agit des principes fondamentaux d'un domaine et leurs relations. Exemple : l'ontologie d'une université peut contenir des concepts comme le personnel, les cours, les auditoires et leurs relations telles que les informations de sous-classe (tous les professeurs font partie du personnel de l'université).
- la logique : elle permet de déduire des conclusions en structurant les (méta)données suivant des ontologies de domaine.

Par exemple on pourra exprimer que la propriété «employeur» relie un sujet qui est une personne à un objet qui est une organisation avec l'aide d'une petite ontologie utilisée par les réseaux sociaux FOAF (Friend Of A Friend) :

ex:employeur rdfs:domain foaf:Person

ex:employeur rdfs:range foaf:Organization

Dans la syntaxe, une référence à un modèle «ontologique» est incluse dans la balise :

`<nom:foaf>Wenga`

`<prénom:foaf>Emile`

La présence dans la balise indique l'existence au niveau du réseau d'une description explicite du modèle FOAF qui a servi de base à la modélisation d'un modèle de métadonnées spécifiques.

4. Contribution à une chaîne de fabrication numérique

Chaque étape du cycle de production d'un document audiovisuel génère en soi une mini bibliothèque numérique (une base de données) composée des éléments de contenu appréhendés dans un espace/temps marqué institutionnellement, techniquement et culturellement.

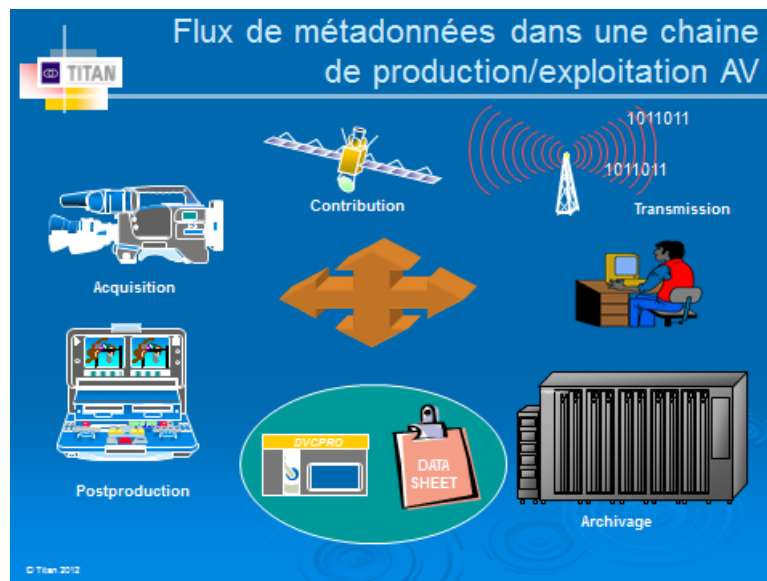


Figure 2 : Flux de données et métadonnées dans la production audiovisuelle classique.

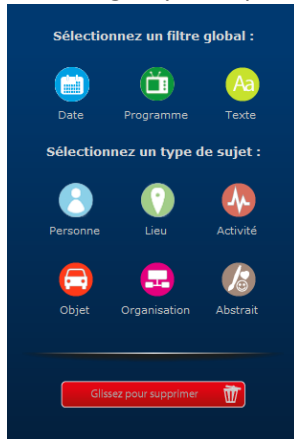
Avec l'avènement du «No tape», l'intégration numérique est présente à toutes les étapes de production, transformation, exploitation (cycle de vie) des documents audiovisuels. Cette évolution a généré le développement de plateformes complexes chargées de piloter la production des objets media dans le workflow de production. Ce pilotage nécessite certes de véhiculer les données nécessaires à l'identification des objets média en cours de production mais aussi leur contenu éditorial.

De nombreuses industries ont investi dans des outils sophistiqués de gestion de leur production (Edition presse, écrite, photo, marketing, ...), en mettant en place un DAM (Digital Asset Management) qui fait référence à une intégration de logiciels destinés à gérer l'ingest, le stockage, l'édition, l'exploitation, et l'archivage de contenus. L'objectif est d'accélérer le processus de fabrication et ainsi favoriser une gestion dynamique des «assets» (les «actifs» au sens comptable du terme. Ces outils disposent de «fermes de calcul» puissantes pour gérer les transformations de la couche physique et une couche logique qui gère l'indexation et la segmentation des documents audiovisuels.

Malheureusement la majorité de ces usines sont des silos, utilisent des technologies propriétaires ... ce qui ne facilite guère les mécanismes d'importation et d'exportation au sein d'une entreprise qui est équipée de plusieurs DAM (production radio, tv, diffusion radio, tv, publication web, archivage).

De plus la majorité des utilisateurs conçoivent et créent sur des outils rustiques qui ne sont pas plus à même de s'interfacer avec les usines !

Il est donc essentiel de pouvoir disposer d'un modèle de conteneur sémantique et d'un réseau ouvert susceptible d'agréger les essences et les données, de les importer, de les exporter, de véhiculer de bout en bout, toutes les informations descriptives dès la naissance d'un projet et tout au long du processus de fabrication de l'objet audiovisuel. Cela nécessite la mise en place d'un «archivage dynamique» en réseau des données/essences à chaque étape du flux de production et d'exploitation avec des mécanismes d'importation et d'exportation entre les différents outils !



Description de la plateforme **GEMS** qui a fait l'objet d'une démonstration lors de la dernière séance de formation :

Sur la base d'une approche radicale nouvelle, le projet Eureka Celtic MediaMap (Vitec, RTBF, VRT, Perfect Memory, Memnon, ...) a construit un modèle logique/physique qui encapsule les médias, un intranet de production qui interconnecte les différentes bases de données et construit une personnalisation de la vue au sein du système.

En vue de valider l'ensemble de ces concepts, la RTBF a pris la décision de procéder à un POC (proof of concept) mettant en œuvre tous les mécanismes issus du projet MediaMap.

Les sociétés Memnon et Perfect Memory ont déployé un environnement sémantique (intégrant 4 base de données relationnelle : Netia – Dalet – Tramontane audio – Tramontane vidéo) et l'ingest de sujets (journal télévisé/programmes magazines de société) en vue de l'enrichissement :

- de la publication et de la valorisation plurimédia des programmes et services de la RTBF,
- de la documentation des contenus fondée sur l'interopérabilité avec les outils d'archivage.

Description GEMS (projet chargé de mettre en lumière les pépites de la RTBF) :



L'application développée dispose de quatre interfaces manipulables via des onglets.

Sur la page search 9 «entités» décrites sémantiquement, à savoir :

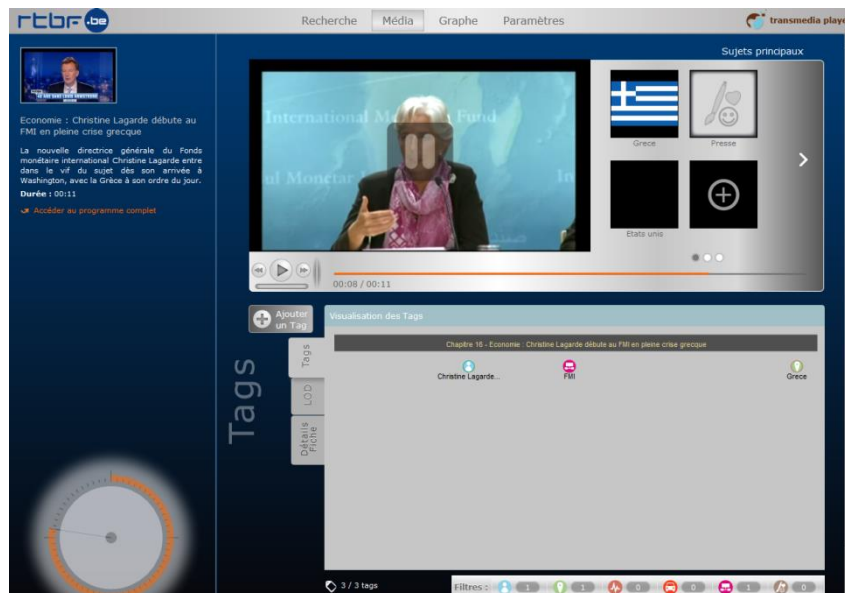
- date (de diffusion)
- programme (genre de programme)
- texte (recherche plein texte)
- personne physique ("physical person")
- lieu ("location")
- activité ("activity")
- objet ("object")
- organisation ("organization")
- abstrait (concept)

Chacun de ces éléments et leurs combinaisons peuvent faire l'objet de recherches multiples !

Les résultats (segments) de chacune de ces recherches (vidéo ou audio) sont affichés sur la page «search».



Le fait de cliquer sur l'un des résultats provoque le basculement sur la page «Média» !

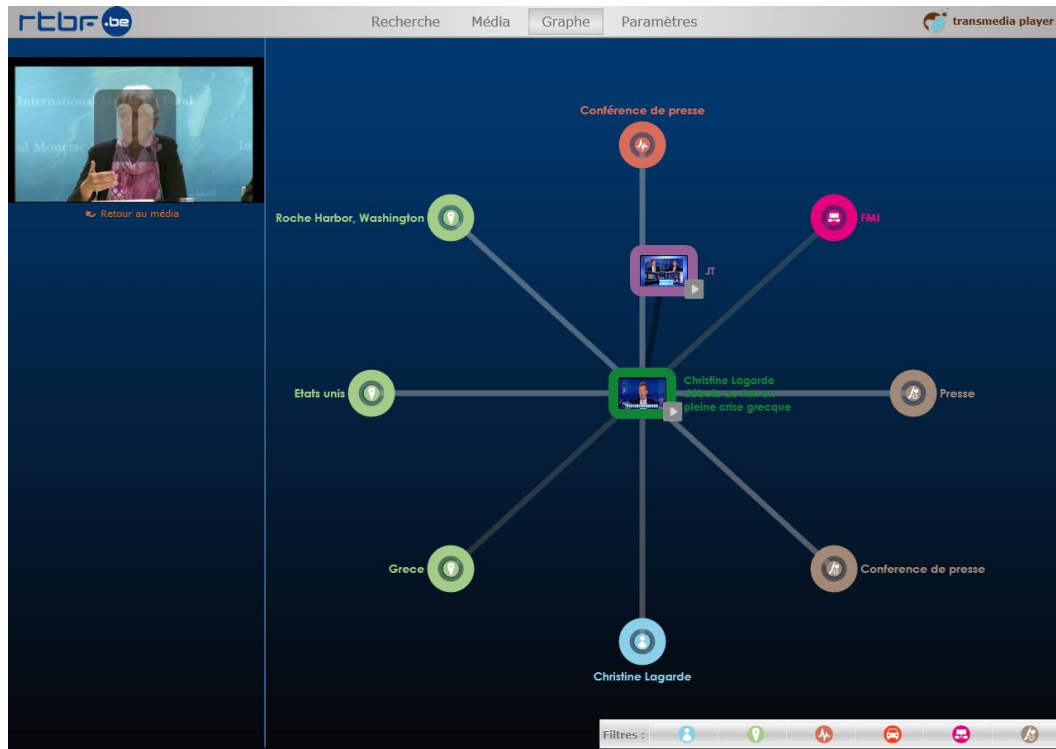


Cette page « Média » comporte tous les éléments indispensables au visionnement ou à l'écoute d'un objet audiovisuel :

- à gauche : toutes les informations sur le programmes dont le segment est issu.
- à gauche, en bas de la page, une boussole qui indique la place du segment dans l'objet éditorial.
- l'écran vidéo avec les commandes
- à la droite de la vidéo, les «entités» jugées signifiantes pour le segment/objet éditorial
- la time-line avec la segmentation de l'objet éditorial
- l'affichage au choix :
 - des tags (personne physique, lieu, ..) extraits automatiquement d'un segment/objet éditorial
 - le linked data qui donne pour une entité (personne physique, lieu) des informations collectées en ligne sur le web et donc extérieures aux DB internes
 - la fiche documentée de l'objet éditorial (base de données interne).
- - la barre outil du bas de la page permet de re-filtrer les critères selon les besoins de la recherche
- - enfin, l'outil indique la présence du tag dans la vidéo (visible) ou dans l'audio (cité).

Du fait de l'explicitation du lien programme/segment, il est possible à tout moment de passer de la partie à l'ensemble l'objet éditorial.

Le passage de la page «Média» à la page suivante «Graphe» constitue une révolution dans le domaine de la représentation de l'information ! En effet, les entités de chaque segment/objet éditorial sont spatialisées afin d'offrir une navigation dans la structure de l'information ...



Chaque entité affichée peut faire l'objet d'interrogations, et l'outil restructure la représentation de l'information en fonction des données collectées ... Il va de soi que chaque segment/objet éditorial peut faire l'objet d'une vision en cliquant sur l'onglet "sujet"!

Dans les faits, l'outil développé propose une double modélisation : celle des objets construits par la chaîne de production audiovisuelle mais également celle des connaissances construites autour de ces objets.

La dernière page comporte des paramètres (actuellement, les filtres actifs par défaut).



Disposer d'objets identifiés et de relations explicites permet le rapprochement automatique d'une information distante et produite par d'autres, facilitant l'enrichissement, la recherche et le traitement de l'information. C'est ce qui est réalisé avec succès dans le prototype « GEMS » qui publie et relie des informations du monde entier en s'appuyant sur les concepts et outils du web sémantique (Linked data.)

Conclusions

- Caractère ardu du sujet ... Je ne vais pas revenir longuement sur ce point mais je suis convaincu d'avoir eu l'occasion de procéder à un large échange au sujet de notre évolution technologique dans le domaine des médias. Dans les faits, les conférences ont développé une double modélisation de l'univers numérique : celle des objets construits par la chaîne de production audiovisuelle mais également celle des connaissances construites autour de ces objets. L'ensemble est radicalement neuf et il a de quoi décoiffer un public plus accoutumé au caractère pédagogique d'un outil que d'une réflexion globale.

- À l'analyse, j'ai constaté que la compréhension ou plus exactement l'accès à la vision, était facilité par deux canaux : la vidéo ou l'internet. Cela constitue une constante dans les dernières formations auxquelles j'ai contribué. Les personnes formées aux technologies audio/vidéo ont un accès ardu aux technologies web et inversement. C'est aujourd'hui, au sein de la jeune génération, que l'on trouve les personnes sensibles à l'approche proposée par le web.

Lors de la présentation à l'atelier "Culture du numérique", le sujet avait fait l'objet d'une présentation de l'ordre de 20 à 25 minutes. Certains participants mesuraient clairement le défi à relever et parlaient d'une forme de miroir utilisé pour renvoyer une vision d'un monde audiovisuel toujours profondément marqué par l'analogique.

- Dans les faits, grâce aux questions/réponses assez spontanées et nombreuses, j'ai réalisé à quel point le découpage actuel des présentations fait la part belle aux technologies de l'image et du son et non à la vision structurée d'un univers audiovisuel numérique et sémantique. Il y a donc un vrai travail à faire sur la manière de construire les différentes présentations à la fois dans le déroulement, mais également dans les détails.

- ... bref j'ai beaucoup appris ! Je sais que cette conclusion peut faire sourire ! Mais j'étais ravi par la qualité du dialogue et la volonté des différents participants à tenter de maîtriser une vision technologique nouvelle. Cela a demandé beaucoup de travail sur les termes utilisés et sur l'interprétation de ces derniers.

Roger Roberts

DISCOURS ET EXPOSÉS

CÉRÉMONIE OFFICIELLE D'OUVERTURE.

Discours prononcé par Chanel Nsabimbona, Directeur général de la RTNB

Excellence Monsieur le Premier Vice-président de la République,
Madame la Ministre des Télécommunications, de l'Information, Communication et des Relations avec le Parlement,
Monsieur le Président du Conseil International des Radios et Télévisions d'Expression Française (CIRTEF),
Monsieur le Secrétaire général du CIRTEF,
Monsieur le Délégué à la Francophonie,
Mesdames, Messieurs les Membres du Gouvernement
Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,
Distingués Invités,
Mesdames, Messieurs,

C'est un plaisir et un grand honneur pour moi de m'exprimer en présence de son Excellence Monsieur le Premier Vice-président de la République et de très hautes personnalités en provenance des 4 coins du monde, pour d'abord souhaiter la bienvenue dans cette salle à son Excellence Monsieur le Premier Vice-président de la République et aux honorables invités à cette grande manifestation de l'audiovisuel public francophone.

Soyez donc les bienvenus au Burundi, dans cette terre africaine des pays des grands lacs ; qui vous réserve d'agréables surprises de par sa verdure, son climat et la gentillesse de sa population que vous aurez à côtoyer durant toute la période que, vous tous illustres invités, allez passer avec nous. Sentez-vous comme chez vous. Je salue particulièrement le Président et le Secrétaire général du CIRTEF, le délégué de l'Organisation Internationale de la Francophonie, TV5, RFI, CFI, qui ont bien voulu confirmer le choix du Burundi comme pays hôte de cette 21^{ème} édition Séfor 2012, et la Radio Télévision Nationale du Burundi (RTNB) pour le volet organisation. Nous réitérons notre ferme engagement à vous servir et notre vœu étant de faire en sorte que ces travaux se déroulent dans un cadre magnifique, qui au finish restera gravé dans les annales du CIRTEF et dans la mémoire de nous tous, comme étant un Séfor réussi avec éclat.

Excellence Monsieur le Premier Vice-président de la République, Madame la Ministre des tic et Relations avec le Parlement, Distingués Invités, c'est au terme de la 20^{ème} édition du Séfor qui s'est tenu à Niamey au Niger que le Burundi a été choisi pour abriter cette grande manifestation sous les acclamations de l'assistance d'abord parce que la partie orientale de l'Afrique continentale n'avait jamais accueilli les travaux du Séfor, en plus la Radio Télévision Nationale du Burundi en avait exprimé la demande aux dirigeants du CIRTEF à qui je salue le sens élevé de réceptivité, mais enfin pour faire découvrir un monde que le Burundi est un pays accueillant, avancé dans plusieurs domaines dont celui de la pluralité médiatique.

Au cours de cette assemblée générale de Bujumbura qui durera quatre jours, du 06 au 09 novembre 2012, à côté des formations en divers domaines réservées à nos journalistes et

techniciens de l'audiovisuel, dont les travaux sont en cours depuis le 1^{er} novembre 2012, il sera également question de mener une réflexion autour d'un thème fondamental : « Culture numérique : quelles stratégies pour les médias publics ? » Il s'agit d'un thème bien choisi à quelques 56 mois seulement de l'extinction totale des télévisions analogiques tel que recommandé par l'UIT. Il va sans dire que dans le monde actuel, le numérique est en train de changer notre vie au quotidien. Avec les technologies modernes de l'information et de la communication, nous devons impérativement avoir de nouveaux outils pour communiquer, pour travailler, pour nous informer, pour rester en contact avec les amis, pour accéder à la culture, à l'enseignement, et j'en passe...

C'est dans cette perspective, qu'il est tout à fait légitime de s'interroger sur la manière de préserver la mission de service public dans nos radiotélévisions nationales, comment continuer à servir le public et l'intérêt général, comment garantir l'accès à tous les citoyens aux contenus des médias publics de façon transparente, continue, comment alimenter plusieurs canaux de diffusion à la fois pour une TV publique qui n'existait que par une seule et unique chaîne ? Comment adapter les capacités de nos techniciens actuels qui pour la plupart ont été formés à l'école de l'analogique aux exigences du numérique, voici certains de nombreux défis qui nous attendent auxquels nous devons affronter avec sérénité et c'est avec espoir et assurance que la RTNB s'y prépare déjà voici une année.

C'est donc sur cette note d'espoir que je termine cette allocution de bienvenu à nos hôtes de marque, à mes collègues Directeurs Généraux qui pour la plupart sont devenus des amis, des frères et sœurs et qui nous avaient promis de ne pas manquer à l'événement de Bujumbura.

Vive la Francophonie !

Vive la Solidarité !

Vive la Coopération entre les peuples

Je vous remercie pour votre aimable attention.

Discours prononcé par François Guilbeau, Directeur de France 3 (France Télévisions) et Président du CIRTEF

Monsieur le Premier Vice-président de la République,
Mesdames et messieurs les présidents et représentants des Corps constitués,
Mesdames et messieurs les membres du Gouvernement,
Messieurs les présidents des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat,
Monsieur le maire de Bujumbura,
Mesdames et messieurs les membres du corps diplomatique,
Monsieur le représentant du secrétaire général de l'OIF,
Mesdames et messieurs les représentants des organisations internationales,
Mesdames et messieurs les présidents et directeurs généraux,
Monsieur le directeur général de la RTNB,
Monsieur le secrétaire général du CIRTEF,
Mesdames et messieurs,

Je souhaite avant tout remercier chaleureusement les autorités du Burundi pour leur invitation et l'accueil de grande qualité qu'elles nous ont réservés à l'occasion de cette 21^{ème} édition du SÉFOR.

Je tiens particulièrement à exprimer notre reconnaissance au Premier vice-président de la République du Burundi, monsieur Pierre Nkurunziza, dont la présence témoigne de tout l'intérêt qu'il porte aux médias en venant présider la cérémonie d'ouverture de nos travaux. Je tiens également à remercier Madame Concilie Nibigira, Ministre des Télécommunications, de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement, pour le soutien apporté à l'organisation de cette manifestation. Je veux enfin souligner l'énergie déployée par le directeur général de la RTNB, Monsieur Chanel Nsabimbona, et sa constante disponibilité pour que celle-ci soit un succès.

Organisé conjointement par le CIRTEF et l'OIF, avec le soutien de TV5 MONDE, CFI et la fédération Wallonie-Bruxelles, le SÉFOR représente pour les professionnels de l'audiovisuel francophone une occasion unique de partager nos expériences, d'échanger sur nos programmes, les techniques ou la réglementation, mais aussi pour anticiper et mieux nous préparer aux évolutions du secteur. C'est aussi un moment privilégié pour découvrir ou redécouvrir un pays dont nous partageons la langue.

Le thème qui nous rassemble cette semaine - *Culture numérique : quelles stratégies pour les médias publics ?* - revêt une importance particulière pour chacune des radios ou des télévisions que nous représentons, dans le contexte de mutations technologiques rapides et multiformes que nous vivons depuis plusieurs années.

Pour le monde des médias, et au-delà des progrès techniques immédiatement perceptibles pour le téléspectateur tels que le développement des supports mobiles, de l'Internet et de la VOD, la « révolution numérique » portera ses effets principalement sur l'offre de contenus.

L'une des manifestations principales de cette migration numérique est en effet le passage à la TNT, planifiée pour 2015 en Afrique. Depuis notre dernier SÉFOR à Niamey, où nous avons tracé les étapes de cette transition, je me réjouis de constater que la dynamique est lancée dans de nombreux pays, qui ont déjà franchi plusieurs étapes importantes dans la réalisation de cet objectif.

Ces évolutions portent en elles des défis d'adaptation pour chacun de nos médias publics :

- adaptation à la concurrence des nouvelles chaînes de télévision rendues possibles par la capacité de diffusion de la TNT qui offre l'occasion d'élargir nos paysages audiovisuels nationaux avec de nouvelles chaînes publiques, de nouveaux entrants privés ou des diffuseurs internationaux ;
- adaptation aussi à la concurrence croissante du monde de l'internet, où circule une importante production audiovisuelle mondialisée, souvent innovante, qui porte un risque de marginalisation de nos productions nationales et de nos approches culturelles ;
- adaptation également aux nouvelles habitudes de consommation des téléspectateurs, qui évolueront à mesure que s'enrichiront les offres de programmes linéaires et non linéaires, et que se renforceront les possibilités d'une consommation mobile de la télévision.

Le numérique est donc porteur d'un double défi, qu'il nous revient de transformer en opportunité pour nos sociétés : ouverture au monde et développement de la pluralité des médias nationaux. Sur ce dernier point, il appartient à chaque État d'en organiser le cadre législatif et la régulation, en construisant l'équilibre entre les droits et les devoirs de ces médias : liberté d'expression d'une part, responsabilité et déontologie des journalistes d'autre part, afin que cette diversité des médias contribue au développement démocratique de nos sociétés.

Dans ce contexte, la mission des médias publics s'avère plus importante que jamais : s'adresser à tous les publics sans en oublier aucun, dans tous les genres de programmes, livrer une information de qualité, plurielle et objective, instruire, distraire, soutenir les valeurs et les cultures locales.

Nous, médias publics, devons participer à la satisfaction des besoins démocratiques, sociaux et culturels de nos pays respectifs. Dans une offre abondante, nous devons être garants de la qualité, du pluralisme et nous devons défendre nos cultures nationales, en accueillant tous nos créateurs sur nos antennes.

Face à ces défis nous devons cultiver notre singularité de service public francophone, pour conserver notre public et même conquérir ou reconquérir un nouveau public, et pour cela, nous pouvons nous appuyer sur nos atouts :

- tout d'abord, les valeurs qui guident l'exercice de nos missions de service public : respect du public, indépendance, universalité, innovation, fiabilité et crédibilité, valeurs qui doivent nous distinguer aux yeux de notre public ;
- sans oublier, la défense de la richesse et de la diversité de nos cultures francophones qui doit rester l'une de nos priorités. Cette conception du service public que je rappelais à l'instant participe d'ailleurs à cette singularité francophone ;
- enfin l'appartenance à cette communauté francophone qui se traduit par ce partage et ces échanges entre nos membres qui font la richesse de nos réunions.

Le SÉFOR doit également être l'occasion de réfléchir et d'avancer sur nos opérations communes, initiées et coordonnées par le secrétariat général du Cirtef et décidées au sein des commissions spécialisées, dans les domaines de la formation, des productions ou des échanges de programmes. D'une manière plus générale, ce SEFOR est aussi l'occasion d'enrichir les liens entre les membres : comment nourrir nos partenariats ? Développer nos échanges ? Quelles besoins en formation ? Comment mieux rendre compte des actions menées par les membres et par le CIRTEF ?

Les questions, vous le voyez, sont nombreuses, et vont donner lieu, je n'en doute pas à des échanges riches, vifs et passionnés.

Je vous souhaite à tous un SÉFOR fructueux et je vous remercie de votre attention.

Discours prononcé par Pierre Barrot, Responsable de programmes chargé de l'audiovisuel et de la promotion de l'image à l'Organisation Internationale de la Francophonie

Excellence Monsieur le premier Vice-Président de la République du Burundi, Madame la ministre de la communication, mesdames et messieurs les membres du gouvernement, Monsieur le maire de Bujumbura, monsieur le président du CIRTEF, Monsieur le directeur de la radio-télévision du Burundi, mesdames, messieurs,

Je voudrais d'abord remercier pour leur accueil nos hôtes burundais et leur transmettre les salutations du Président Abdou Diouf, secrétaire général de la Francophonie.

L'idéal de la Francophonie, c'est à la fois la protection de la diversité culturelle et la défense d'une langue et de valeurs communes à vocation universelle. Les technologies numériques dont il sera question tout au long de ces journées permettent à la fois de renforcer les cultures locales et d'offrir à qui veut la saisir la chance d'un rayonnement universel.

En effet, le numérique facilite aussi bien la production des œuvres que leur diffusion et leur conservation. Il permet de diversifier les programmes de radio et de télévision et de les acheminer vers des groupes-cibles de plus en plus finement identifiés. Dans le même temps, il donne des possibilités immenses en matière d'élargissement de la diffusion, grâce à des canaux de transmission comme internet, les réseaux de téléphonie mobile et bientôt, les télévisions connectées. Ici au Burundi, le nombre des lignes téléphoniques est passé de 15 000 à 1 200 000 en vingt ans. La télévision ne touche encore que quelques dizaines de milliers de foyers mais, grâce aux technologies numériques son développement pourrait connaître une accélération comparable dans les années à venir.

Dans la version la plus utopique du nouveau monde numérique qui se profile à l'horizon, non seulement chacun aura sa place mais, en plus, tout le monde pourra prétendre à une diffusion universelle de ses messages ou de sa culture. Évidemment, c'est trop beau pour être tout à fait vrai et ça ne se passe pas exactement comme cela dans la réalité. Car, comme tout bouleversement technologique, la révolution numérique permet tout et son contraire, le meilleur comme le pire. Le pire, c'est la domination des réseaux de diffusion, désormais planétaires, par quelques opérateurs hégémoniques. Dans la course qui s'engage, tous les participants sont égaux mais certains sont plus égaux que d'autres. Et, sur la ligne d'arrivée on risque de trouver plus de Goliath que de David, plus d'ogres anglophones ou chinois que de petits poucets francophones.

Mais le meilleur est parfois possible aussi et il n'y a pas de fatalité à la domination des plus puissants car, comme dit un proverbe haoussa, une petite cola vaut mieux qu'une grosse pierre et comme dit un autre proverbe, malien celui-là, une petite fourmi peut terrasser un éléphant pour peu qu'elle vienne le chatouiller à l'intérieur de la trompe. Or, dans le monde des technologies numériques, les petites colas et les petites fourmis peuvent avoir des effets étonnants.

La Tunisie nous en a fourni un excellent exemple, il y a bientôt deux ans, avec sa poignée de blogueurs qui a réussi à semer la panique dans l'ensemble du monde arabe. Quelques années plus tôt, il avait suffi de quelques visionnaires, agitateurs de réseaux sociaux, pour porter à la tête de la première puissance mondiale un fils de Kenyan né dans une île du Pacifique, éduqué en Indonésie et doté d'ancêtres alsaciens et cherokee.

Vive la diversité culturelle et merci aux réseaux numériques ! Grâce à ces réseaux, des voix audacieuses, minoritaires, atypiques, peuvent se faire entendre, dans un monde où on n'a plus le droit de se plaindre du nombre trop limité des canaux de diffusion.

Un peu partout dans le monde, les artistes sont de plus en plus nombreux aujourd'hui à court-circuiter les producteurs, les éditeurs et les diffuseurs en allant trouver leur public directement sur internet. Une fois qu'ils se sont affirmés de cette façon, la plupart finissent par renouer avec lesdits producteurs, éditeurs ou diffuseurs. Car le numérique ne fait pas disparaître le professionnalisme ni les métiers. Mais il favorise les raccourcis, les initiatives hors-cadre, les francs-tireurs.

C'est une chance pour la diversité, pour les pays non dominants, pour les stratégies fondées sur l'inventivité plutôt que sur la puissance. C'est donc une chance pour les pays francophones qui sont si nombreux mais si petits et, pour beaucoup d'entre eux, si faibles économiquement même s'ils sont forts culturellement.

Mais les nouvelles possibilités de diffusion offertes par le numérique sont aussi porteuses d'un danger : celui du morcellement, de l'émiettement. Le monde francophone est riche de la multiplicité de ses pays, petits pour la plupart ; il est riche de ses particularismes régionaux, religieux, culturels et linguistiques. Bientôt la Télévision numérique terrestre permettra de multiplier les canaux de diffusion : il deviendra possible de diversifier les contenus selon les langues, les régions, les tranches d'âge, les catégories socio-professionnelles, les communautés. Un exemple tout près de nous : dès la semaine prochaine, le groupe Africable lancera Maisha TV, la première chaîne féminine africaine.

Le temps où les parents et les enfants, les maris et les femmes écoutaient la même radio, regardaient la même télévision, ce temps-là sera bientôt révolu. De nouvelles frontières sont maintenant tracées. Elles traversent les familles mais, de plus en plus aussi, elles se jouent des Etats. On voit désormais des adolescents de classes moyennes qui parlent la même langue à Abidjan, Dakar, Tunis, Casablanca ou Marseille. Ils se comprennent entre eux mais ils ne vivent plus vraiment sur la même planète que leurs parents.

Dans ce monde nouveau, c'en est fini de la télévision de papa, avec sa nostalgie du monopole, avec ses programmes fédérateurs, son journal du soir qui se voulait aussi puissant qu'un appel à la prière, sa telenovela ou son feuilleton du ramadan qui était censé hypnotiser tout un peuple. Bientôt, il y en aura pour tous les goûts : du wolof, du tamazight, du bambara, du Swahili, du créole autant que de

l'arabe ou du français. Il y aura des chaînes sportives et des chaînes féminines ; des chaînes pour adolescents, des chaînes régionales. On voit bien tous les avantages mais aussi tous les risques.

Un paysage audiovisuel en mille morceaux cela peut être un désastre sauf quand ces mille morceaux sont ceux d'un puzzle et qu'ils peuvent s'assembler pour former un tout cohérent.

Voilà, me semble-t-il, l'enjeu des années à venir. On ne pourra pas empêcher l'émiettement. Mais il faudra transformer les miettes en puzzle ; canaliser les petits ruisseaux pour en faire de grandes rivières.

Ce n'est pas une utopie : un pays africain a connu ce processus de morcellement dans le secteur de la production audiovisuelle mais il a su en tirer une force, c'est le Nigeria. Au lieu de produire quelques dizaines de grands films, ce pays, s'est mis à produire des milliers de petits films. Cela aurait pu être un désastre mais cela a permis, au bout de quelques années, de créer les premières chaînes de télévision à diffusion internationale et à contenu 100 % africain. Et ces chaînes ont un impact sans cesse croissant. C'est pourquoi il ne faut pas avoir peur du foisonnement que vont inévitablement entraîner les technologies numériques. Si les chaînes fleurissent, il faut faire des bouquets. Si les sociétés sont fragmentées par la multiplication des médias, il faut les retricotter au moyen des réseaux sociaux. Le foisonnement numérique aura toujours du bon si on est capable de lui donner de la cohérence et c'est là où la coopération internationale entre pays francophones a un grand rôle à jouer. Cette coopération a nécessairement de beaux jours devant elle car, grâce au numérique, les échanges n'ont jamais été aussi faciles. On n'a pas besoin d'ordre de mission ni de bon d'essence pour se parler sur Skype. On n'a pas besoin du tampon d'un ministre pour envoyer un courrier électronique à l'autre bout du monde. On n'a pas besoin de débloquer des crédits pour échanger des informations, des idées, des images et des sons. Alors, faisons-le tout au long de l'année et n'attendons pas la grand-messe annuelle du SEFOR pour se jurer fidélité, avant de se quitter pour un an. Je me souviens d'une parole du grand cinéaste ivoirien Henri Duparc. À la fin d'un séminaire rassemblant des professionnels de toute l'Afrique de l'ouest francophone, il avait conclu par cette mise en garde : « attention, ici, nous avons agité des idées brillantes, nous avons pris de puissantes résolutions et puis, que va-t-il se passer quand chacun va rentrer chez soi ; nous n'entendrons plus parler des autres, nous oublierons de mettre en pratique ce que l'on s'est promis et, chacun de notre côté, nous allons redevenir les minables que nous sommes. »

Eh bien, grâce aux outils numériques, nous avons maintenant la possibilité de garder le contact après une rencontre comme le SEFOR et nous pouvons nous aiguillonner les uns les autres pour nous aider mutuellement à ne pas redevenir les minables dont parlait Henri Duparc.

Avant de conclure, je voudrai aborder la question de l'information, qui a fait l'objet d'une réunion avec Canal France International et AITV en amont de ce SEFOR. Dans le domaine de l'information, les technologies numériques allègent les coûts de transport des images et des sons, elles facilitent la mise en réseau des différents partenaires. Ces technologies, il faut absolument les exploiter pour aller au-delà des partenariats traditionnels par lesquels l'information remonte du Sud, est traitée au Nord avant d'être redistribuée vers le Sud. Ce schéma a sa place et il aura toujours sa place, mais il doit cohabiter désormais avec des partenariats Sud-Sud, des réseaux bâtis à partir du Sud et capables d'alimenter aussi les médias du Nord. Grâce au numérique, les radios et télévisions du Sud peuvent jouer le rôle d'acteurs et non plus de simples consommateurs d'information. Pour cela, il faut une véritable volonté d'autonomie, il faut regarder ce qui se passe hors d'Afrique francophone. J'étais il y a deux ans aux cérémonies du 50^e anniversaire du groupe Nation Media, le plus grand groupe de presse écrite et audiovisuelle d'Afrique de l'Est. Il n'y était pas question de flux de reportages tombant du ciel anglais ou américain par satellite. On y parlait de journalisme de terrain, de production d'information autonome, on voyait bien le dynamisme de la presse audiovisuelle. On voyait des médias puissants, capables de peser sur le destin de leurs pays, capables de contribuer à arrêter des guerres, comme le dramatique conflit post-électoral de 2008 au Kenya.

Je pense que l'Afrique francophone n'a pas encore pris le taureau par les cornes en matière d'information. Mais les technologies numériques offrent la possibilité de rattraper une partie du temps perdu et de sortir de la logique de dépendance. Cette logique-là n'a plus sa place dans le monde numérique. Car nous avons affaire à un monde nouveau où les boussoles ne vont plus éternellement pointer leur aiguille vers le Nord.

Merci de votre attention.

Discours de Concilie Nibigira, Ministre des Télécommunications, de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement

Excellence Monsieur le Premier Vice -Président de la République Représentant Son Excellence Monsieur le Président de la République ;

Excellences Messieurs les Anciens Présidents de la République;

Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République ;

Honorables Parlementaires ;

Honorable Ombudsman ;

Monsieur le Président de la Cour Suprême ;

Monsieur le Procureur Général de la République ;

Madame la Ministre des Télécommunications, de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement ;

Mesdames, Messieurs les Membres du Gouvernement ;

Monsieur le Président du CIRTEF ;

Monsieur le Représentant de l'OIF ;

Mesdames, Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et Consulaire accrédités au Burundi ;

Mesdames, Messieurs les Représentants des Organisations Internationales;

Monsieur le Président du Conseil National de la Communication ;

Monsieur le Directeur General de la RTNB ;

Mesdames, Messieurs les Responsables des Radios et Télévisions Publiques d'Expression Française ;

Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la RTNB ;

Chers participants ;

Distingués invités Tout Protocole Observé ;

Mesdames, Messieurs;

C'est un honneur et un réel pour le Ministère des Télécommunications, de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement, en son nom et en mon nom propre de prendre la parole à l'occasion de l'ouverture solennelle des travaux dédiés à la « XXIème Edition du Séminaire de Formation, SEFOR en sigle.»

Permettez-moi, de prime à bord, de me joindre au Directeur Général de la Radio Télévision Nationale du Burundi pour vous souhaiter la chaleureuse bienvenue dans la capitale Burundaise et

présentement dans les enceintes de Royal Palace Hôtel, hôte du présent Séminaire de Formation et j'espère que les conditions de votre accueil et installation ont été à la hauteur de vos attentes.

À ce titre, je voudrais adresser mes félicitations et remerciements aux organisateurs pour le travail abattu à ce jour. Leur contribution tant sur le plan technique, financier, logistique sont fort appréciés à leur juste valeur.

Je remercie de façon particulière Son Excellence Monsieur le Premier Vice -Président de la République et les Plus Hautes Autorités de notre pays qui, malgré leur agenda chargé, ont bien voulu rehausser de leur propre présence ces cérémonies. Cela traduit incontestablement l'intérêt et l'attention que les Plus autorités burundaises portent sur le secteur de radio télédiffusion.

Je ne manquerais pas de témoigner ma profonde gratitude à l'endroit du CIRTEF pour avoir choisi notre pays pour abriter cette important événement sous le thème « Culture Numérique: quelles stratégies pour les medias publics » au moment où le processus de migration de la Radiodiffusion Télévisuelle Analogique vers le Numérique vient d'être enclenché au Burundi.

En effet, Son Excellence Monsieur le Président de la République vient de mettre sur pied un Comité National de Pilotage de la Migration de la Radiodiffusion Télévisuelle Analogique au Numérique par Décret du 24 septembre 2012.

Aussi faut-il porter à votre connaissance qu'une Étude de Faisabilité Technique pour le Passage de la Radiodiffusion Analogique à la Radiodiffusion Numérique a été financée par le Secrétariat Exécutif des Technologies de l'Information et de la Communication, un Projet de la Banque Mondiale logé au sein de notre Ministère. Les conclusions de l'étude sont attendues pour la fin de cette année 2012.

Le SÉFOR constitue donc et sans nul doute, une meilleure opportunité qui s'offre pour Burundi dans la perspective du renforcement des capacités des intervenants dans le secteur de radiodiffusion télévisuelle et je ne doute un seul instant qu'au bout de la formation, les participants nationaux sortiront avec une meilleure appréhension des enjeux et avantages de la radiodiffusion télévisuelle numérique.

Excellences,

Honorables parlementaires,

Distingués invités,

Chers Participants,

Mesdames, Messieurs,

Comme vous le savez tous, le succès des politiques publiques visant la réduction de la fracture numérique ainsi que la croissance économique et la culture numérique dépendra largement de la disponibilité et l'utilisation à bonne escient du spectre en général et du dividende numérique en particulier.

Il n'est un secret pour personne que la convergence des technologies de l'Information et de la Communication bouleverse de plus en plus les offres de services des télécommunications et des média et favorise de nouvelles alliances ainsi qu'une intégration des entreprises évoluant dans ces secteurs. Elle constitue, ce faisant, un enjeu crucial aussi bien pour les pouvoirs publics, les opérateurs de télécommunications, les radiodiffuseurs, les régulateurs ainsi que les consommateurs du monde entier.

Bien évidemment, cette convergence contrarie le secteur de radiodiffusion télévisuelle qui s'était développé autour de l'analogique car elle incite non seulement au réaménagement, au niveau international et national, des fréquences mais aussi et surtout, à l'acquisition de nouvelles infrastructures et équipements sans oublier la formation des intervenants en la matière.

D'où la pertinence de l'organisation d'une telle manifestation sous l'égide du CIRTEF et de l'OIF. À ce titre, je constate avec satisfaction la qualité des formateurs, des participants, la masse des connaissances et la somme d'expertise et d'expérience présente dans cette salle.

Je peux me rassurer d'avance qu'au sortir du forum, les recommandations en termes de stratégies qui émergeront de vos travaux seront des choix politiquement réalisables, économiquement efficaces et efficients, financièrement sensés et socialement équitables et acceptables.

Mais au-delà du problème de la formation bien d'autres défis subsistent, c'est pourquoi, après la finalisation de l'Étude de Faisabilité évoquée plus haut, les besoins seront clairement identifiés et à cette période je me permettrai de revenir certainement à vous pour voir comment procéder à l'opérationnalisation de la numérisation pourra être bien exécutée.

Je me permets de vous informer que le Burundi compte à ce jour trois chaînes de radios publiques : la première et la deuxième chaîne de la Radio Nationale ainsi la Radio Scolaire Nderagakura et une chaîne de télévision publique. La gestion actuelle de ces dernières mérite d'être repensée pour s'adapter à l'environnement du numérique.

Excellences,

Honorables parlementaires,

Distingués invités,

Chers Participants,

Mesdames, Messieurs,

Je ne saurais clore mon propos sans m'adresser de façon particulière aux différents partenaires de coopération ci-présents en particulier la Banque Mondiale, l'Union Internationale des Télécommunications, le CIRTEF, l'OIF, TV5 Monde, CFI,... qui nous ont toujours accompagné et ne cessent de manifester l'intention de soutenir le secteur des médias et des TIC à travers des appuis multiformes.

Je profite de l'occasion qui m'est offerte pour les remercier vivement et leur demander de continuer à manifester leur appui. En ce qui me concerne, je vous assure de ma constante disponibilité pour explorer davantage les divers domaines de coopération.

C'est en vous souhaitant de fructueux travaux que j'invite Son Excellence Monsieur le Premier Vice - Président de la République pour Vous livrer son message et Vous recommande vivement de l'écouter attentivement.

Je vous remercie de Votre aimable attention!

Discours de S.E.M. Térance Sinunguruz, Premier Vice-président de la République du Burundi

Excellences Messieurs les Anciens Présidents de la République ;

Honorable Ombudsman ;

Honorables Parlementaires ;

Madame la Ministre des Télécommunications, de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement ;

Mesdames, Messieurs les Membres du Gouvernement ;

Mesdames, Messieurs les hauts cadres de la magistrature ;
Mesdames, Messieurs les hauts gradés de la FND ;
Monsieur le Président du CIRTEF ;
Monsieur le Représentant de l'OIF ;
Mesdames, Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et Consulaire accrédités au Burundi ;
Mesdames, Messieurs les Représentants des Organisations Internationales ;
Monsieur le Président du Conseil National de la Communication ;
Monsieur le Directeur General de la RTNB ;
Mesdames, Messieurs les Responsables des Radios et Télévisions Publiques d'Expression Française ;
Distingués invités ;
Mesdames, Messieurs;

Permettez-nous d'abord de rendre hommage à Dieu Tout Puissant qui nous a guidé jusqu'à ce jour où nous nous retrouvons ici, pour procéder à l'ouverture solennelle de la 21^{ème} Edition du SÉFOR sous le thème « *Culture Numérique : quelles stratégies pour les médias publics* ». Nous voudrions ensuite joindre notre voix à celle de Madame la Ministre des Télécommunications, de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement pour réitérer la chaleureuse bienvenue et un agréable séjour à nos illustres hôtes venus de tous les horizons. Que tout le monde se sente chez-soi.

Nous voudrions remercier de façon toute particulière Monsieur François GUILBEAU, Président du CIRTEF et Monsieur Pierre BARROT, Représentant de l'Organisation Internationale de la Francophonie qui ont volontairement accepté de rehausser de leur présence cette importante activité. Leur présence parmi nous témoigne non seulement de l'intérêt qu'ils accordent aux objectifs poursuivis par la présente édition mais aussi des excellentes relations d'amitié et de coopération qui existent heureusement entre notre pays et les organisations qu'ils représentent. Notre profonde gratitude et nos sincères salutations vont également à tous les participants au SÉFOR, formateurs, délégués et tous ceux qui se sont investis pour la réussite de cet événement.

Excellences,

Distingués Invités,

Mesdames, Messieurs,

Le thème retenu pour cette édition revêt un intérêt particulier en ce moment où les pays du monde entier s'attèlent à la réalisation de la migration de la radiodiffusion analogique au numérique et votre présence à ce rendez-vous marque sans nul doute, l'intérêt que vous portez sur le développement du secteur des radiocommunications à l'ère de la convergence des Technologies de l'Information et de la Communication.

C'est pourquoi, notre Gouvernement a fait le choix d'en faire son cheval de bataille à travers notre Politique Nationale de Communication et de Développement des Technologies de l'Information et de la Communication, ce qui traduit notre ferme volonté de repenser et restructurer, dans les prochains jours, le secteur de l'audiovisuel dans une perspective de convergence des technologies.

Pour notre pays, cette préoccupation légitime trouve une place de choix dans notre Document de Politique Nationale de Développement des TIC adopté en juillet 2011 ainsi que dans le Document de Politique Nationale de Communication qui sera incessamment endossé par les instances habilitées. Tous ces instruments de planification s'appuient sur les principaux outils de planification à savoir : la Vision du Burundi 2025 et le Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte Contre la Pauvreté, Deuxième Génération, qui vient de bénéficier d'une attention particulière au cours de la conférence des partenaires au développement de Burundi à Genève à la fin du mois d'Octobre. Ces outils ont

pour mérite de s'inscrire dans une perspective prenant en compte la convergence entre les TIC, les Medias et la Communication.

À ce titre, il me plait de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République du Burundi a déjà inscrit dans son agenda de la politique sectorielle de l'audiovisuel, la réalisation de la migration de la radiodiffusion analogique au numérique, la restructuration des entreprises publiques de presse à l'ère de la convergence, la revitalisation des organes de régulation des télécommunications et des médias ainsi que l'élaboration d'un cadre légal et réglementaire subséquent.

Et pour y arriver, notre Gouvernement a déjà bénéficié, de la part de la Banque Mondiale, un appui financier dont une partie est entrain de servir pour la réalisation d'une étude de faisabilité technique du passage de la radiodiffusion télévisuelle analogique au numérique au Burundi tandis qu'une autre sera affectée au financement de l'élaboration du cadre légal et réglementaire permettant la transition vers la radiodiffusion télévisuelle numérique de terre. Aussi, l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) vient également de nous faire part de son accord de principe pour accompagner le Gouvernement dans ce secteur sur certains aspects et le Bureau Régional de l'Afrique de l'UIT sera sous peu à pied d'œuvre.

Nous saisissons donc cette heureuse occasion pour renouveler nos vifs remerciements aux partenaires ci-haut cités mais aussi pour inviter d'autres partenaires à leur emboîter le pas.

Excellences,
Distingués Invités,
Mesdames, Messieurs,

Vous aurez compris donc que la tenue du SÉFOR à BUJUMBURA avec comme thème centrale « *Culture Numérique: quelles stratégies pour les medias publics* » dans notre pays constitue à la fois un atout et une opportunité pour les intervenants burundais dans le secteur de radiodiffusion et Télévision.

Nous ne doutons un seul instant qu'au bout des quatre jours de formation en ateliers, les participants sortiront avec une meilleure appréhension des enjeux, avantages et opportunités de la radiodiffusion numérique et seront, dès lors, à la hauteur de proposer, aux pouvoirs publics des pays respectifs, des stratégies appropriées pour la régulation des medias en général et la restructuration des medias publics en particulier.

Excellences,
Distingués Invités
Mesdames Messieurs,

Nous ne saurions terminer notre propos, sans remercier encore une fois les organisateurs de cet important événement ainsi qu'à tous ceux qui ont participé de près ou de loin à sa réussite. Je fais ici écho au CIRTEF, TV5Monde, CFI et à la RTNB. Je voudrais vous dire que le travail qu'ils ont déjà abattu est apprécié à sa juste valeur. Nos remerciements s'adressent également et de façon particulière au CIRTEF pour ses appuis et assistance multiformes dans le secteur de l'audiovisuel.

Nous réitérons enfin l'engagement du Gouvernement du Burundi de tout mettre en œuvre pour que ce forum soit couronné de succès.

C'est sur cette note d'assurance que nous déclarons solennellement ouverts les travaux de la 21^{ème} Edition du SÉFOR sous le thème « *Culture Numérique: quelles stratégies pour les medias publics* ».

VIVE LA COOPERATION DANS LE SECTEUR DE L'AUDIOVISUEL,
VIVE LA COOPERATION INTERNATIONALE,
QUE DIEU VOUS BENISSE !
NOUS VOUS REMERCIONS !

CONFÉRENCES INTRODUCTIVES.

Conférence de Gérard Mfuranzima, Représentant au Burundi de l'Association des Parlementaires Européens Partenaires de l'Afrique (AWEPA)

« CULTURE NUMÉRIQUE, QUELLES STRATÉGIES POUR LES MÉDIAS PUBLICS ? »

INTRODUCTION

Partout dans le monde actuel, des hommes et des femmes de tous âges utilisent le clavier et ont les yeux rivés sur un écran d'ordinateur ou d'un autre outil pour chercher des informations ou en échanger avec d'autres personnes. Cette situation de culture mondiale de l'information a fait aussi évoluer la radiotélévision de service public.

Fini en radio l'époque du Nagra et autres enregistreurs analogiques, des ciseaux, des scotchs pour le montage. Fini en télévision l'époque des caméras et magnétos trainés en tandem par deux techniciens du son et de l'image. Les technologies nouvelles ont révolutionné notre manière de collecter, de traiter et de diffuser les informations.

À l'ère de l'Internet, ces technologies de l'information et de la communication ont permis la naissance de nouveaux médias qui concurrencent les radios et télévisions de service public. Cette culture du numérique sur le plan mondial, associant télécommunications et informatique oblige nos radios et télévisions de service public à se remettre en cause, à revoir leur manière de travailler, à revisiter leur politique de programmation, leurs structures techniques, leur mode de fonctionnement, leurs organigrammes. Elle met véritablement en cause leur existence en tant qu'institution.

Ce séminaire de formation SÉFOR est une excellente opportunité pour réfléchir sur les orientations stratégiques et les options possibles pour mieux entrer dans cette culture numérique. C'est un nouvel environnement qui nous défie sérieusement ! Les radiotélévisions de service public doivent s'adapter au risque de disparaître ! Les radiotélévisions de service public n'ont d'autre choix que d'évoluer pour affronter l'avenir avec optimisme.

I. ETAT DES LIEUX DU NUMÉRIQUE AU SEIN DE NOS RADIOTÉLÉVISIONS DE SERVICE PUBLIC

La plupart des radiotélévisions de service public membres du CIRTEF ont déjà un pied dans le numérique. Certains outils de production et de montage comme des enregistreurs sonores, quelques caméras et des bords de montage sont un acquis. Les journalistes et les producteurs abandonnent de plus en plus les pratiques du temps de l'analogique. Les services chargés des approvisionnements en matériel ont gagné. Pour le prix d'une bande magnétique d'enregistrement sonore de 30 minutes en vitesse de 19,5cm/s, on acquiert facilement plusieurs disquettes d'enregistrement en numérique d'au moins 72 minutes chacune. Les appareils plus modernes permettent encore plus de performances, puisque la durée maximale du temps d'enregistrement dépend de la capacité de la puce mémoire de l'appareil.

Nos appareils de montage en audionumérique affichent des performances non moins importantes. La perte de la qualité sonore par copie n'est plus ressentie. Le montage se fait plus aisément par simples clics. Le mixage est devenu aisé. Et pour les appareils qui sont directement reliés aux cabines de diffusion, le journaliste n'a plus besoin d'emmener avec lui des bandes encombrantes au studio : il peut appeler n'importe quel élément sonore ou télévisuel, pourvu qu'il soit déjà identifié sur la Playlist.

Même l'archivage devient plus facile pour les préposés au service et pour les utilisateurs. La seule et grande difficulté réside plutôt dans l'acquisition des outils de transmission pour des raisons de contraintes budgétaires.

II. IDENTIFICATION DES PROBLÈMES COMMUNS

Nos radiotélévisions de service public ont des problèmes qui peuvent se résumer en quatre rubriques : la formation, la production, l'administration, les moyens (techniques et financiers).

Au niveau de la formation, certains journalistes et techniciens atterrissent encore dans le métier de l'audiovisuel sans s'être bien préparé. Beaucoup d'entre eux subissent la formation sur le tas.

La production et la programmation peuvent être améliorées pour mieux attirer les auditeurs et téléspectateurs qui se tournent rapidement vers les chaînes privées et les chaînes internationales ⁽¹⁾.

La planification devient un exercice difficile pour les responsables des médias de service public obligés de gérer des ressources matérielles et financières insuffisantes. Pour la même raison, la maintenance des équipements surtout de diffusion est une gageure.

Au niveau de l'administration, point n'est besoin de signaler les difficultés de gestion d'un personnel pléthorique, engagé selon des critères peu clairs, un personnel parfois mal réparti dans les services, encore que les mieux formés partent souvent pour d'autres destinations pour deux raisons majeures : le salaire peu motivant et le mérite non valorisé.

Quant aux moyens matériels et financiers, même si nos radiotélévisions de service public reçoivent des subsides des États, les budgets sont toujours insuffisants surtout pour les investissements, encore que dans la plupart de ces États l'environnement économique est défavorable.

III. MISSION DES RADIOTÉLÉVISIONS DE SERVICE PUBLIC

Nos radiotélévisions ne doivent pas se départir de leur mission de service public même dans le nouvel environnement numérique. Cette mission est naturellement fixée par l'autorité étatique, mais elle peut se résumer ainsi : **garantir le droit du citoyen à l'information**. C'est une mission qui est appelée à s'étendre aux nouveaux services et plates-formes technologiques diversifiés et rendus possibles par le numérique. C'est une mission qui doit s'exercer dans un cadre juridique propice à l'éclosion de la liberté de l'information et à l'indépendance éditoriale. Il se pose dès lors ici cette question : comment garantir le pluralisme et la liberté d'information et de communication ? La réponse est simple à donner, mais difficile à mettre en œuvre dans la plupart de nos États : doter les professionnels des médias d'un statut officiellement reconnu ainsi que d'une bonne loi régissant la presse. La préservation de cette mission de service public ne pourra être possible que dans un environnement médiatique sain. Cela ne dépendra évidemment pas que des pouvoirs publics. Les journalistes, les techniciens, le personnel d'appui, les cadres de nos radiotélévisions y ont une large part. Le problème est que dans un avenir proche, nos radiotélévisions courent le risque de se

⁽¹⁾ Nos auditeurs et téléspectateurs se lassent des longs discours et interviews des dirigeants, non pas qu'ils soient inintéressants, mais mal placés sur la grille des programmes

retrouver en train de ne fournir des services qu'à ceux qui auront été capables de s'offrir le matériel de réception numérique.

Pour préserver la mission de service public, il nous faudra notamment être inventif et agressif, aller vers le public. Il nous faudra certainement modifier nos structures actuelles pour les adapter aux nouvelles conditions imposées par le numérique. Sur le plan des principes fondamentaux, il est clair qu'il ne faudra pas dévier de la ligne de conduite qui a consacré l'universalité, la diversité, la responsabilité et l'indépendance comme lignes de faite des services publics.

Car le service public signifie servir tous les citoyens sans ostracisme, et ne pas être disponible uniquement pour certains groupes sociaux. La radiotélévision de service public doit aussi disposer d'une large gamme de contenus médiatiques, des contenus intéressants le public. La mission de service public s'entend également comme un souci constant de permettre à la démocratie pluraliste de fonctionner efficacement, et que les citoyens aient la possibilité de faire des choix éclairés, en toute responsabilité, entre diverses options politiques leur présentées. La mission de service public signifie enfin des contenus médiatiques préservant et développant la culture et l'identité nationale et tenant compte de la diversité, tout en maintenant la cohésion sociale.

Bref, nos radiotélévisions de service public gagneraient à revoir leur manière de travailler, leur manière de gérer le processus de production, leurs infrastructures techniques, leur organisation... pour être efficace, vivant, évolutif, capable de faire face à ce nouvel environnement, sans perdre leur identité ou leurs valeurs fondamentales.

IV. VISION DES RADIOTÉLÉVISIONS DE SERVICE PUBLIC

Dans la plupart de nos États membres du CIRTEF l'évolution technologique de l'analogique vers le numérique est passée de la phase de la radiotélévision unique à fréquences hertziennes à la phase de choix multiple entre plusieurs chaînes dont certaines diffusent par câble ou par satellite.

Hier le public n'avait d'autre choix que les programmes lui proposés et qu'il devait écouter ou regarder selon les chaînes et selon les grilles. Aujourd'hui un pas qualitatif est fait : le public a le choix entre de multiples chaînes. Il a seulement besoin de connaître les programmes. Demain, le numérique permettra au public d'écouter sa radio ou regarder sa télévision par demande. Il n'aura besoin ni de chaîne ni de grille de programme... Il pourra choisir parmi une large gamme d'offres de médias différents de regarder sa télévision ou écouter sa radio lorsqu'il le souhaite, grâce notamment à la technologie de l'Internet et la disponibilité de celui-ci à la maison. Il aura droit à un contenu multimédia alliant sons, images, textes, graphiques et autres données.

Bientôt la phase de l'analogique hertziennes va être inutile et interrompue. Les échéances ont d'ailleurs été déjà fixées pour adoption, tout au moins au niveau de l'Union Africaine :

Décembre 2012 : adoption d'une norme commune de diffusion numérique au niveau sous régional et régional en Afrique.

Juin 2013 : finalisation de l'établissement du cadre législatif et réglementaire national pour la transition à la télévision numérique et l'attribution des dividendes numériques.

Juin 2013 : fin des activités de planification de fréquences (nationales et internationales) pour le déploiement de la télévision numérique et l'extinction de l'analogique.

Septembre 2013 : début du déploiement de la télévision numérique

Juin 2014 : début de l'extinction de l'analogique dans la bande UHF

17 Juin 2015 : fin de l'extinction de l'analogique dans la bande UHF

La vision de nos radiotélévisions nationales pourrait donc être conçue comme (1) une radiotélévision numérique (2) offrant des services à la demande (3) dans un éventail varié de formats (4) dans une multiplicité de plates-formes (5) et une multiplicité de normes de diffusion.

Une radiotélévision de service public à technologie numérique, offrant des services de qualité dans un environnement médiatique de pluralisme et de liberté d'information

V. DÉFIS ET OPPORTUNITÉS OFFERTES PAR LE NUMÉRIQUE EN RADIO ET TÉLÉVISION DE SERVICE PUBLIC

Les défis à relever par les radiotélévisions de service public sont nombreux :

- Comment préserver la mission de service public surtout en période de transition technologique ?
- Comment améliorer les contenus à offrir sur les différents formats de diffusion numérique ?
- Comment assurer un accès universel et transparent à tous ces contenus ?
- Comment concilier le respect des missions de service public avec la nécessité de partenariats, publics-publics et public-privé en termes de coproductions ?
- Comment adapter les structures de nos radiotélévisions au nouvel environnement ?
- Comment créer une synergie entre les organes d'une même station de radiotélévision (radio, télévision, internet, par exemple)?
- Comment occuper l'espace libéré par le dividende numérique ?
- Comment freiner la perte d'audience surtout chez les jeunes et les inciter à revenir vers nos contenus socioculturels, surtout les programmes et les services d'informations ?
- Comment, à travers les nouveaux services, stimuler une participation démocratique plus large du public et l'impliquer davantage dans la création des contenus et des formats?

Il n'y a pas dans l'immédiat de réponse à toutes ces interrogations. Mais les opportunités offertes par le numérique laissent penser à des pistes possibles :

- Défendre un calendrier commun au sein des ensembles régionaux (CEDEAO, CEEAC, EAC, SADC, Maghreb) ;
- Suivre le marché des décodeurs de l'analogique vers le numérique ;
- Prendre des mesures incitatives financièrement pour les consommateurs (par exemple distribuer des postes récepteurs numériques à crédit, réduire la fiscalité pour les importations des TV numériques) ;
- Commencer rapidement sur le plan nationale des campagnes d'information et de communication sur le passage de l'analogique au numérique (suivre l'exemple du Ghana) ;
- Exiger que les fréquences libérées grâce aux dividendes numériques restent la propriété des radiotélévisions de service public même après l'interruption de l'analogique.

La réussite de la radiotélévision de service public dans un environnement numérique concurrentiel dépendra de notre capacité à offrir au public un contenu qu'il souhaite sur des plateformes d'utilisation simple et sur un mode accessible.

Actuellement la plupart des radiotélévisions disposent d'un site web offrant beaucoup de services : radio en diffusion continue et en direct, Web Radio, Radio à la demande avec possibilité d'écouter des programmes par le biais d'un navigateur ou d'un moteur de recherche.

VI. Quelques propositions d'orientations stratégiques pour mieux entrer dans la culture numérique

Nous devons nous convaincre que les stratégies des radiotélévisions de service public pour entrer dans la culture numérique sont possibles malgré l'environnement de forte concurrence et de mutation technologique dans lequel nos médias évoluent. Avec l'arrivée de la fibre optique dans certains de nos pays, et donc l'utilisation de l'Internet à très haut débit, plusieurs choses vont encore changer dans le sens de la production et de la diffusion des images, des sons et d'autres données par nos radios et télévisions.

Axe stratégique n°1 : Développement technique

Il va sans dire nos professionnels des médias publics vont devoir régulièrement remettre la pendule à l'heure pour être présent sur le numérique, pour adapter les contenus des programmes existants sur les formats adéquats, pour produire et diffuser de nouveaux services. Les journalistes devront marcher avec le temps, suivre l'évolution lui imposée par le public de plus en plus accroc au numérique, suivre la tendance, aller là où va le public, et non seulement attendre que le public vienne vers eux. Cela va vous permettre de récupérer une partie du public surtout les jeunes qui se détournent de la radio et de la télévision en faveur de l'Internet. Demain, nos radios et télévisions devront les rejoindre sur d'autres nouveaux médias comme le téléphone mobile offrant la possibilité vidéo, ainsi que sur Internet.

Axe stratégique n°2 : Développement éditorial

Nos radiotélévisions de service public ont perdu depuis bientôt vingt ans (en Afrique du moins) le monopole d'information. Le début des années 90 a vu naître plusieurs autres stations de radios et de télévisions privées qui nous ont pris des auditeurs et téléspectateurs. Les nouveaux médias rendus possibles grâce au numérique nous en prennent encore. Alors, que faire ? Il faut retenir ceux qui nous sont restés fidèles et en attirer d'autres en leur offrant des contenus intéressants, attractifs, organisés... Grâce à l'outil numérique en montage et en mixage notamment, il devient possible de donner un nouveau look à nos télévisions. Nous devons retravailler nos anciennes recettes qui ont fait les délices de la radio par une bonne conception des émissions, donner encore l'envie d'écouter la radio, donner aux émissions la couleur, par un discours organisé, accrochant, retenant l'auditeur, lui donnant envie de revenir, le fidélisant... Et tout cela est toujours possible !

Axe stratégique n°3 : Appropriation des nouvelles technologies à l'interne

Nos radiotélévisions de service public disposent des atouts pour réussir la transition vers le numérique. Seulement il y a encore des handicaps dont la difficulté à l'interne même de s'approprier les outils numériques. Or les journalistes, les techniciens, les monteurs, les réalisateurs, les archivistes... bref tous les métiers de l'audiovisuel public doivent s'ajuster, adopter de nouveaux modes de production, inventer de nouveaux formats. Des résistances existent, on le sait, dans le processus de changement. Les dirigeants des médias publics doivent pouvoir s'appuyer notamment sur les personnels les plus intéressés par ce nouvel environnement technique, cette nouvelle culture numérique, pour entraîner les autres. Il est évident qu'il faut à tout le monde des formations. Les dirigeants des radiotélévisions de service public, vous devez voter des budgets conséquents pour les formations de vos personnels à ces formats numériques.

Axe stratégique n°4 : Réorganisation interne

De nouveaux services doivent être créés au sein des organigrammes de nos radiotélévisions pour y intégrer les nouveaux modes de production et de distribution des contenus. Cette réorganisation doit être pensée dans le sens de faire des programmes conçus en fonction d'une distribution multimédia, permettant une interaction avec le public, c'est-à-dire un feed-back, des avis et commentaires du public. Ces programmes doivent aussi durer le plus longtemps possible sur les sites web de nos radiotélévisions pour permettre une audience de masse au public.

Axe stratégique n°5 : Distribution multi support des contenus

Les responsables des radiotélévisions de service public ne vont plus se contenter de remplir les cases grilles des programmes. Ils doivent au contraire imposer plusieurs supports capables de générer de l'audience. C'est une stratégie offensive vers le public. Évidemment pour réussir, il va falloir faire des investissements supplémentaires pour l'acquisition des outils de production et de diffusion, pour la mise en place de ce nouveau processus de production, pour la création des nouveaux services interactifs : le *podcast*, la distribution de programme sur demande, la télévision de rattrapage... ou l'archivage numérique.

Tout cela va demander de l'argent ! Comment financer tout ce changement due à la mutation technologique de l'analogique vers le numérique ? Bien sûr vous vous tournerez vers l'État, mais il faudra aussi une réorganisation et une redynamisation des services commerciaux pour compléter les subdélégations financières consenties par les Ministres des Finances.

Axe stratégique n°6 : Renforcement des partenariats

Les radiotélévisions francophones de service public ont la chance de disposer d'un organe de partage et de solidarité qu'est le CIRTEF. Ce réseau mondial de solidarité leur sera encore et pour longtemps d'une grande utilité, notamment pour les échanges des programmes bien travaillés, pour les formations, les coproductions et autres offres de contenus à diversité culturelle. Au-delà de cette solidarité internationale, certaines radiotélévisions de service public ont appris également à compter sur des synergies entre médias nationaux lors des événements particuliers comme les élections. Or il s'est avéré que ces partenariats sud-sud ont toujours été de type « gagnant-gagnant ». Tous les médias y trouvent leur compte et les partenaires financiers apprécient hautement ce genre d'exercice. Cela s'est vérifié notamment lors des élections générales de 2005 et de 2010 au Burundi. La RD du Congo a été séduit par cette expérience. Le Rwanda l'a également tenté.

Pour conclure, je reviens encore une fois sur l'essentiel pour dire qu'il faudra aux responsables actuels des médias publics assez de courage pour prendre les changements en vue à bras le corps et non les subir, rester présent et vigilant, s'adapter, évoluer, être prêt aux changements, affronter l'avenir avec optimisme, forger le destin de vos radiotélévisions, garder à l'esprit le service public, c'est-à-dire ne jamais perdre de vue le public que vous servez.

Conférence de Pierre Barrot, Responsable de programmes chargé de l'audiovisuel et de la promotion de l'image à l'Organisation Internationale de la Francophonie

L'ENJEU DES CONTENUS DANS LA PERSPECTIVE DE LA DIFFUSION NUMÉRIQUE

Le passage à la diffusion numérique multiplie les canaux disponibles et permet l'apparition de nouvelles chaînes de radio et de télévision pour lesquelles la question des contenus se pose inévitablement. Lors d'une précédente révolution technologique, celle qui a vu la diffusion par satellite se généraliser dans les années 80 et 90, on a eu le sentiment que les tuyaux précédaient les programmes et que l'augmentation des capacités de transmissions devançait de très loin celle des contenus.

Face à la généralisation de la diffusion numérique, il est légitime de se demander si les pays du Sud parviendront à développer leur production assez vite pour éviter une pénurie de programmes ou un envahissement des nouveaux canaux disponibles par des programmes importés.

Mais il semble qu'aujourd'hui, l'élargissement des possibilités de diffusion se produise dans un contexte d'expansion de la production et de diversification de l'offre de programmes. Il y a une vingtaine d'années, les télévisions africaines avaient très peu de programmes locaux à se mettre sous la dent et l'offre de programmes extérieurs venait principalement des États-Unis (films et séries), du Brésil (télénovelas) et de la France (programmes offerts par Canal France International).

Aujourd'hui, les chaînes africaines se voient proposer des télénovelas du Brésil mais aussi du Mexique, de Colombie, du Chili, d'Argentine, ainsi que des feuilletons indiens, chinois, philippins coréens ou turcs. On assiste donc à une mondialisation de l'offre qui peut paraître inquiétante, vue d'Afrique. Mais cet élargissement de l'éventail des fournisseurs a permis de voir apparaître aussi des contenus africains. La société Côte Ouest, principal pourvoyeur de programmes des chaînes d'Afrique francophone propose désormais des fictions d'Afrique du Sud, du Nigeria et du Kenya, doublées en français.

On serait tenté de dire : tout le monde produit, tout le monde exporte, sauf l'Afrique francophone ! Ce n'est pas exact. La production d'Afrique francophone progresse elle aussi, en quantité et en qualité. Si elle n'a pas encore fait son apparition sur les marchés internationaux de programmes, c'est qu'aucun des pays concernés ne peut utiliser comme tremplin un marché national aussi consistant que ceux du Brésil (200 millions de consommateurs) de l'Inde (1,3 milliards) ou même du Nigeria (150 millions).

Mais la montée en puissance de l'Afrique francophone est bien réelle et elle est même spectaculaire, pour peu que l'on veuille bien y regarder de près. Si l'on consulte l'un des inventaires les plus précis qui aient été menés il y a dix ans, l'étude réalisée sous l'égide de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (et adoptée en 2004), on constate que 13 séries télévisées à potentiel de diffusion international avaient été produites entre 1999 et 2002 par des structures ouest-africaines. L'ensemble de ces séries représentait 230 épisodes de 26 minutes sur les quatre années considérées, soit à peine plus d'un épisode par semaine. À l'époque, l'Afrique centrale et les autres régions d'Afrique francophone produisaient très peu, voire pas du tout certaines années.

On peut donc estimer que l'ensemble de la production ne dépassait guère ce seuil d'un épisode de série par semaine, pour les 22 pays d'Afrique francophone.

Où en est-on aujourd'hui ? Aucune étude exhaustive du même ordre que celle de l'UEMOA n'est disponible. Mais on peut s'appuyer sur quelques indicateurs. Par exemple, le nombre des projets de séries de fiction déposés auprès du Fonds francophone de production audiovisuelle du Sud. Pour la seule année 2012, on en compte 35, représentant au total l'équivalent de 931 épisodes de 26'.

On peut objecter le fait qu'il s'agit de projets et qu'une partie d'entre eux ne verra pas le jour. Mais on doit aussi tenir compte du fait que bon nombre de producteurs de séries télévisées ne sollicitent pas le Fonds francophone.

Un autre indicateur, peut-être plus sûr, puisqu'il concerne des productions déjà disponibles, est le site TV5 Monde + Afrique. Début novembre 2012, on pouvait y visionner 18 séries de fiction d'Afrique francophone, pour un total équivalent à 751 épisodes de 26'.

Ce qui paraît donc à peu près certain, c'est qu'aujourd'hui, on n'en est plus à un épisode de série par semaine comme au début des années 2000 mais vraisemblablement à deux ou trois épisodes par jour, ce qui voudrait dire que la production a été multipliée par 15 ou 20 en dix ans.

Cette production est-elle suffisante, en quantité, et satisfaisante, en qualité ? Certainement pas. La meilleure preuve, c'est qu'elle n'a pas encore réussi la moindre percée hors de la zone francophone ⁽¹⁾.

Cette production a donc encore besoin d'être aidée et les premiers à pouvoir l'aider sont les responsables des chaînes de télévision africaines. Ces chaînes ont déjà contribué à l'essor de la production car cela fait des années que les directeurs de programmes réclament du contenu africain. Cette demande a conduit CFI à investir dans la production indépendante pour nourrir sa banque de programmes de documentaires et de fictions africaines.

Mais les chaînes de télévision africaines, en particulier les chaînes publiques, pourraient faire plus. En produisant elles-mêmes ? Pourquoi pas ? Mais, la plupart du temps, elles sont mal placées pour obtenir des financements complémentaires à leur propre budget et pour gérer avec la souplesse nécessaire la production d'émissions de stock. Elles se montrent donc plus efficaces lorsqu'elles coproduisent : c'est ce qu'a fait la télévision malienne pour la série « Les rois de Ségou », écrite et réalisée par l'un de ses réalisateurs mais produite par la société de ce dernier, Brico Films, avec un autre partenaire privé, Sarama Films.

Si l'on veut rendre les séries d'Afrique francophone concurrentielles par rapport aux telenovelas d'Amérique latine, il faut leur permettre d'atteindre des durées comparables (plusieurs centaines d'épisodes) et des budgets plus importants. Certes, on n'arrivera probablement jamais aux 350 000 dollars ⁽²⁾ par épisode que le géant brésilien TV Globo peut aligner sur certaines séries, mais il est nécessaire de dépasser les niveaux de budget actuels (vraisemblablement autour de 5000 euros par épisode de 26' pour la plupart des séries burkinabè ou ivoiriennes).

Il faut aussi que les responsables des chaînes africaines comprennent qu'une série de 300 épisodes ne se fait pas d'un claquement de doigts. Les telenovelas qui déferlent sur l'Afrique ont été produites, dans leurs pays d'origine, en plusieurs saisons, étalées sur plusieurs années.

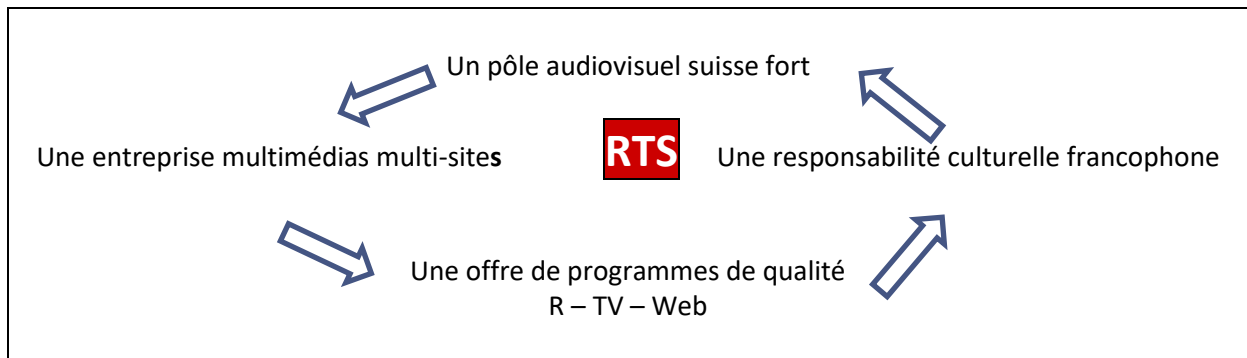
Côté africain, il faut se souvenir que la première série d'Afrique francophone à avoir atteint 300 épisodes (« Ma famille ») a dû surmonter des obstacles inconcevables : non seulement elle n'a été préfinancée par aucune télévision mais les producteurs ont même dû acheter le temps d'antenne de la télévision ivoirienne pour la diffuser ! Aujourd'hui, heureusement, la même télévision achète les programmes dont elle a besoin et encourage les producteurs indépendants. Ils en ont grand besoin et l'essor de la production en Afrique francophone dépend largement de la qualité de leurs relations avec les télévisions.

⁽¹⁾ Du côté de Canal France International, on évoque le projet de doubler en anglais la série « Super flics » et du côté de la société « Côte Ouest », on parle aussi de doubler en anglais des fictions francophones (Côte Ouest diffuse actuellement deux séries de Côte d'Ivoire, « Histoire d'une vie » et « La villa d'à côté »).

⁽²⁾ Chiffre cité par Michael Dearham, de la société Côte Ouest dans le numéro d'octobre 2012 de la revue Screen Africa.

CONFÉRENCE EN PLÉNIÈRE

Conférence de Gilles Marchand, Directeur de la RTS
« Une intégration Radio-TV-Web »



Public « AAA »

Anytime
Anything
Anywhere

Intégration des images, sons, textes

Numérisation de la distribution



Toujours connecté



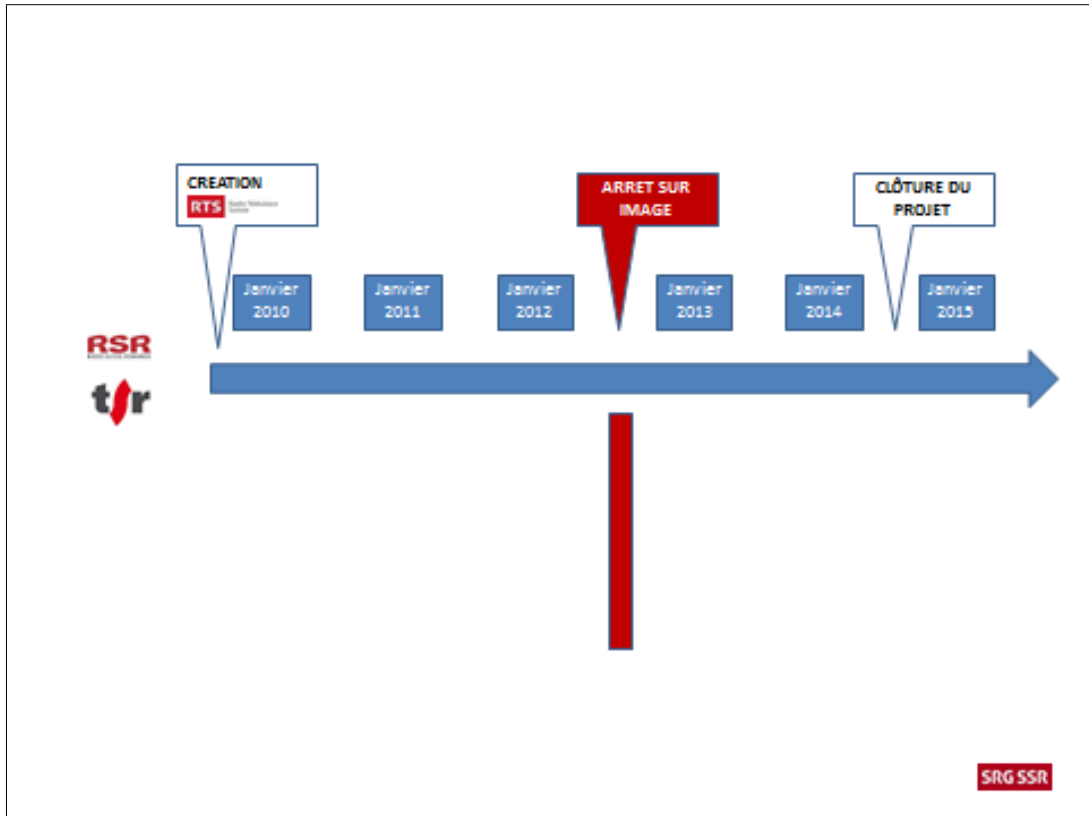
Le volume du trafic double tous les 7 mois dans le domaine de la téléphonie mobile.



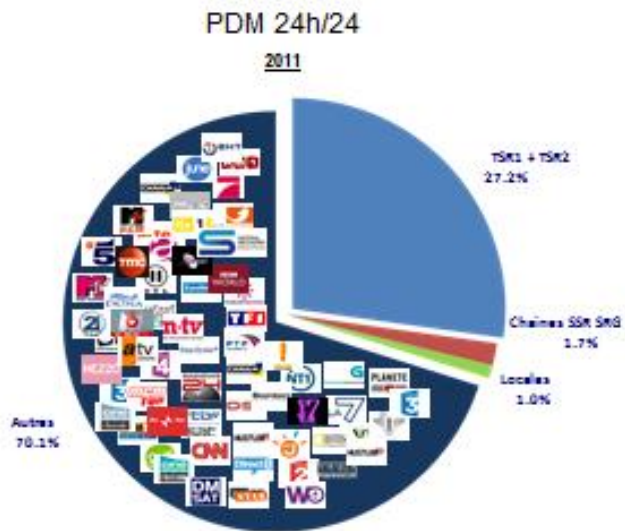
Le «triple play» de l'intégration radio-tv-web

- Plus d'intelligence
- Plus d'impact
- Plus efficacité

SRG SSR

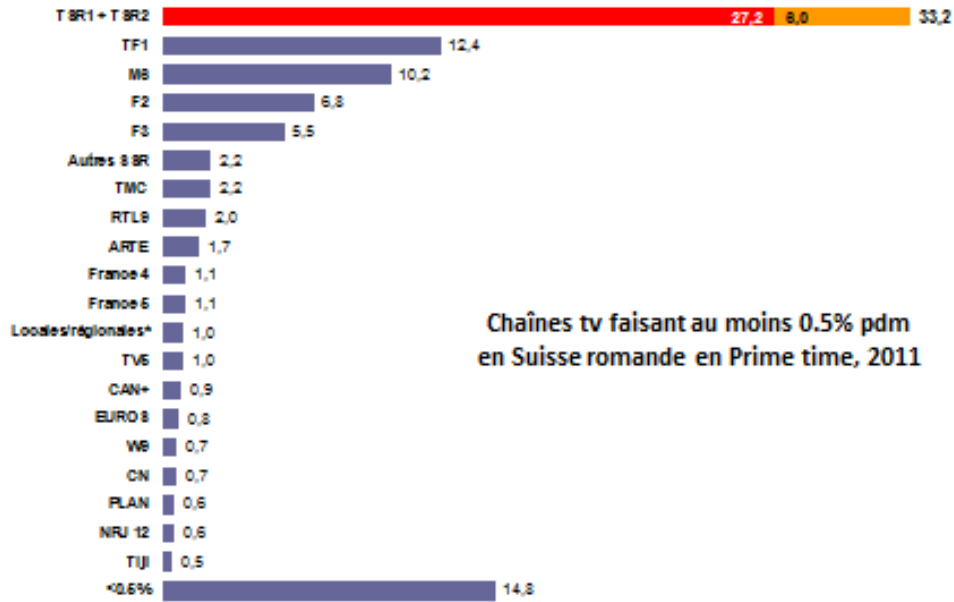


Marché TV Suisse : 70% de chaînes étrangères



Source: RTG-Budes, en audience / panel TV Médiasuisse

Un marché TV éclaté en Suisse



Chaînes tv faisant au moins 0.5% pdm en Suisse romande en Prime time, 2011

SRG SSR

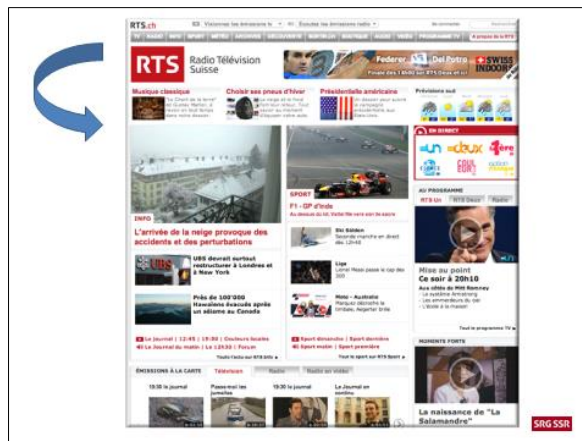
Marché radio en Suisse: 70% local !



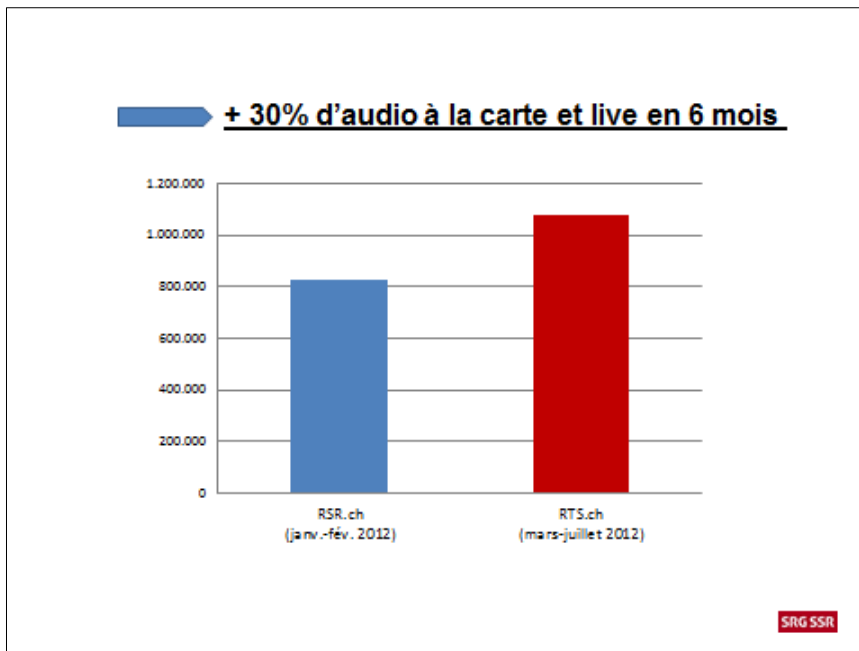
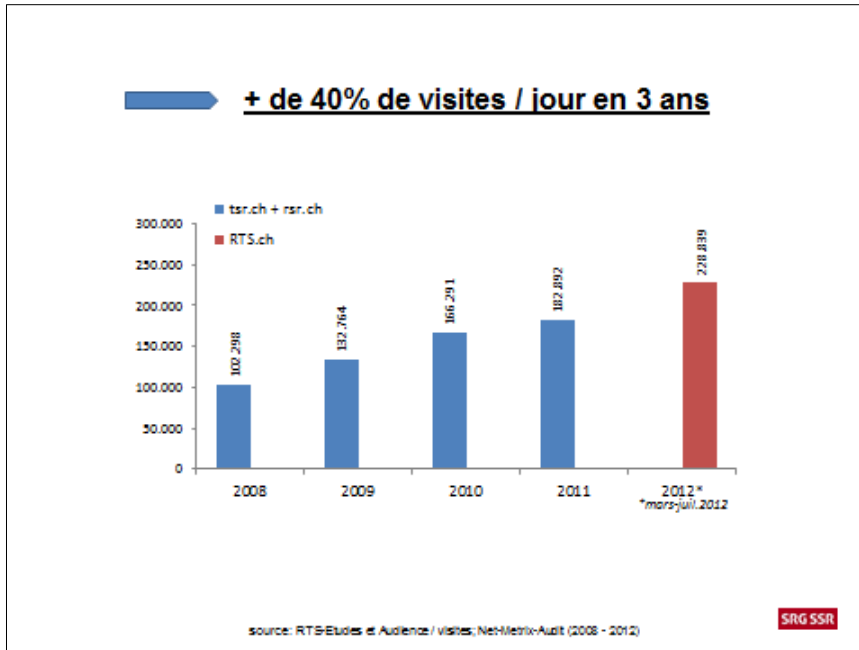
SRG SSR



SRG SSR



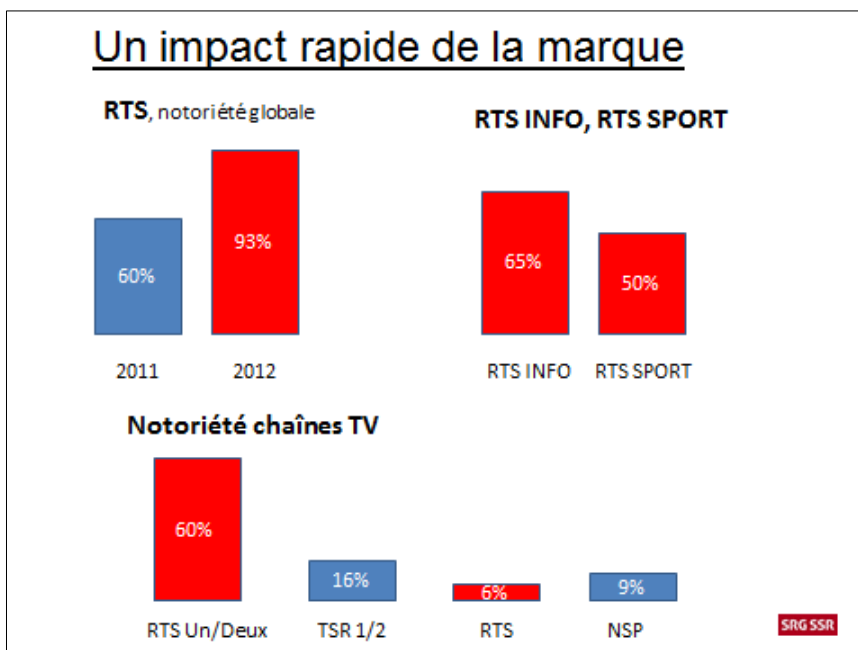
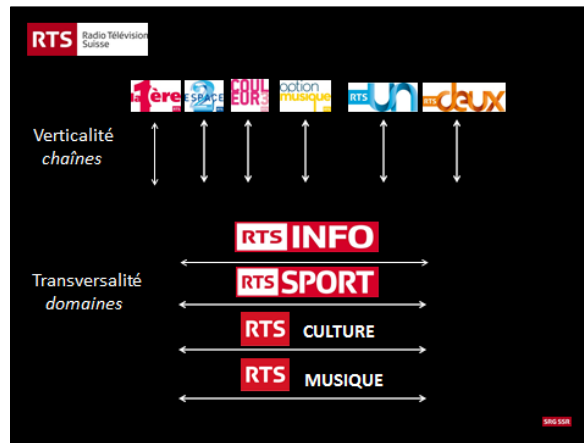
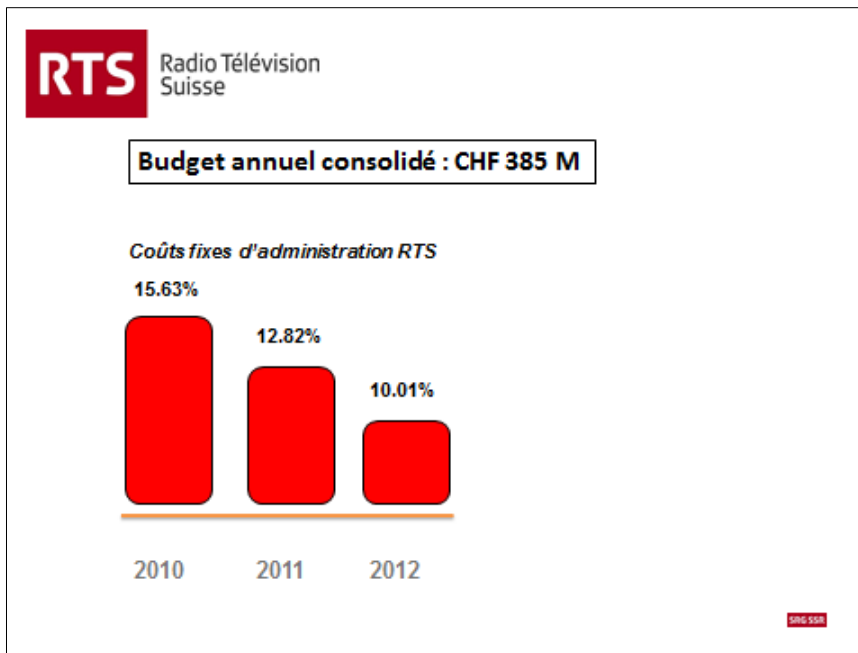
SRG SSR



Bilan global après 2 ans

RTS

SRG SSR



75% du projet atteint en deux ans et demi

++

- + **Entreprise RTS**
- + **Convergence numérique (rts.ch, rts info.ch, rts sport.ch)**
- + **Marques, promotion, communication**
- + **Baisse coûts administratifs, économies**

SRG SSR

75% du projet atteint en deux ans et demi

+/-

- +/- **Augmentation quantité production**
- +/- **Culture d'entreprise, confiance entre médias**

SRG SSR

75% du projet UNO atteint en deux ans et demi

-

- **Mobilités professionnelles internes insuffisantes**
- **Réinvestissement des économies dans le programme**

SRG SSR



Exposé de Roger Roberts (RTBF) lors de l'Atelier « Information et Pluralisme » du 7 novembre

Culture numérique : quelles stratégies pour les médias publics ?

L'objectif de cette présentation était d'interpeller le concept de culture numérique et de formuler avec l'aide des participants des concepts susceptibles de donner un cadre logique à l'univers audiovisuel numérique. Pour ce faire, le conférencier a distribué un formulaire reprenant quatre questions jugées particulièrement pertinentes. À la fin de cette séance interactive, les hôtes ont distribué le document comportant les réponses aux valeureux participants. Ci-dessous, une compilation des questions/réponses.

Une rupture technologique produit un contexte neuf et s'accompagne généralement d'une irruption de termes et d'une redéfinition d'un vocabulaire courant. Dans le cas présent, il s'agit de questionner les concepts d'information (dans un contexte de virtualité numérique), de média (au sens éditorial) et de publication (réseaux de distribution universels).

Dans les faits, l'idéal serait de procéder à une tabula rasa conforme au rationalisme de Descartes. Il s'agit bien de distinguer d'une part ce qui est de l'ordre de l'humain, et d'autre part ce que la machine va assurer dans un avenir proche. Comment déconstruire des modèles familiers (fondés sur l'éducation et la culture) en vue de doter l'univers informatique de règles susceptibles de gérer le volume croissant de données stockées dans de multiples endroits ?

Question 1 : l'univers informatique repose sur la création et le stockage de données. Comment concilier dans ce cadre une approche basée sur des concepts d'information et de communication ?

Réponse : **Définition des concepts : Information et communications :**

- L'industrie informatique manipule des données. Les données sont une représentation de faits, concepts ou instructions, formalisées en vue d'un stockage par des outils et un traitement par l'humain.

L'information et la communication reposent sur les concepts suivant :

- L'information est la signification que l'humain assigne aux données au moyen de conventions en vue d'une interprétation, d'une communication.
- La communication est un processus par lequel des organismes vivants définissent et partagent de la signification. La communication requiert un émetteur, un message et un récepteur. Elle peut se faire à distance dans le temps et l'espace. Le processus de communication est complet une fois que le récepteur a manifesté auprès de l'émetteur sa bonne réception et compréhension du message. Ce processus exige que l'émetteur et le récepteur partagent un univers linguistique et sémiologique.

À l'analyse, les technologies de l'information et de la communication ne recouvrent nullement l'ensemble de ces concepts. Il y a, comme qui dirait, une erreur d'acronyme, un abus d'appellation ! Pour l'essentiel, ces outils manipulent et transportent des données.

L'objectif est de mettre en œuvre une technologie manipulant des métadonnées. Le "méta" étant une couche permettant d'accéder à la signification d'une donnée à la fois accessible par des humains ou des machines.

Question 2 : dans l'univers analogique, les médias disposaient d'une définition liée à leur mode de fabrication et de distribution. Chaque média disposait d'une forme éditoriale et d'un réseau de distribution spécifiques. La convergence numérique a engendré l'apparition de plateformes multimédias. Comment, dans ce contexte, définir le concept de média ?

Réponse : **Définition d'un media :**

Les media de télédiffusion reposent pour une part importante sur la captation en direct ou la représentation différée de «performances». Dans l'art de la représentation, les actions d'un acteur ou un groupe d'acteurs à un endroit particulier et dans un moment particulier constituent le spectacle qui est retransmis via des réseaux. Cet art de représentation peut concerner n'importe quelle situation impliquant quatre éléments de base : temps, espace, interprète et interactions avec l'assistance. Dans le domaine de la radiodiffusion, l'assistance est une partie virtuelle de cette représentation.

Un media est donc par définition du contenu. Sa gestation est aux mains d'artisans impliqués dans un processus collaboratif, souvent fort éloigné des technologies informatiques. Pour preuve la rédaction de scénarii sur base textuelle qui est toujours d'actualité.

Dans un univers virtuel, le media requiert une gestion de la connaissance (knowledge management). Du point de vue conteneur, il doit pouvoir combiner, en fonction d'une logique éditoriale, différents modes d'expression (textes, audio, vidéo, ...) décrits et indexés dans une globalité et dans une temporalité. Ce conteneur qui intègre les objets physiques (fichiers) doit disposer d'une structure en évidence pour un traitement informatique.

Question 3 : l'apparition du pc au début des années 80 a permis la généralisation d'une informatique pragmatique. L'essentiel des applications offrait des solutions destinées à combler des besoins simples comme l'édition de textes, des feuilles de calcul, des traitements d'images. L'évolution technologique requiert une approche nouvelle de cet univers numérique, comment le définir ?

Réponse : **Définition d'un univers numérique :**

Un univers virtuel est un monde créé artificiellement par des logiciels informatiques et pouvant héberger des communautés d'utilisateurs présents sous forme d'avatars ayant la capacité de s'y déplacer et d'y interagir. La représentation de ce monde et de ses habitants est «calculable» et donc multidimensionnelle.

Sur la base de données, l'informatique peut d'une part «simuler» le monde des humains et d'autre part bénéficier de nouvelles règles. Par analogie, dans la vie de tous les jours, l'être humain navigue dans au moins 6 axes :

- les trois axes de l'espace (hauteur, largeur et profondeur),
- le temps (la durée)
- et les souvenirs (rétentions primaires et secondaires).

Le septième, l'information ... est particulièrement délicat à appréhender (ex : corbeaux du Japon, mésanges, ...).

Tous ces axes devraient bénéficier d'une représentation multidimensionnelle, d'une contextualisation. Les modèles «riches» requièrent une navigation intuitive, multiaxiale et contextualisée basée sur des ontologies. Une ontologie est un ensemble structuré de termes et concepts représentant le sens d'un champ d'informations, que ce soit par les métadonnées d'un espace de noms, ou les éléments d'un domaine de connaissances. Elle est employée pour raisonner à propos des objets d'un domaine concerné. On peut aussi dire que l'«ontologie est aux données ce que la grammaire est au langage».

Question 4 : Il aura fallu un bon demi-siècle de technologies afin de crédibiliser les propos visionnaires d'un McLuhan ou d'un Paul Otlet au travers du réseau internet. Indéniablement l'idée d'une société de l'information basée des nouvelles règles de connaissance prend consistance. Quels sont les mécanismes à l'œuvre en vue de passer d'un web 2.0 au web 3.0 ?

Réponse : **L'internet comme outil d'information numérique :**

L'édition électronique repose sur trois étapes : la numérisation de l'objet éditorial, l'édition numérique (la mise en ligne) et l'édition en réseau (la publication des documents).

L'internet implique dans sa dimension «moteur de recherches» une nécessité de gestion et de classification des données en vue de permettre à l'utilisateur un accès instantané aux «informations» recherchées. Il s'agit donc clairement d'établir un lien entre des données gérées par des machines et des significations comprises et manipulables par des humains.

En vue de résoudre cette problématique, le web sémantique (web 3.0) a créé des langages interprétables par des machines en prenant appui sur les sciences cognitives. L'un des grands enjeux de ces langages informatiques, c'est de pointer ce qui est source de production de sens. Le web sémantique opère une réduction de la distance entre une approche humaine et une approche machine avec pour cette dernière la capacité de traiter des millions de données en un temps record.

Avec la collaboration du Projet MediaMap+

Roger Roberts (RTBF/Titan asbl)

Exposé de Gilles Trenel, Rédacteur en chef (France Télévisions) « L'information à l'heure du numérique »



DE NOUVEAUX USAGES

2007 : 27 millions d'Africains connectés à Internet
2010 : 77 millions d'Africains connectés à Internet
2012 : 110 millions d'Africains connectés à Internet

DE NOUVEAUX USAGERS

Mobile (Afrique)

2002 : 49 millions d'abonnements
2012 : 500 millions d'abonnements

Internet mobile (Afrique)

2005 : 18 millions d'abonnements
2011 : 42 millions d'abonnements



FRANCE TÉLÉVISIONS

MESSAGE DE REMY PFLIMLIN, PRÉSIDENT DE FRANCE TÉLÉVISIONS

« L'information est en tête des actions stratégiques du groupe tant sur nos chaînes que dans l'univers numérique. Agir pour l'information de France Télévisions peut se résumer en quelques mots : faire résolument évoluer nos propositions éditoriales, nos moyens et nos méthodes pour nous adapter à un paysage audiovisuel infiniment plus concurrentiel, et surtout marqué par une évolution sensible des attentes de nos concitoyens et des médias qu'ils utilisent pour s'informer. La mutation numérique doit également nous conduire à définir la meilleure organisation des rédactions propre à répondre aux nouveaux enjeux et aux nouveaux usages de nos concitoyens »

PLAN DE ROUTE 2011-2015

TROIS AXES :

AXE 1 : CRÉER POUR PARTAGER par la complémentarité des chaînes et la place de l'information.
Fédérer tous les publics autour d'une offre innovante et diversifiée

AXE 2 : CRÉER POUR PARTAGER par le numérique.
Conquérir les nouveaux usages de la « Télé »

AXE 3 : CRÉER POUR PARTAGER par l'efficacité et par la cohésion sociale
Bâtir ensemble une entreprise commune, performante et solidaire.

5 piliers stratégiques

1. **INFORMATION-SPORT** : Plateforme Info --- Plateforme Sport.
2. **LE NOUVEAU PARTAGE** : Réorientation des sites programmes, antennes et environnements vers la « Social TV » --- Promotion et dissémination de nos programmes à travers les réseaux sociaux.
3. **LA TV « HORS LA BOITE »** : Les usages en mobilité (tablettes, smartphones,...) --- Services de télévision de rattrapage --- Plateforme VOD.
4. **L'INTERNET S'INVITE DANS LE TÉLÉVISEUR** : Réflexion sur les usages de la TV et de la télécommande connectée --- Métadonnées, préparation au monde de la « recherche » --- Numérisations des contenus --- Services HbbTV.
5. **DÉVELOPPER ET INNOVER** : Nouvelles écritures web --- Contenus transmédias --- Recherche et développement --- Actions éducatives

... du téléspectateur au télénavigateur

CONSOLIDER – DÉVELOPPER – ELARGIR l'offre d'information aux **NOUVEAUX USAGES** et aux **NOUVEAUX CONSOMMATEURS**

Le site d'info en continu

FRANCE TV INFO

L'information en continu sur plateforme multisupport

Accessible à toute heure

Sur tous les supports numériques (*Internet / Applications Smartphone / Tablette*)

Interactive avec le public

Les Images

Les réseaux : National – Régional - Ultramarin

Les sites thématiques

La réactivité – L'interactivité

Les réseaux sociaux



Notre différence : L'exigence qualité

Des journaux complets – Des informations vérifiées – Une mise en image moderne et efficace

<u>Du rythme</u>	<u>Des signatures</u>
Réalisation dynamique	Reporters sur le terrain
Infographie en 3D	Analystes sur le plateau

Réussir le changement

- 1 → Volonté
2. → Objectif
- 3 → Stratégie

Et ensuite

4. → Organiser l'organisation

Optimiser les moyens – Gagner en productivité

De nouveaux modèles

Pôle de compétences	Plateforme d'échange
Centre de fabrication	Structure de régulation

Nouvelles activités

Desker --- Liver --- animateur de réseau social --- Régulateur d'info --- Coordinateur TV-WEB
Fast Checker --- Sourceur

Multi compétences

Journaliste multimédia --- JRI – Monteur --- Rédacteur - JRI

Un nouveau management

Élargir les compétences --- Dégager des marges de manœuvre --- Faire évoluer les métiers
Créer des synergies --- S'adapter à l'évolution des outils --- Faciliter les échanges

**Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas ...
Mais parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles**

(Sénèque)

PARTICIPANTS.

Belgique	RTBF	BRIQUEMONT	Jacques	Directeur des Relations Internationales
		ROBERTS	Roger	Responsable Moyens Culturels
		VANVAREMBERGH	Bertrand	Ingénieur du Son
Bénin	ORTB	ABOUDOU	Philomène	Directrice générale a.i.
		de SOUZA	Noël Christian	Directeur de la Radio
		BIAO	Armand Michel	Directeur Technique
	CRPF	AWANNOU	Anselme	Responsable
Burkina Faso	RTB	LAMIZANA	Batouré	Directrice Radio Arc en Ciel
		DIPAMA	Wennengoudi Jean-Baptiste	Rédacteur en chef du portail web
		TRAORE	Zoumana	Chef des Programmes TV
	MEDIA 2000	KABORE	Valérie	Directrice générale
Cameroun	CRTV	VAMOULKE	Amadou	Directeur général
		BOTEN OTHON	Célestin	Directeur des Programmes et de la production Rad
		TANGMO NGAMY	Daniel	Chef de Division Études, Planification et Prospective
		CHERIF	Ibrahim	
		EKUKOLE ESONG	Robert	Directeur des Programmes/production TV
	Indépendant	NGIMBIS	Florian	Blogueur
	CRPF	ATANGANA	Hubert	Responsable
Canada	Radio-Canada	HARDY	Isabel	Responsable Relations internationales
	RCI	PARENT	Hélène	Directrice
Centrafrique	TVCA	OUAMBETI	Michel	Directeur général TV
		N'GANAGO	Jean	Direction des programmes
		MALEMBASSA	Georges	Directeur des Informations
	RCA	GBANGA	David	Directeur général Radio
Congo	RNC	BOKATOLA	Jean Médard	Directeur général Radio
		MORAPENDA	Jean Rodrigue	Directeur Info Radio
	TNC	KIMBEMBE	Christian Hubert	Directeur Technique
		NGOMBE-MA-LOTITA	Georges	Chef des programmes
RD Congo	Radio Maendelo	KAMUNTU	Jolly	Directrice des programmes Radio Maendeleo
	RTNC	PASI SAMBA	Gabriel	Directeur des Programmes TV
Côte d'Ivoire	RTI	DEMBELE	Habiba	Directrice de l'information et des reportages institutionnels
		OUATTARA	Lacinan	Chargé de rédaction Web
		SILUE	Salimata	Directrice de la Radio
		KADJE	Mathurin	Directeur des Équipements et des Nouvelles Technologies
		CISSE	Mohamed Lamine	Directeur de la Production, représentant le DG
		GORAN	Konan Edgar	Chef de service Production Docu et Fiction
		TOURE	Sanga	Directeur Programmes

SEFOR 2012

Djibouti	RTD	ADOÏTA	Daoud Ali	Directeur des Programmes TV
		YAHYA	Mohamed Mousseed	Chef du Service Technique
France	France 3	GUILBEAU	François	Directeur
		SCIRPO	Bertrand	Secrétaire général
	France Télévisions	MICHEL	Hervé	Directeur des Affaires Internationales
		ANN	Julienne	Responsable du développement international
		SAINT-CRIQ	Fabienne	Déléguée à la Francophonie
	France 2	TRENEL	Gilles	Rédacteur en chef à France TV
	Radio France	APLOGAN	Jean-Luc	Responsable Diversité
	AITV	MATESO	Martin	Grand Reporter
	RFI/AEF	BELCHI	Jean-Marc	Directeur du Développement Afrique
	CFI	FIATTE	Etienne	Directeur général
		ROUGERIE	Etienne	Délégué aux projets
	ARTE FRANCE	JACQUIN DE MARGERIE	André	Directeur des Relations Internationales
	Ambassade de France	KASMI	Djamel	Expert technique International auprès des médias et Institutions guinéens
	PACAM	MINANGOY	Robert	Coordinateur
	Amb. Au Kenya	DEFLASSIEUX VIGUIER	Charlotte	Attaché audiovisuel
	Amb. Au Nigéria	FRA	Daniel	Attaché audiovisuel
	MAE	GODIGNON	Julie	Rédacteur
AEF	DE BROISSIA	Louis	Ambassadeur de l'Audiovisuel Extérieur	
Gabon	RTG 1	SAUTHON	Jean Marcel	Directeur Programmes TV
Guinée	RTG	DIA	Mamadou	Directeur général
		MARA	Mamadou Moustapha	Directeur des Programmes - TV de Koloma
		CAMARA	Amara	Directeur des Informations Radio
	Afrik TV	CAMARA	Aboubacar	JRI Correspondant en Guinée
CIS TV	SIDIBE	Yamoussa	Directeur général	
Ile Maurice	MBC	SOBORUN	Soondaree Devi	Deputy Director general
		ARMOOGUM	Rama	Ingénieur
		RAMEN	Corbarlen	Coordonnateur Radio
		BOODHNA	David	Responsable du Département de la Production
Iles Comores	ORTC	ALI	Ibrahim	Chef adjoint de la Production et Programmation TV
		NASSILATA	Ali Saïd	Responsable du Service de l'Information
Madagascar	ORTM	RAVOAJANAHARY	Johariniaina Fanomezantsoa	Directeur général
		RASOANAIVO NIRIANALALAO	Jeanine	Directrice de la Radio
		RAHERINANDRASANA	Tharcisus	Rédacteur en chef des éditions nationales
		RAVOLOLONJANAHARY	Jeanique Marcellia	Rédactrice en chef régionale
		RAZAFIMAHEFA LALAO	Herinirina	Directeur TV

SEFOR 2012

Mali	ORTM	DAGAMAISSA	Baba	Directeur général
		SANGARE	Oumar	Directeur Radio
		KONE	Mahamadou	Directeur Programmes TV
		TOURE	Boubacar	Directeur des Informations Radio
		MAIGA	Mohamed Soumana	Coordination Projet/Partenariat/Rapaf
		BA	Moussa Amadou	Réalisateur
	URTEL	MARIKO	Daouda	Président URTEL et Directeur Radio Kéné Dougou
Maroc	SNRT	MAYDARAK	Souad	Journaliste
Mauritanie	TVM	CHEICK NAGI	Mohamed Sidi Salem	Directeur des informations
Niger	ORTN	CRESPIN	Loïc	Directeur général
		SIDIBE	Aboubakar	Directeur Radio
		MOUMOUNI	Ibrahim	Directeur Technique
		IDI DAN BADAO	Abdourahaman	Directeur des programmes - Réalisateur
		FIMA	Mohamed Abdourahmane	Directeur de l'Information Télé-Sahel
	CRPF	OUMAROU	Ali	Responsable
Organisations Internationales	TV5MONDE	BOULAY	Frédéric	Directeur des Programmes et de la Programmation
		KABORE	Lam	Responsable du pôle Afrique
		DUCHEMIN	Sophie	Directrice adjointe des programmes
	UNESCO	DU TOIT	Jaco	Conseiller pour la Communication et de l'Information (Nairobi)
	RFP	DOST	Françoise	Secrétaire générale
	OIF	BARROT	Pierre	Responsable de programmes chargé de l'audiovisuel et de la promotion de l'image
		MELE	Mariette Chantal	Chef Service Programmes TV (ORTB)
		MESSIO A BEDIONG	Salomine	Membre Commission Fonds Télévision
UEMOA	PAYE LÔ	Aminata	Chargée des affaires culturelles	
Rwanda	ORINFOR	JABO	Jean-Marie	
Sénégal	RTS	TOURE	Issa	Chef du Département Information Sports et Magazines
		NDIAYE	Lobé	Réalisatrice
	RACECO	SOUMARE	Ibrahim	Directeur général
Seychelles	SBC	HOAREAU	Patrick	Directeur des programmes
		BROWN	Valérie	Coopération Internationale
		CLARISSE	Raymond L. K.	Directeur Développement du Contenu
Suisse	RTS	MARCHAND	Gilles	Directeur
	Fond ^e Hirondelle	LAPLUME	Yves	Délégué éditorial
Tchad	ONRTV	MAHAMAT	Brah	Directeur des actualités TV

SEFOR 2012

Togo	TVT	YOVODEVI	Kouessan	Directeur TV
		BONFOH	Assanti	Adjoint au Directeur des Programmes
		AGBEMADON	Kokou	Réalisateur
	Radio Lomé	TELOU	Pitalounani	Directeur
Tunisie	ETT	LOUED	Chokri	Ingénieur, représentant la PDG
		MECHERGUI	Tahar	Sous-directeur
Vietnam	VOV	DO	Van Loan	Directeur adjoint de la Coopération Internationale
	VTV	VU	Cao Cuong	Coordonnateur Francophone
		NGUYEN QUOC	Xuan Quynh	Réalisateur

Siège de Bruxelles	CIRTEF	THIAM	Guila	Secrétaire Général
		THEUNEN	Ronald	Chargé mission
		SCHUSZTER	Angélique	Responsable de rubrique
		SANOGO	Mafarma	Conseillère
		MAES	Isabelle	Comptable
		DUFROMONT	Aimé	Vérificateur aux comptes
	CBC	VERHEYEN	Rudi	Agent Bancaire
	Indépendant	MOLITOR	Jacques	Formateur

Espace virtuel	NETIA-GlobeCast	BAWOL	Marc	Exposants
	Isovision	JOLLY	Olivier	Exposants
	Studiotech	TARDIEU	Nicolas	Exposants
		FERNANDES	Serge	Exposants
		DI CATERINO	Aldo	Exposants
	Grass Valley France	MARTIN	Thierry	Exposants
		VAN WALLE	Philippe	Exposants
	Périactes	DE BEMELS	Baptiste	Exposants
		VAES	Kobe	Exposants
	WimMedia Europe	CIMA	Pascal	Exposants

BURUNDI

RTNB

NIZIGIYIMANA SALVATORE	Président du Conseil d'Administration de la RTNB
NSABIMNO NA CHANEL	Directeur Général
NGENDANZI EMMANUEL	Directeur de la Radio, Président du Comité d'organisation
BANKUMUKUNZI NESTOR	Directeur de la TV, Comité d'organisation
BANTEYE NOËL	Comité d'organisation
BAKIKORE BÉATRICE	Productrice Radio

SEFOR 2012

BIGARANYA SCHOLA	Comité d'organisation
BIGIRIMANA JOSEPH	Journaliste TV
BIGIRIMANA SIMPLICE	Informatique
BIRATUNGANYE INNOCENT	Journaliste TV
BITAGOYE JUSTINE	Comité d'organisation
BIZIMANA JEAN MARIE	SR Radio
BIZINDAVYI BENOÎT	Technicien Radio SEFOR
BUGAGA GABY	Producteur TV
BUKEYENEZA DÉsirÉ	Informatique
BUKURU JACQUES	REC Radio
HABONIMANA BÈDE	Technicien Radio SEFOR
HAKIZIMANA SHAM JEANNE	Comité d'organisation
HAZIYO ALOÏS	REC TV
IRADUKUNDA ROSE MARIE	Comité d'organisation
KABAGANWA GORETHI	Comité d'organisation
KAMWENUBUSA MATHIEU	Technicien Radio SEFOR
MAGAGI HILAIRE	Maintenance TV
MBAZUMUTIMA GLORIOSE	Réalisatrice TV
MBIRIGI DONATIEN	Comité d'organisation
MBONYINGINGO EUPHÉMIE	Comité d'organisation
MUCO VALÉRY	Animateur Radio Séfor
MUHORAKEYE NADINE	Animatrice Radio Séfor
MUSABA ABRAHAM	Exploitation TV
NAHIGEJEJE WENGA EMILE	Comité d'organisation
NAHIMANA DISMAS	Technicien Radio SEFOR
NDAGIJIMANA GAD	Journaliste
NDAYIRAGIJE MATHIAS	Comité d'organisation
NDIHOKUBWAYO DIEUDONNÉ	Comité d'organisation
NDIKUMANA ANNICK	Journaliste Radio Séfor
NDIKURIYO JÉRÔME	Comité d'organisation
NGENDAKUMANA STANY	Journaliste Radio Séfor
NIYOKINDI GILBERT	Maintenance TV
NIYOKINDI THÉODORE	Comité d'organisation
NIYONKURU BONAVENTURE	Comité d'organisation
NKESHIMANA MELCHIADE	Animateur Radio Séfor
NKURUNZIZA ROBERT	Montage TV
NKURUNZIZA SOLANGE	Comité d'organisation
NTIRANYIBAGIRA JEANNETTE	Comité d'organisation
NTIYANOGEYE ATHANASE	Chef de service Web
NTIYUMVAMABWIRE FESTIN	Journaliste TV
NYABUBU PASCAL	Comité d'organisation
NZEYIMANA CLAVER	Comité d'organisation
NZEYIMANA EMMANUEL	Comité d'organisation

SEFOR 2012

RUKEVYA LUCIEN	Comité d'organisation
RUKUMBI JUMA	Comité d'organisation
RUKUNDORWIMANA FRÉDIANNE	Productrice Radio
SINGIRANKABO ANGÈLE	Productrice Radio
SIRYUYUMUNSI LÉONARD	Comité d'organisation

INVITES RTNB

SABUSHIMIKE GORGON	Directeur Général Radio Nderagakura
MUTONI NINETTE NANCY	Directeur Général Radio TV REMA FM
INAMAHORO JOSIANE	Radio TV Salama
GAHUNGU MOÏSE	REC Synergie des Médias 2010
NTAMAGARA JEAN JACQUES	Directeur Radio CCIB FM+
NIYONSABA ISIDONIE	Chef des programmes Radio Nderagakura
NDIKUMANA SIGISMO	Producteur Radio Nderagakura
NDUWIMANA PATRICK	Radio Bonesha
NKESHIMANA VINCENT	Directeur Radio Isanganiro
SURWAVUBA THÉOGÈNE	TV Renaissance

AUTORITES

KUMBUGA PASCAL	Présidence de la République
MPITABAKANA DANIEL	Présidence de la République
CAKWERI BERNARD	Ministère des Relations Extérieures
BUTOYI EMILE	Ministère des Relations Extérieures
NDUWAMUNGU DENIS	Ministère des Relations Extérieures
BUKURU ADOLPHE	Ministère des Relations Extérieures

REMERCIEMENTS



CONSEIL INTERNATIONAL DES RADIOS-TÉLÉVISIONS D'EXPRESSION FRANÇAISE - AISBL

M. Chanel NSABIMBONA
Directeur général
RADIODIFFUSION TELEVISION DU
BURUNDI
B.P. 1900

BUJUMBURA (BURUNDI)

Bruxelles, le 12 novembre 2012

Nos réf. : GT/lv/2012.286

Objet : Remerciements après le XXI^{ème} SEFOR 2012 de Bujumbura

Monsieur le Directeur général,

De retour à Bruxelles, je tiens à vous remercier au nom du Président du CIRTEF et de l'ensemble des membres pour l'aimable invitation de la RTNB qui a reçu à Bujumbura le XXI^{ème} SEFOR et aussi pour l'accueil et la parfaite organisation de la manifestation.

Vous me permettez, à travers vous, de remercier le Comité d'organisation de la RTNB et toute l'équipe d'organisation, de participation, de Radio SEFOR, de secrétariat et de soutien de la RTNB. Cette équipe a rempli ses obligations pour que tout se passe très bien.

Tout cela, en plus de votre constante disponibilité personnelle, a permis de mener à bien tous les travaux prévus avec des résultats qui font un succès de ce SEFOR.

En souhaitant un renforcement continu de notre partenariat et en vous renouvelant nos remerciements, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de ma considération distinguée.

Le Secrétaire général,

Guila THIAM



CONSEIL INTERNATIONAL DES RADIOS-TÉLÉVISIONS D'EXPRESSION FRANÇAISE - AISBL

Madame Concilie NIBIGIRA
Ministre des Télécommunications, de
l'Information, de la Communication et
des Relations avec le Parlement
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

BUJUMBURA (BURUNDI)

Bruxelles, le 12 novembre 2012

Nos réf. : GT/lv/2012.287

Objet : Remerciements après le XXI^{ème} SEFOR 2012 de Bujumbura

Madame la Ministre,

De retour à Bruxelles, je tiens à vous remercier au nom du CIRTEF et de l'ensemble des membres pour l'aimable invitation de la RTNB qui a reçu à Bujumbura le XXI^{ème} SEFOR et aussi pour l'accueil et la parfaite organisation de la manifestation. Ce qui a été déterminant pour le succès de nos travaux.

Il nous ferait plaisir si vous pouviez être notre interprète pour exprimer nos remerciements et notre reconnaissance à S.E.M. le Premier Vice-Président qui a bien voulu prendre de son temps pour présider la cérémonie d'ouverture de nos travaux.

En vous assurant de notre engagement pour le suivi des recommandations et du fait que nous continuerons le renforcement du partenariat avec la RTNB.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération.

Le Secrétaire général,

Guila THIAM



CONSEIL INTERNATIONAL DES RADIOS-TÉLÉVISIONS D'EXPRESSION FRANÇAISE - AISBL

Monsieur Abdoukader Ahmed IDRIS
Directeur général
RADIODIFFUSION TELEVISION DE
DJIBOUTI
B.P. 97

REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

Bruxelles, le 13 novembre 2012

Nos réf. : GT/lv/2012.288

Objet : SEFOR 2013

Monsieur le Directeur général, *AG,*

Au nom du Président du CIRTEF, des membres, et au mien propre, je tiens à vous témoigner, d'ores et déjà, toute notre gratitude pour la tenue du prochain SEFOR à Djibouti.

La satisfaction à l'annonce de cette nouvelle montre que nos membres seront heureux de se retrouver à Djibouti l'année prochaine.

Je vous fais tenir en annexe le cahier des charges.

Je me ferai un plaisir d'entrer en contact avec vous pour profiler les bases de l'organisation et pour que nous puissions échanger toutes les informations pertinentes.

Tout en vous renouvelant nos remerciements, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de ma considération distinguée.

Le Secrétaire général,



Guila THIAM

P.J. : 1

